

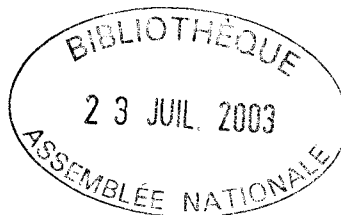
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL
RÉGIONS
ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

QUESTION 78

Copie des pactes ruraux signés par le ministère des Régions en 2002-2003.

Réponse :

Le document boudiné ci-joint comprend l'ensemble des ententes spécifiques signées.



Pacte rural

Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ KAMOURASKA, personne morale de droit public ayant son siège social au 425, avenue Patry, C.P. 1120, Saint-Pascal (Québec) G0L 3Y0, laquelle est dûment représentée par M. Jean-Guy Charest, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 8 mai 2002,

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un Pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural s'applique sur toutes les municipalités, les communautés amérindiennes et les territoires non organisés de la MRC Kamouraska.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Kamouraska les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCDD) du Bas-Saint-Laurent, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du Pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 272 498 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Kamouraska, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

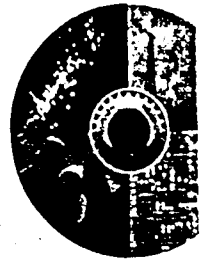
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 212 083 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 212 083 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 282 777 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 282 777 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 282 778 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent Pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Bas-Saint-Laurent comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 337, rue Moreault, Rimouski (Québec) G5L 1P4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE DU BAS-SAINT-LAURENT ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE
ET À LA TECHNOLOGIE, MADAME SOLANGE CHAREST

Par : Solange Charest

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ KAMOURASKA, MONSIEUR JEAN-GUY CHAREST

Par : Jean-Guy Charest

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LA MATAPÉDIA, personne morale de droit public ayant son siège social au 123, rue Desbiens, Amqui (Québec) G5J 3P9, laquelle est dûment représentée par M. Jean-Yves Pelletier, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 10 avril 2002,
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un Pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural s'applique sur toutes les municipalités, les communautés amérindiennes et les territoires non organisés de la MRC La Matapédia.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la Matapédia inc. les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) du Bas-Saint-Laurent, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du Pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 431 307 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la Matapédia inc., dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 238 551 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 238 551 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 318 068 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 318 068 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 318 069 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent Pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Bas-Saint-Laurent comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 337, rue Moreault, Rimouski (Québec) G5L 1P4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE DU BAS-SAINT-LAURENT ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE
ET À LA TECHNOLOGIE, MADAME SOLANGE CHAREST

Par : Solange Charest

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ LA MATAPÉDIA, MONSIEUR JEAN-YVES
PELLETIER

Par : Jean-Yves Pelletier

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LA MITIS, personne morale de droit public ayant son siège social au 300, avenue du Sanatorium, Mont-Joli (Québec) G5H 1V7, laquelle est dûment représentée par M. Gaston Gaudreault, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 13 mai 2002,
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un Pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

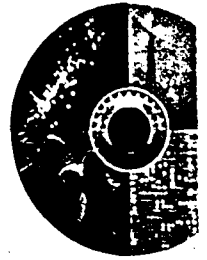
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural s'applique sur toutes les municipalités, les communautés amérindiennes et les territoires non organisés de la MRC La Mitis.

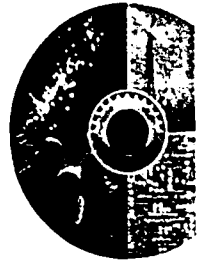
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la Mitis les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) du Bas-Saint-Laurent, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du Pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 225 475 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la Mitis, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 204 246 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 204 246 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 272 328 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 272 328 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 272 327 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent Pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Bas-Saint-Laurent comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 337, rue Moreault, Rimouski (Québec) G5L 1P4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Rémy Trudel

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE DU BAS-SAINT-LAURENT ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE
ET À LA TECHNOLOGIE, MADAME SOLANGE CHAREST

Par : Solange Charest

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ LA MITIS, MONSIEUR GASTON GAUDREAU

Par : Gaston Gaudreau

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LES BASQUES, personne morale de droit public ayant son siège social au 400, rue Jean-Rioux, C.P. 399, Trois-Pistoles, (Québec) G0L 4K0, laquelle est dûment représentée par M. André Leblond, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 18 avril 2002,
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un Pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

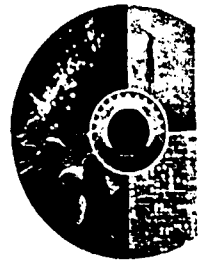
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural s'applique sur toutes les municipalités, les communautés amérindiennes et les territoires non organisés de la MRC Les Basques.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) des Basques les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) du Bas-Saint-Laurent, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du Pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) Attribuer à la MRC une aide financière maximale de 864 159 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD des Basques, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

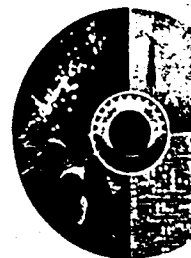
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 144 027 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 144 027 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 192 035 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 192 035 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 192 035 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent Pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Bas-Saint-Laurent comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 337, rue Moreault, Rimouski (Québec) G5L 1P4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE DU BAS-SAINT-LAURENT ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE
ET À LA TECHNOLOGIE, MADAME SOLANGE CHAREST

Par : Solange Charest

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DES BASQUES, MONSIEUR ANDRÉ LEBLOND

Par : André Leblond

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ RIMOUSKI-NEIGETTE, personne morale de droit public ayant son siège social au 220, avenue de la Cathédrale, Rimouski (Québec) G5L 5J2, laquelle est dûment représentée par M. Alain Dumas, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 12 juin 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un Pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Rimouski-Neigette s'applique sur le territoire suivant :

Esprit-Saint, La Trinité-des-Monts, Saint-Narcisse-de-Rimouski, Saint-Marcellin, Saint-Valérien, Saint-Fabien, Saint-Eugène-de-Ladrière, Lac-Huron, Le Bic, Saint-Anaclet-de-Lessard, Grand-Lac-Touradi et les territoires couverts par les anciennes municipalités de Mont-Lebel (déjà inclus dans la Politique), de Sainte-Blandine et de Sainte-Odile-sur-Rimouski.

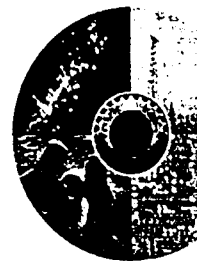
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Rimouski-Neigette les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) du Bas-Saint-Laurent, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du Pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 761 539 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Rimouski-Neigette, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 126 923 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 126 923 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 169 231 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 169 231 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 169 231 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent Pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Bas-Saint-Laurent comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 337, rue Moreault, Rimouski (Québec) G5L 1P4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Rémy Trudel

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE DU BAS-SAINT-LAURENT ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE
ET À LA TECHNOLOGIE, MADAME SOLANGE CHAREST

Par : Solange Charest

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ RIMOUSKI-NEIGETTE, MONSIEUR ALAIN DUMAS

Par : Alain Dumas

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ RIVIÈRE-DU-LOUP, personne morale de droit public ayant son siège social au 310, rue Saint-Pierre, Rivière-du-Loup, (Québec) G5R 3V3, laquelle est dûment représentée par M. Jacques M. Michaud, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 16 mai 2002,
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un Pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

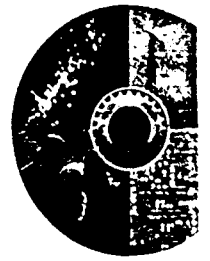
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*,

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Rivière-du-Loup s'applique sur le territoire suivant :

Saint-Cyprien, Saint-Modeste, Whitworth (RI), Saint-François-Xavier-de-Viger, Saint-Épiphanie, Saint-Paul-de-la-Croix, Cacouna (RI), Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup, l'Isle-Verte, Saint-Georges-de-Cacouna (VL), Saint-Georges-de-Cacouna (P), Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, Saint-Arsène, Saint-Antonin, Notre-Dame-du-Portage.

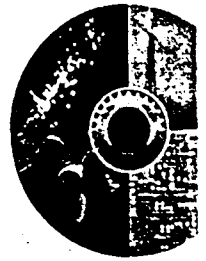
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la région de Rivière-du-Loup les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) du Bas-Saint-Laurent, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du Pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 849 730 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la région de Rivière-du-Loup, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 141 622 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 141 622 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 188 829 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 188 829 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 188 828 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent Pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Bas-Saint-Laurent comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 337, rue Moreault, Rimouski (Québec) G5L 1P4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE DU BAS-SAINT-LAURENT ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE ET
À LA TECHNOLOGIE, MADAME SOLANGE CHAREST

Par : Solange Charest

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ RIVIÈRE-DU-LOUP, MONSIEUR JACQUES M.
MICHAUD

Par : Jacques M. Michaud

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ TÉMISCOUATA, personne morale de droit public ayant son siège social au 5, rue Hôtel-de-Ville, 2^{ième} Étage, Notre-Dame-du-Lac (Québec) GOL 1X0, laquelle est dûment représentée par M. Serge Fortin, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 13 mai 2002,
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un Pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural s'applique sur toutes les municipalités, les communautés amérindiennes et les territoires non organisés de la MRC Témiscouata.

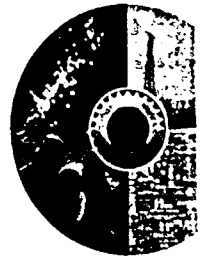
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de Témiscouata, les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) du Bas-Saint-Laurent, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du Pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 472 197 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de Témiscouata, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

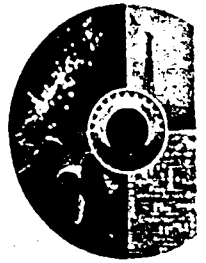
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 245 366 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 245 366 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 327 155 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 327 155 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 327 155 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent Pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Bas-Saint-Laurent comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 337, rue Moreault, Rimouski (Québec) G5L 1P4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE DU BAS-SAINT-LAURENT ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE
ET À LA TECHNOLOGIE, MADAME SOLANGE CHAREST

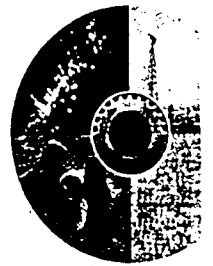
Par : Solange Charest

Signé à Le Bic le 27^e jour de juin 2002

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ TÉMISCOUATA, MONSIEUR SERGE FORTIN

Par : Serge Fortin

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ MATANE, personne morale de droit public ayant son siège social au 145, rue Soucy, Matane (Québec) G4W 2E1, laquelle est dûment représentée par M. Paul-H. Bernier, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 11 septembre 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un Pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

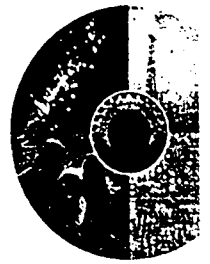
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Matane s'applique sur le territoire suivant :

Les Méchins, Saint-Jean-de-Cherbourg, Grosses-Roches, Saint-Adelme, Saint-René-de-Matane, Sainte-Paule, Saint-Léandre, Sainte-Félicité, Rivière-Bonjour, Baie-des-Sables, Saint-Ulric et Matane pour le territoire couvert par les anciennes municipalités de Petit-Matane et de Saint-Luc-de-Matane.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la région de Matane les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) du Bas-Saint-Laurent, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du Pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 797 708 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la région de Matane, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 132 951 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 132 951 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 177 268 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 177 268 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 177 270 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

Pacte rural



- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent Pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :



- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Bas-Saint-Laurent comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 337, rue Moreault, Rimouski (Québec) G5L 1P4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Matane le 30^e jour de septembre 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à Matane le 30^e jour de septembre 2002

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE DU BAS-SAINT-LAURENT ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RECHERCHE, À LA SCIENCE
ET À LA TECHNOLOGIE, MADAME SOLANGE CHAREST

Par : Solange Charest

Signé à Matane le 30^e jour de septembre 2002

LE DÉPUTÉ DE MATANE, MONSIEUR MATTHIAS RIOUX

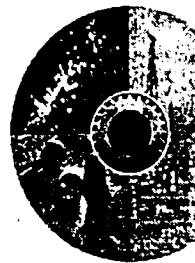
Par : Matthias Rioux

Signé à Matane le 30^e jour de septembre 2002

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ MATANE, MONSIEUR PAUL-H. BERNIER

Par : Paul-H. Bernier

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LE DOMAINE-DU-ROY, personne morale de droit public ayant son siège social au 901, boul. Saint-Joseph, bureau 101, Roberval, G8H 2L8, laquelle est dûment représentée par Monsieur Bernard Généreux, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 26 juin 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

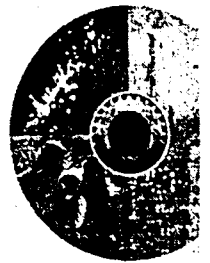
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Le Domaine-du-Roy s'applique à l'ensemble des municipalités, des TNO et à la communauté autochtone présents sur le territoire de la MRC.

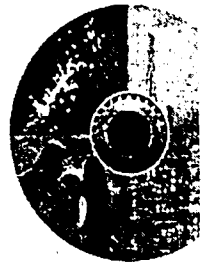
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Domaine-du-Roy inc. les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CRCD), à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 205 235 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Domaine-du-Roy dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

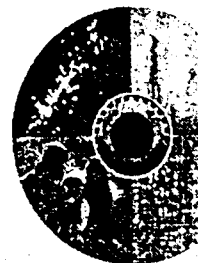
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 200 872 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 200 872 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 267 830 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 267 830 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 267 831 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



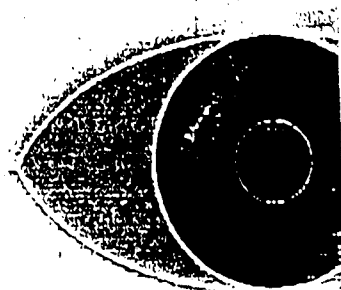
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 3950, boulevard Harvey, 2^e étage, Jonquière, G7X 8L6.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à St-Félicien le 27^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

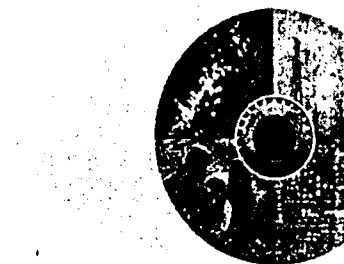
LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DE LA RÉGION DU SAGUENAY-
LAC-SAINT-JEAN, MONSIEUR STÉPHANE BÉDARD

Par : Stéphane Bédard

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ LE DOMAINE-DU-ROY,
MONSIEUR BERNARD GÉNÉREUX

Par : Bernard Généreux

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LE FJORD-DU-SAGUENAY, personne morale de droit public ayant son siège social au 214, rue Racine Est, Chicoutimi, G7H 1R9, laquelle est dûment représentée par Monsieur Jean-Marie Claveau, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 11 juin 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

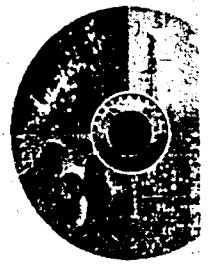
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Le Fjord-du-Saguenay s'applique à l'ensemble des municipalités et des TNO présents sur le territoire de la MRC.

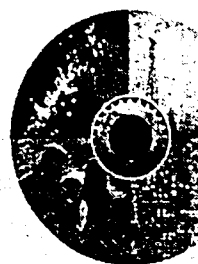
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'encourager la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) du Fjord les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CRCD), à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 168 556 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD du Fjord, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 194 759 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 194 759 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 259 679 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 259 679 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 259 680 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



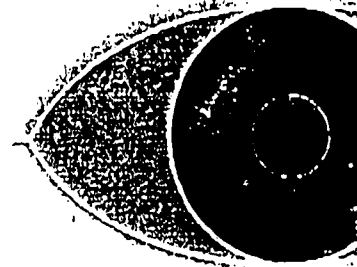
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 3950, boulevard Harvey, 2^e étage, Jonquière, G7X 8L6.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à St-Félicien le 27^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET
AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

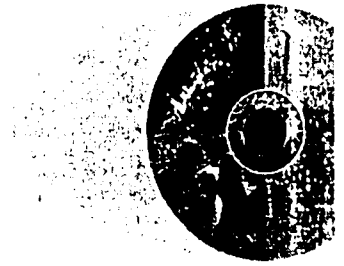
LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DE LA RÉGION DU SAGUENAY-
LAC-SAINT-JEAN, MONSIEUR STÉPHANE BÉDARD

Par : Stéphane Bédard

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
LE FJORD-DU-SAGUENAY,
MONSIEUR JEAN-MARIE CLAVEAU

Par : Jean-Marie Claveau

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ MARIA-CHAPDELAINE, personne morale de droit public ayant son siège social au 209, boulevard des Pères, Dolbeau-Mistassini, G8L 5C4, laquelle est dûment représentée par Monsieur Réjean Boivin, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 10 avril;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

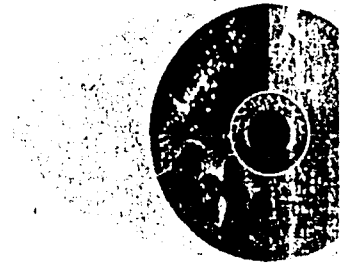
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*,

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Maria-Chapdelaine s'applique sur le territoire suivant :

Saint-Augustin	Saint-Edmond
Péribonka	Girardville
Saint-Eugène-d'Argentenay	Notre-Dame-de-Lorette
Rivière-Mistassini	Sainte-Jeanne-d'Arc
Albanel	Saint-Stanislas
Normandin	Chute-des-Passes
Saint-Thomas-Didyme	

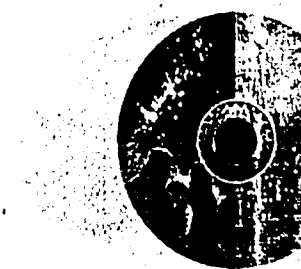
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Maria-Chapdelaine les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CRCD) , à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 040 501 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Maria-Chapdelaine, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

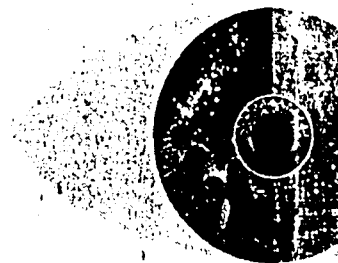
Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 173 417 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 173 417 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 231 222 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 231 222 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 231 223 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

Pacte rural



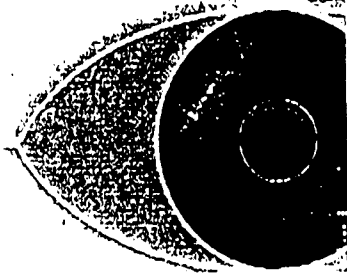
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 3950, boulevard Harvey, 2^e étage, Jonquière, G7X 8L6.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à St-Félicien le 27^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

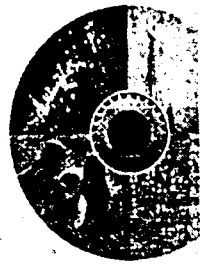
LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DE LA RÉGION DU SAGUENAY-
LAC-SAINT-JEAN, MONSIEUR STÉPHANE BÉDARD

Par : Stéphane Bédard

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ MARIA-CHAPDELAINE,
MONSIEUR RÉJEAN BOIVIN

Par : Réjean Boivin

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LAC-SAINT-JEAN-EST, personne morale de droit public ayant son siège social au 625, rue Bergeron Ouest, Alma, G8B 1V3, laquelle est dûment représentée par Monsieur Lawrence Potvin, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 14 mai 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

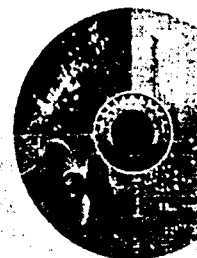
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Lac-Saint-Jean-Est s'applique sur le territoire suivant :

Desbiens
Métabetchouan-Lac-à-la-Croix
Hébertville
L'Ascension-de-Notre-Seigneur
Saint-Bruno
Saint-Gédéon
Saint-Nazaire
Lac-Achouakan
Mont-Apica

Labrecque
Lamarche
Hébertville-Station
Belle-Rivière
Saint-Henri-de-Taillon
Sainte-Monique
Saint-Ludger-de-Milot
Lac-Moncouche

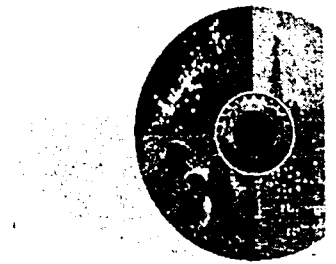
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Lac-Saint-Jean-Est les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CRCD), à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 223 834 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Lac-Saint-Jean-Est, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

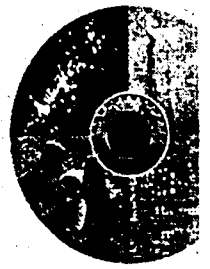
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 203 972 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 203 972 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 271 963 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 271 963 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 271 964 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



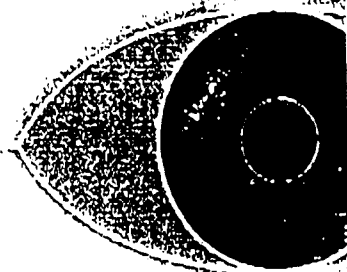
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 3950, boulevard Harvey, 2^e étage, Jonquière, G7X 8L6.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à St-Félicien le 27^e juin jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par :

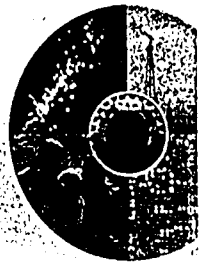
LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DE LA RÉGION DU SAGUENAY-
LAC-SAINT-JEAN, MONSIEUR STÉPHANE BÉDARD

Par :

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ LAC-SAINT-JEAN-EST,
MONSIEUR LAWRENCE POTVIN

Par :

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DU HAUT-SAINT-AURICE, personne morale de droit public ayant son siège social au 445, rue Lacroix, La Tuque (Québec) G9X 1V8, laquelle est dûment représentée par Monsieur Gaston Fortin, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 10 avril 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

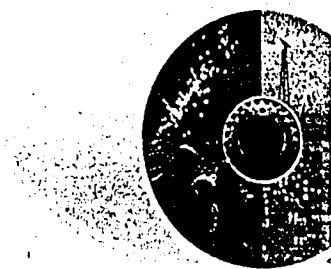
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC du Haut-Saint-Maurice s'applique sur le territoire suivant :

Kiskissink	Lac-Tourlay
La Bostonnais	Obedjiwan
Lac-Berlinguet	Parent
Lac-des-Moires	Petit-Lac-Wayagamac
Lac-Édouard	Rivière-Windigo
Lac-Pellerin	
La Croche	
Incluant les Réserves indiennes suivantes :	
Réserve indienne d'Obedjiwan	
Réserve indienne de Wemotaci	
Réserve indienne de Coucoucache	

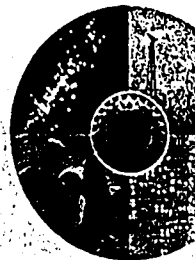
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) du Haut-Saint-Maurice les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Mauricie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 593 203 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD du Haut-Saint-Maurice, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 98 867 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 98 867 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 131 823 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 131 823 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 131 823 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



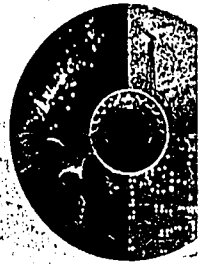
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Mauricie, Monsieur Robert De Nobile, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 100, rue Laviolette, bureau 114, Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Trois-Rivières le 17^e jour de Juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS

Par : Rémy Trudel
RÉMY TRUDEL

LE MINISTRE DU REVENU ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE LA MAURICIE

Par : Guy Julien
GUY JULIEN

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DU HAUT-SAINT-AURICE

Par : Gaston Fortin
GASTON FORTIN

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MASKINONGÉ, personne morale de droit public ayant son siège social au 651, boul. Saint-Laurent Est, Louiseville (Québec) J5V 1J1, laquelle est dûment représentée par Monsieur Jean-Paul Diamond, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 12 juin 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

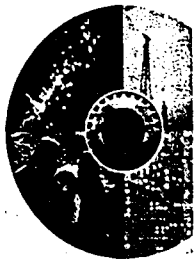
1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Maskinongé s'applique sur le territoire suivant :

« Toutes les municipalités et les territoires non organisés » de la MRC.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'endormir la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l'identification des champs d'intervention prioritaires;
- l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Maskinongé les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Mauricie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. **Engagements du ministre**

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 765 877 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. **Engagement conjoint**

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Maskinongé, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. **Versements**

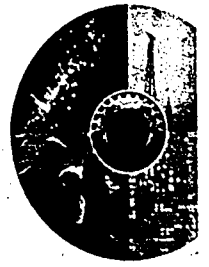
Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 294 313 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 294 313 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 392 417 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 392 417 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 392 417 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

Pacte rural



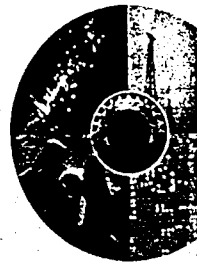
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Mauricie, Monsieur Robert De Nobile, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 100, rue Laviolette, bureau 114, Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Trois-Rivières le 17^e jour de Juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS

Par : Rémy Trudel
RÉMY TRUDEL

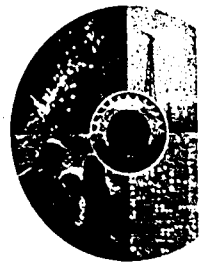
LE MINISTRE DU REVENU ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE LA MAURICIE

Par : Guy Julien
GUY JULIEN

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE MASKINONGÉ

Par : Jean-Paul Diamond
JEAN-PAUL DIAMOND

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES CHENAUX, personne morale de droit public ayant son siège social au 1075, rue Champflour, Trois-Rivières (Québec) G9A 2A1, laquelle est dûment représentée par Monsieur Marcel P. Marchand, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 15 mai 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

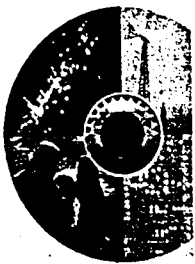
1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC des Chenaux s'applique sur le territoire suivant :

Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Batiscan
Sainte-Anne-de-la-Pérade	Champlain
Saint-Prosper	Saint-Luc-de-Vincennes
Saint-Stanislas	Saint-Narcisse
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	Saint-Maurice

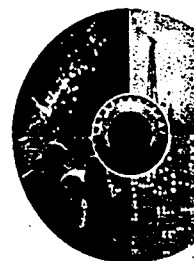
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) des Chenaux les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Mauricie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

Pacte rural



G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 926 789 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD des Chenaux, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

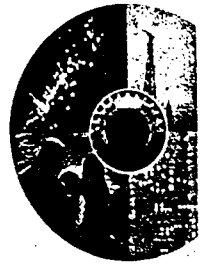
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 154 465 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 154 465 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 205 953 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 205 953 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 205 953 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Mauricie, Monsieur Robert De Nobile, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 100, rue Laviolette, bureau 114, Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Trois-Rivières le 17^e jour de Juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS

Par : Rémy Trudel
RÉMY TRUDEL

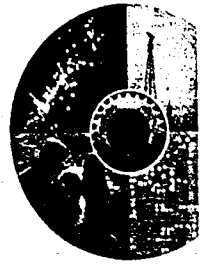
LE MINISTRE DU REVENU ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE LA MAURICIE

Par : Guy Julien
GUY JULIEN

LE PRÉFET DE LA LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DES CHENAUX

Par : Marcel P. Marchand
MARCEL P. MARCHAND

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS

ci-après appelé le ministre,

Et : LA VILLE DE SHAWINIGAN, personne morale de droit public ayant son siège social au 550, avenue de l'Hôtel-de-Ville, Case postale 127, Shawinigan (Québec) G9N 6T8, laquelle est dûment représentée par Madame Lise Landry, mairesse, en vertu de la résolution adoptée le 10 juin 2002;

ci-après appelée la VILLE-MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la VILLE-MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la VILLE-MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la VILLE-MRC pour le réaliser.

Le ministre et la VILLE-MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

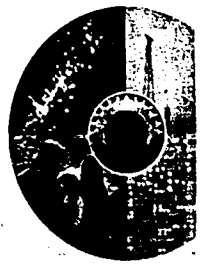
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la VILLE-MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la Ville de Shawinigan s'applique sur le territoire suivant :

Anciennes municipalités de :

Lac-à-la-Tortue

Saint-Gérard-des-Laurentides

Saint-Jean-des-Piles

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la VILLE-MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la VILLE-MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la VILLE-MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La VILLE-MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la VILLE-MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La VILLE-MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la VILLE-MRC s'engage à confier au Conseil local de développement (CLD) du Centre-de-la-Mauricie les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La VILLE-MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Mauricie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La VILLE-MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La VILLE-MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. **Engagements du ministre**

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la VILLE-MRC une aide financière maximale de 595 755 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre la VILLE-MRC, les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. **Engagement conjoint**

Le ministre des Régions et la VILLE-MRC conviennent de transmettre au CLD du Centre-de-la-Mauricie, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la VILLE-MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

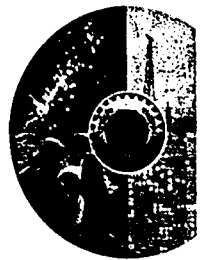
7. **Versements**

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la VILLE-MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 99 293 \$ est effectué à la VILLE-MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 99 293 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 132 390 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 132 390 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 131 389 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la VILLE-MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la VILLE-MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La VILLE-MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la VILLE-MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la VILLE-MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la VILLE-MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la VILLE-MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe de la VILLE-MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La VILLE-MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la VILLE-MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la VILLE-MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la VILLE-MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la VILLE-MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la VILLE-MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Mauricie, Monsieur Robert De Nobile, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 100, rue Laviolette, bureau 114, Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Trois-Rivières le 17^e jour de Juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS

Par : Rémy Trudel
RÉMY TRUDEL

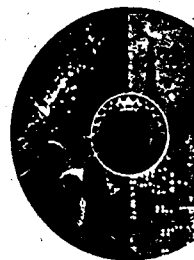
LE MINISTRE DU REVENU ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE LA MAURICIE

Par : Guy Julien
GUY JULIEN

LA MAIRESSE DE LA VILLE DE SHAWINIGAN

Par : Lise Landry
LISE LANDRY

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MÉKINAC, personne morale de droit public ayant son siège social au 560, rue Notre-Dame, C.P. 490, Saint-Tite (Québec) G0X 3H0, laquelle est dûment représentée par Monsieur Lucien Mongrain, préfet adjoint, en vertu de la résolution adoptée le 17 avril 2002 ;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

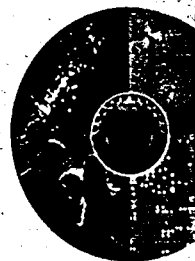
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Mékinac s'applique sur le territoire suivant :

« Toutes les municipalités et les territoires non organisés » de la MRC.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) Mékinac les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Mauricie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. **Engagements du ministre**

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 022 178 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. **Engagement conjoint**

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD Mékinac, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

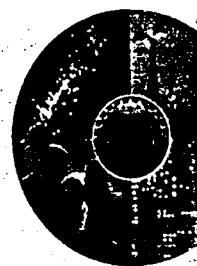
7. **Versements**

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 170 363 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 170 363 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 227 151 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 227 151 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 227 150 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Mauricie, Monsieur Robert De Nobile, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 100, rue Laviolette, bureau 114, Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Trois-Rivières le 17^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS

Par : Rémy Trudel
RÉMY TRUDEL

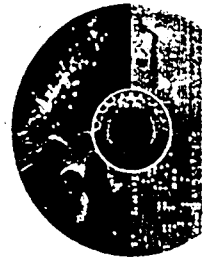
MINISTRE DU REVENU ET MINISTRE RESPONSABLE DE
LA RÉGION DE LA MAURICIE

Par : Guy Julien
GUY JULIEN

LE PRÉFET ADJOINT DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE
DE COMTÉ DE MÉKINAC

Par : Lucien Mongrain
LUCIEN MONGRAIN

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS ;

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté Le Granit, personne morale de droit public ayant son siège social au 5090, rue Frontenac, Lac-Mégantic (Québec), G6B 1H3, laquelle est dûment représentée par madame Francine Blais, préfète, en vertu de la résolution adoptée le 17 avril 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Le Granit s’applique sur le territoire suivant :

Audet	Milan	Saint-Robert-Bellarmin
Courcelles	Nantes	Saint-Romain
Frontenac	Notre-Dame-des-Bois	Saint-Sébastien
Lac-Drolet	Piopolis	Stornoway
Lac-Mégantic	Saint-Augustin-de-Woburn	Stratford
Lampton	Sainte-Cécile-de-Whitton	Val Racine
Marston	Saint-Ludger	

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s’engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l’article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d’animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d’organisation et d’action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d’enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l’identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l’identification des champs d’intervention prioritaires;
- l’identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l’identification des résultats attendus.

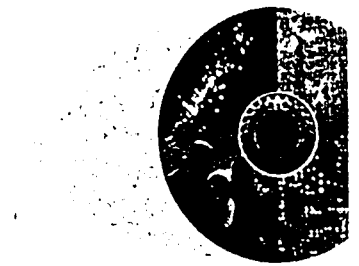
C- La MRC s’engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s’engage à confier au Centre local de développement (CLD) du Granit les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s’engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la région de l’Estrie, à l’identification des enjeux ainsi qu’à la mise en œuvre de projets ou d’ententes à caractère régional.

F- La MRC s’engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

Pacte rural



G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 814 947 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC Le Granit, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

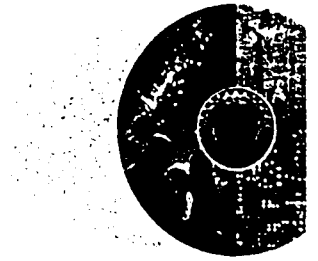
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 135 824 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 135 824 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 181 099 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 181 099 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 181 101 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



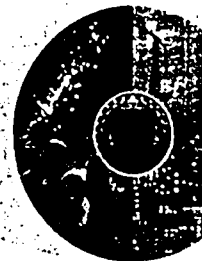
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de l'Estrie, monsieur Pierre Deland, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 200, rue Belvédère Nord, bur. 4.05, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Canton Eaton le 28e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET
AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS

Monsieur Rémy Trudel

Signé à _____ le _____ jour de _____

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DE L'ESTRIE

Monsieur Claude Boucher

Signé à _____ le _____ jour de _____

LA PRÉFÈTE DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
LE GRANIT

Madame Francine Blais



Pacte rural

Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté Le Haut-Saint-François, personne morale de droit public ayant son siège social au 85, rue du Parc, Cookshire (Québec) J0B 1M0, laquelle est dûment représentée par monsieur Gilles Goddard en vertu de la résolution adoptée le 17 avril 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Le Haut-Saint-François s'applique sur le territoire suivant :

Ascot Corner	La Patrie
Bury	Lingwick
Chartierville	Newport
Cookshire	Saint-Isidore-de-Clifton
Dudswell	Scotstown
East Angus	Weedon
Eaton	Westbury
Hampden	

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) du Haut-Saint-François les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la région de l'Estrie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 240 572 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD du Haut-Saint-François, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

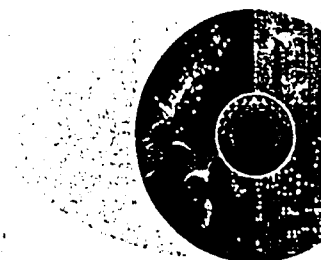
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 206 762 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 206 762 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 275 683 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 275 683 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 275 682 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



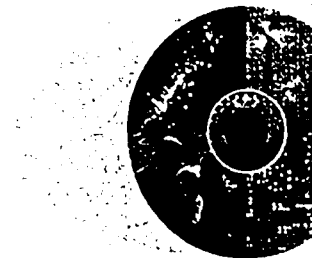
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

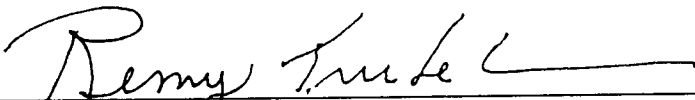
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de l'Estrie, monsieur Pierre Deland, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 200, rue Belvédère Nord, bur. 4.05, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

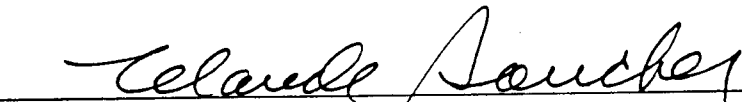
Signé à Canton Eaton le 28e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET
AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS


Monsieur Rémy Trudel

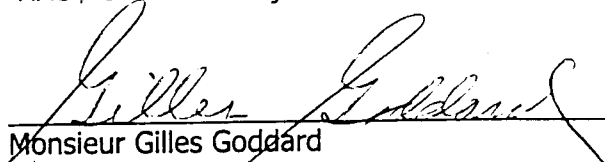
Signé à _____ le _____ jour de _____

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DE L'ESTRIE


Monsieur Claude Boucher

Signé à _____ le _____ jour de _____

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LE
HAUT-SAINT-FRANÇOIS


Monsieur Gilles Goddard

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LE VAL-SAINT-FRANÇOIS, personne morale de droit public ayant son siège social au 810, Montée du Parc, Richmond (Québec), J0B 2H0, laquelle est dûment représentée par monsieur Marc-André Martel, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 17 avril 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC le Val-Saint-François s'applique sur le territoire suivant :

Bonsecours	Cleveland
Kingsbury	Lawrenceville
Maricourt	Canton de Melbourne
Racine	Richmond
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	Saint-Claude
Saint-Denis-de-Brompton	Saint-François-Xavier-de-Brompton
Stoke	Ulverton
Canton de Valcourt	Ville de Valcourt
Val-Joli	Windsor

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

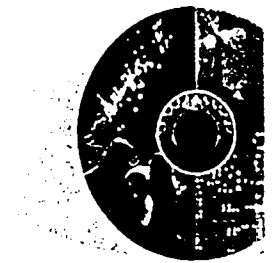
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l'identification des champs d'intervention prioritaires;
- l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC du Val-Saint-François les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de l'Estrie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 976 500 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC du Val Saint-François, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

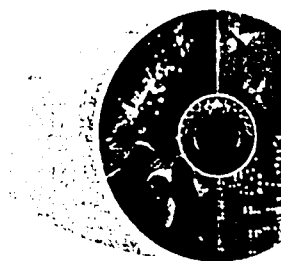
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 162 750 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 162 750 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 217 000 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 217 000 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 217 000 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



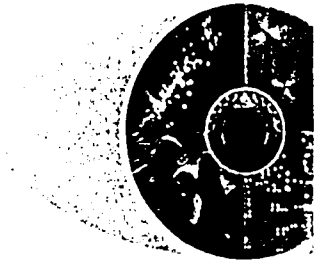
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

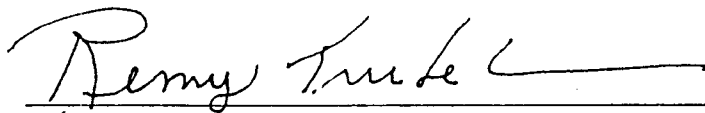
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région, monsieur Pierre Deland, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, Bureau régional de l'Estrie, 200, rue Belvédère Nord, bur. 4.05, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9.

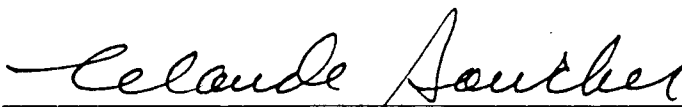
EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Canton Eaton le 28e jour de juin 2002

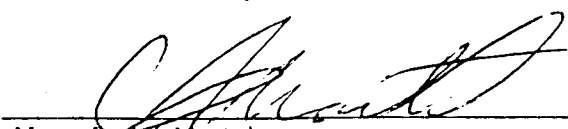
LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX
AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
MONSIEUR RÉMY TRUDEL


Rémy Trudel

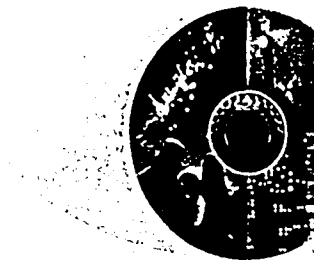
LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DE L'ESTRIE


Claude Boucher

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LE
VAL-SAINT-FRANÇOIS


Marc-André Martel

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ D'ASBESTOS, personne morale de droit public ayant son siège social au 309, rue Chassé, Asbestos (Québec) J1T 2B4, laquelle est dûment représentée par madame Louise Moisan-Coulombe, préfète, en vertu de la résolution adoptée le 15 avril 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

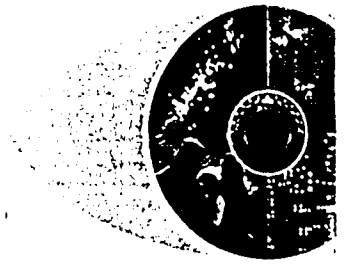
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC d'Asbestos s'applique sur le territoire suivant :

Asbestos (V)

Danville (V)

St-Adrien (M)

St-Camille (Ct)

St-Georges de Windsor (M)

St-Joseph de Ham-Sud (P)

Wotton (M)

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

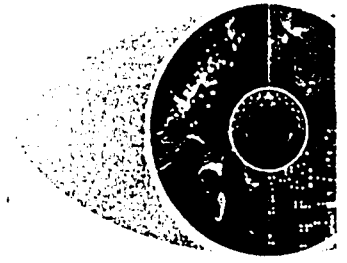
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l'identification des champs d'intervention prioritaires;
- l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC d'Asbestos les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de l'Estrie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 046 386 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC d'Asbestos, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

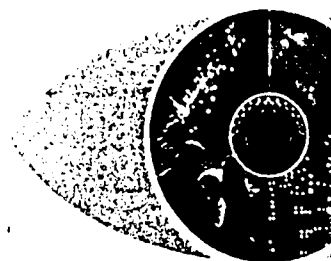
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 174 398 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 174 398 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 232 530 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 232 530 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 232 530 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



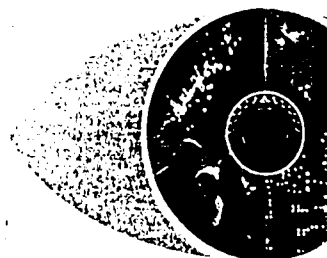
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de l'Estrie comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 200, rue Belvédère Nord, bur. 4.05, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

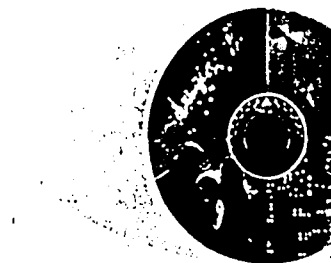
Signé à Canton Eaton le 28e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL, MONSIEUR CLAUDE BOUCHER

LA PRÉFÈTE DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ D'ASBESTOS,
MADAME LOUISE MOISAN-COULOMBE

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MEMPHRÉMAGOG, personne morale de droit public ayant son siège social au 455, rue MacDonald, bur. 200, Magog (Québec) J1X 1M2, laquelle est dûment représentée par monsieur Roger Nicolet en vertu de la résolution adoptée le 15 mai 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

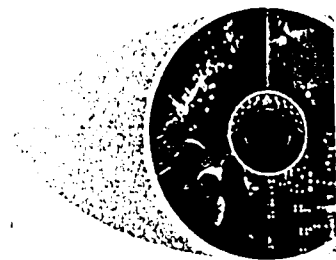
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Memphrémagog s'applique sur le territoire suivant :

Austin	Orford Canton
Ayer's Cliff	Potton
Bolton-Est	Saint-Benoît-du-Lac
Eastman	Saint-Étienne-de-Bolton
Hatley Canton	Sainte-Catherine-de-Hatley
Hatley	Stanstead Canton
Magog Canton	Stanstead Ville
North Hatley	Stukely-Sud
Ogden	

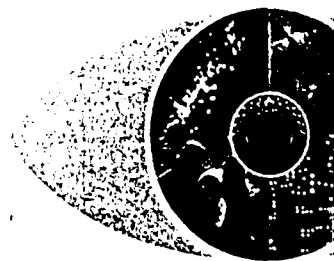
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Memphrémagog les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de l'Estrie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 921 841 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Memphrémagog, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

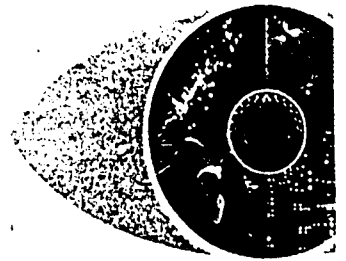
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 153 640 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 153 640 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 204 854 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 204 854 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 204 853 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

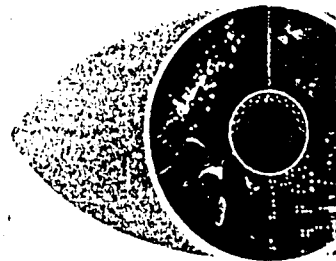


PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

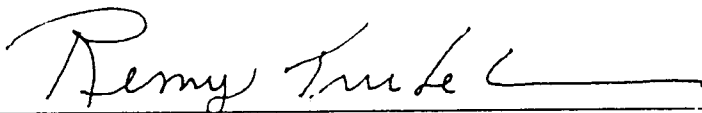
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région l'Estrie comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 200, rue Belvédère Nord, bur. 4.05, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9.

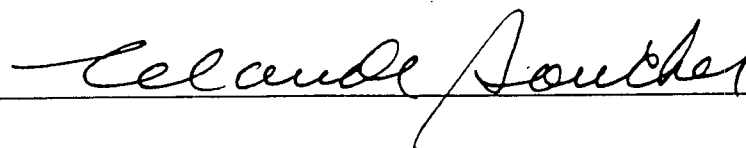
EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Canton Eaton le 28e jour de juin 2002

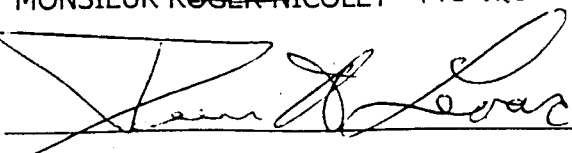
LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL



LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DE L'ESTRIE,
MONSIEUR CLAUDE BOUCHER



^{SUPPLÉANT}
LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE MEMPHRÉMAGOG,
MONSIEUR ROGER NICOLET ^{PIERRE LEVAC}





Pacte rural

Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté de Coaticook, personne morale de droit public ayant son siège social au 294, rue Saint-Jacques Nord, Coaticook (Québec) J1A 2R3, laquelle est dûment représentée par Monsieur Michel Belzil, préfet en vertu de la résolution adoptée le 27 mars 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Coaticook s'applique sur le territoire suivant :

Les municipalités de :

Barnston Ouest	Saint-Herménégilde
Coaticook	Saint-Malo
Compton	Saint-Venant-de-Paquette
Dixville	Sainte-Edwige-de-Clifton
East Hereford	Stanstead-Est
Martinville	Waterville

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de Coaticook les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de l'**Estrie**, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 711 725 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de Coaticook, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 118 621 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 118 621 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 158 161 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 158 161 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 158 161 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.


10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de l'Estrie, monsieur Pierre Deland, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, Bureau régional de l'Estrie, 200, rue Belvédère Nord, bur. 4.05, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à _____ Québec, _____ le _____ 9^e jour de _____ mai 2002

LE MINISTRE DES RÉGIONS


Rémy Trudel

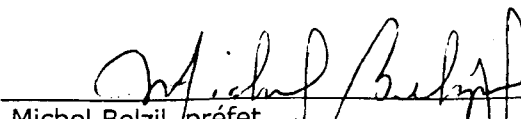
Signé à _____ Québec, _____ le _____ 9^e jour de _____ mai 2002

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DE L'ESTRIE

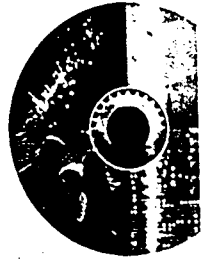

Claude Boucher

Signé à _____ Québec, _____ le _____ 9^e jour de _____ mai 2002

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE COATICOOK


Michel Belzil, préfet

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES COLLINES DE L'OUTAOUAIS, personne morale de droit public ayant son siège social au 216, Chemin Old Chelsea, Québec (Québec) J9B 1J4 laquelle est dûment représentée par Marc Carrière en vertu de la résolution adoptée le 16 mai 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC des Collines de l'Outaouais s'applique sur le territoire suivant :

L'Ange-Gardien
Notre-Dame-de-la-Salette
Val-des-Monts
Cantley
Chelsea
Pontiac
La Pêche

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l'identification des champs d'intervention prioritaires;
- l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) des Collines de l'Outaouais les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de l'Outaouais, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

Pacte rural



G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 920 613 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD des Collines de l'Outaouais, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

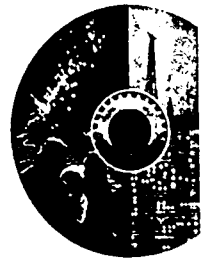
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 153 436 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 153 436 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 204 581 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 204 581 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 204 579 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région monsieur Paul André David comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 170, rue Hôtel de Ville, bureau 7.120, Hull (Québec) J8X 4C2.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Papineauville le 13 jour de mai 2003

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION,
MONSIEUR SYLVAIN SIMARD

Par : Sylvain Simard

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE LES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS, MONSIEUR
MARC CARRIÈRE

Par : Marc Carrière

ADDENDA

À L'ENTENTE DE GESTION

ENTRE

LE MINISTÈRE DES RÉGIONS, ici représenté par M. Paul André David, sous-ministre adjoint au ministère des Régions, pour et au nom du GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,

ci-après appelé le « **MINISTÈRE** »

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES COLLINES DE L'OUTAOUAIS, personne morale de droit public, ayant son siège social au 216, Chemin Old Chelsea, Chelsea (Québec) J9B 1J4, laquelle est dûment représentée par monsieur Marc Carrière, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 16 mai 2002;

ci-après appelé la « **MRC** »

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser;

ATTENDU QUE LE Pacte rural entre le gouvernement du Québec et la MRC de Papineau a été signé à la fin de l'année budgétaire 2002-2003, soit le 22 mars 2003.

LES PARTIES CONVIENNENT DE DÉCALER LES VERSEMENTS DES AIDES ET DE REMPLACER L'ARTICLE 7 PAR:

ARTICLE 7 – VERSEMENTS

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2003-2004, un premier versement de 153 436 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 153 436 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

- 204 581 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 204 581 \$ pour l'exercice financier 2006-2007;
- 204 579 \$ pour l'exercice financier 2007-2008.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le présent addenda, fait en triple original, à St-Jovite, ce jour de 23 avril 2003

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC


SOUS-MINISTRE ADJOINT

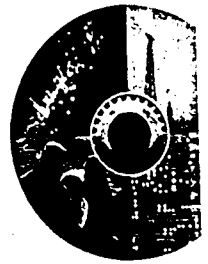

TÉMOIN

POUR LA MRC DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS


PRÉFET


TÉMOIN

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE PAPINEAU, personne morale de droit public ayant son siège social au 266, rue Viger, Papineauville (Québec) J0V 1R0, laquelle est dûment représentée par Paulette Lalande, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 19 juin 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Papineau s'applique sur le territoire suivant :

Fassett
Montebello
Notre-Dame-de-Bon-Secours-Partie-Nord
Notre-Dame-de-la-Paix
Saint-André-Avellin
Papineauville
Lac des Plages
Plaisance
Thurso
Lochaber
Lochaber-Partie-Ouest
Mayo
Saint-Sixte
Ripon
Mulgrave-et-Dery
Montpellier
Lac-Simon
Chénéville
Namur
Boileau
Saint-Émile-de-Suffolk
Duhamel
Val-des-Bois
Bowman

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;

Pacte rural



- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Papineau les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de l'Outaouais, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 248 790 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Papineau, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.



7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 208 132 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 208 132 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 277 509 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 277 509 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 277 508 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



- informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
 - i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
 - j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
 - k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
 - l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
 - m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
 - n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
 - o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.



10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région monsieur Paul André David comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 170, rue Hôtel de Ville, bureau 7.120, Hull (Québec) J8X 4C2.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Papineauville le 13^{ème} jour de mai 2003

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION,
MONSIEUR SYLVAIN SIMARD

Par : Sylvain Simard

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE PAPINEAU, MADAME PAULETTE LALANDE

Par : Paulette Lalande

ADDENDA

À L'ENTENTE DE GESTION

ENTRE

LE MINISTÈRE DES RÉGIONS, ici représenté par M. Paul André David, sous-ministre adjoint au ministère des Régions, pour et au nom du GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,

ci-après appelé le « **MINISTÈRE** »

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE PAPINEAU, personne morale de droit public, ayant son siège social au 266, rue Viger, Papineauville (Québec) J0V 1R0, laquelle est dûment représentée par madame Paulette Lalande, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 19 juin 2002;

ci-après appelé la « **MRC** »

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser;

ATTENDU QUE LE Pacte rural entre le gouvernement du Québec et la MRC de Papineau a été signé à la fin de l'année budgétaire 2002-2003, soit le 22 mars 2003.

LES PARTIES CONVIENNENT DE DÉCALER LES VERSEMENTS DES AIDES ET DE REMPLACER L'ARTICLE 7 PAR:

ARTICLE 7 – VERSEMENTS

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2003-2004, un premier versement de 208 132 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 208 132 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;

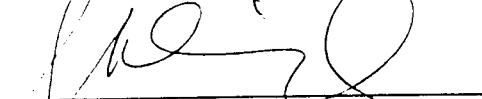
¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

- 277 509 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 277 509 \$ pour l'exercice financier 2006-2007;
- 277 508 \$ pour l'exercice financier 2007-2008.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

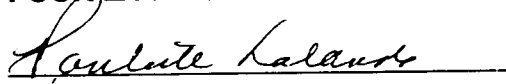
EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le présent addenda, fait en triple original, à Papineau, ce jour de 23 Avril 2003

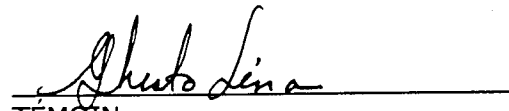
POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC


SOUS-MINISTRE ADJOINT


TÉMOIN

POUR LA MRC DE PAPINEAU


PRÉFET


TÉMOIN

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU, personne morale de droit public ayant son siège social au 7, rue De La Polyvalente, Gracefield (Québec) J0X 1W0, laquelle est dûment représentée par monsieur Fernand Lirette en vertu de la résolution adoptée le 15 mai 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

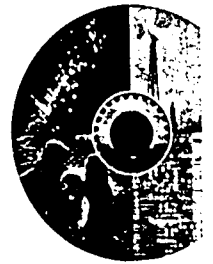
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Vallée-de-la-Gatineau s'applique sur le territoire suivant :

Denholm
Low
Kazabazua
Lac-Sainte-Marie
Northfield-Gracefield-Wright
Cayamant
Blue Sea
Bouchette
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau
Messines
Maniwaki
Déléage
Egan-Sud
Montcerf-Lytton
Bois-Franc
Aumond
Grand-Remous
Réserve Kitigan Zibi Anishinabeg
Réserve Lac Rapide
5 TNO : Dépôt-Échouani, Lac Moselle, Lac Le Nôtre, Lac Pythonga, Cascades-Malignes

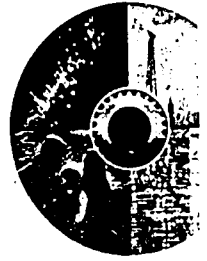
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.

Pacte rural

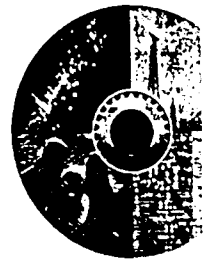


- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la Vallée-de-la-Gatineau les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de l'Outaouais, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. **Engagements du ministre**

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 388 802 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.



6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la Vallée-de-la-Gatineau, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 231 467 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 231 467 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 308 623 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 308 623 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 308 622 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

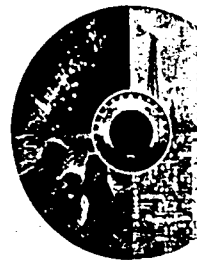


PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région monsieur Paul André David comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 170, rue Hôtel de Ville, bureau 7.120, Hull (Québec) J8X 4C2.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Papineauville le 13^{ème} jour de Mars 2003

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION,
MONSIEUR SYLVAIN SIMARD

Par : Sylvain Simard

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU, MONSIEUR
FERNAND LIRETTE

Par : Fernand Lirette

ADDENDA

À L'ENTENTE DE GESTION

ENTRE

LE MINISTÈRE DES RÉGIONS, ici représenté par M. Paul André David, sous-ministre adjoint au ministère des Régions, pour et au nom du GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,

ci-après appelé le « **MINISTÈRE** »

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU, personne morale de droit public, ayant son siège social au 7, rue De la Polyvalente, Gracefield (Québec) J0X 1W0, laquelle est dûment représentée par monsieur Fernand Lirette, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 15 mai 2002;

ci-après appelé la « **MRC** »

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser;

ATTENDU QUE LE Pacte rural entre le gouvernement du Québec et la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau a été signé à la fin de l'année budgétaire 2002-2003, soit le 22 mars 2003.

LES PARTIES CONVIENNENT DE DÉCALER LES VERSEMENTS DES AIDES ET DE REMPLACER L'ARTICLE 7 PAR:

ARTICLE 7 – VERSEMENTS

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2003-2004, un premier versement de 231 467 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 231 467 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;


¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

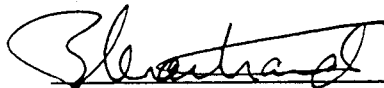
- 308 623 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 308 623 \$ pour l'exercice financier 2006-2007;
- 308 622 \$ pour l'exercice financier 2007-2008.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le présent addenda, fait en triple original, à Gatineau, ce jour de 23 avril 2003.

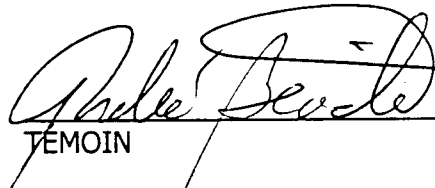
POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC


SOUS-MINISTRE ADJOINT


TEMOIN

POUR LA MRC DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU


PRÉFET


TEMOIN

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE PONTIAC, personne morale de droit public ayant son siège social au 602, Route 301 Nord, Campbell's Bay (Québec) J0X 1K0, laquelle est dûment représentée par Michael McCrank en vertu de la résolution adoptée le 5 juin 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

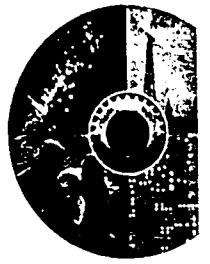
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Pontiac s'applique sur le territoire suivant :

Bristol
Shawville
Clarendon
Portage-du-Fort
Bryson
Campbell's Bay
Grand-Calumet
Litchfield
Thome
Alleyn-et-Cawood
Leslie-Clapham-et-Huddersfield
Fort-Coulonge
Mansfield-et-Pontefract
Waltham-et-Bryson
L'Isle-aux-Allumettes-Partie-Est
Chichester
Sheen-Esher-Aberdeen-et-Malakoff
Rapides-des-Joachims
TNO – Lac Nilgault

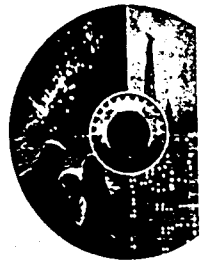
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.

Pacte rural



- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Pontiac les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de l'Outaouais, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 027 131 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Pontiac, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.



7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 171 188 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 171 188 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 228 251 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 228 251 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 228 253 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

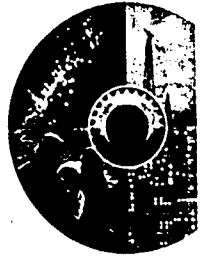
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



- informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
 - i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
 - j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
 - k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
 - l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
 - m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
 - n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
 - o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.



10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région monsieur Paul André David comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 170, rue Hôtel de Ville, bureau 7.120, Hull (Québec) J8X 4C2.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Papineauville le 17^{ème} jour de mai 2003

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION,
MONSIEUR SYLVAIN SIMARD

Par : Sylvain Simard

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE PONTIAC, MONSIEUR MICHAEL McCRANK

Par : Michael McCrank

ADDENDA**À L'ENTENTE DE GESTION****ENTRE**

LE MINISTÈRE DES RÉGIONS, ici représenté par M. Paul André David, sous-ministre adjoint au ministère des Régions, pour et au nom du GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,

ci-après appelé le « **MINISTÈRE** »

ET

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE PONTIAC, personne morale de droit public, ayant son siège social au 602, Route 301 Nord, Campbell's Bay (Québec) J0X 1K0, laquelle est dûment représentée par monsieur Michael McCrank, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 5 juin 2002;

ci-après appelé la « **MRC** »

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser;

ATTENDU QUE LE Pacte rural entre le gouvernement du Québec et la MRC de Papineau a été signé à la fin de l'année budgétaire 2002-2003, soit le 22 mars 2003.

LES PARTIES CONVIENNENT DE DÉCALER LES VERSEMENTS DES AIDES ET DE REMPLACER L'ARTICLE 7 PAR:

ARTICLE 7 – VERSEMENTS

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2003-2004, un premier versement de 171 188 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 171 188 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

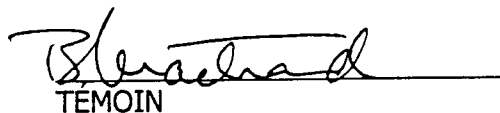
- 228 251 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 228 251 \$ pour l'exercice financier 2006-2007;
- 228 253 \$ pour l'exercice financier 2007-2008.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

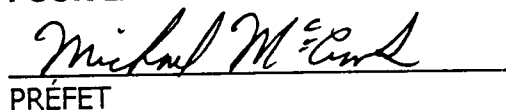
EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le présent addenda, fait en triple original, à Gatineau, ce jour de 23 avril 2003

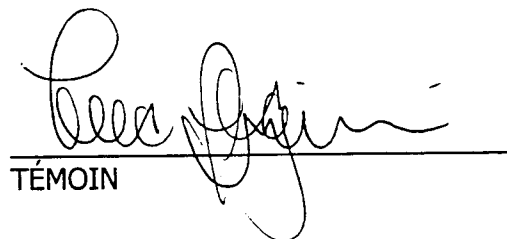
POUR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC


SOUS-MINISTRE ADJOINT

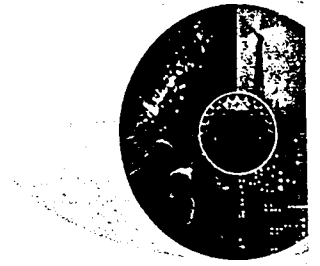

TÉMOIN

POUR LA MRC DE PONTIAC


PRÉFET


TÉMOIN

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA VILLE DE ROUYN-NORANDA, personne morale de droit public ayant son siège social au 100, rue Taschereau Est, Rouyn-Noranda, laquelle est dûment représentée par monsieur Jean-Claude Beauchemin, maire, en vertu de la résolution adoptée le 28 octobre 2002 ;
ci-après appelée la Ville.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la Ville pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la Ville, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la Ville pour le réaliser.

Le ministre et la Ville conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

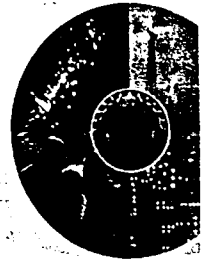
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la Ville relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la Ville de Rouyn-Noranda s'applique sur le territoire suivant :

Les territoires des anciennes municipalités et territoires non-organisés de Arntfield, Beaudry, Bellecombe, Cadillac, Cléricky, Cloutier, D'Alembert, Destor, Lac-Dufault, Lac-Montanier, Lac-Surimau, McWatters, Montbeillard, Mont-Brun, Rapide-des-Cèdres, Rollet.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la Ville

- A- Dans le cadre de ses compétences, la Ville s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque quartier rural et au niveau de la Ville;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La Ville doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la Ville et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque quartier rural en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership de ces collectivités;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural, dont notamment la mise en place des conseils de quartier et des services de proximité dans les quartiers ruraux;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de son territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La Ville s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la Ville s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de Rouyn-Noranda les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La Ville s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de l'Abitibi-Témiscamingue, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La Ville s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La Ville produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la Ville une aide financière maximale de 627 737 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre la Ville, les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la Ville conviennent de transmettre au CLD de la MRC de Rouyn-Noranda, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la Ville et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

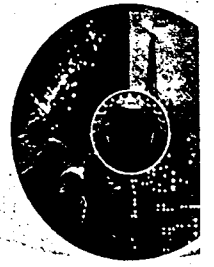
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la Ville selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 104 623 \$ est effectué à la Ville, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 104 623 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 139 497 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 139 497 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 139 497 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la Ville est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifient les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la Ville.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La Ville doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la Ville doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la Ville et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la Ville informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la Ville et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe de la Ville, des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La Ville transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la Ville pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la Ville fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la Ville;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la Ville de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la Ville est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

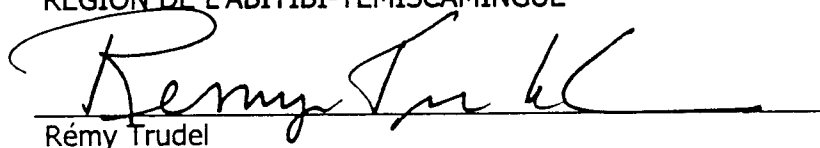
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de l'Abitibi-Témiscamingue comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 170, avenue Principale, bureau 202, Rouyn-Noranda, J9X 4P7.

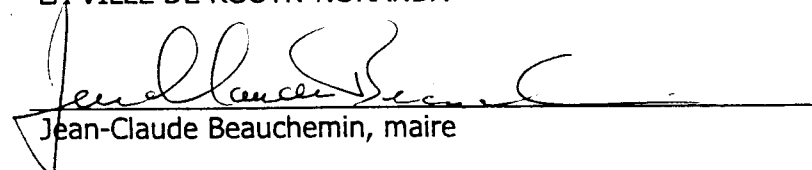
EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

SIGNÉ À ROUYN-NORANDA LE 25^E JOUR DE MARS 2003

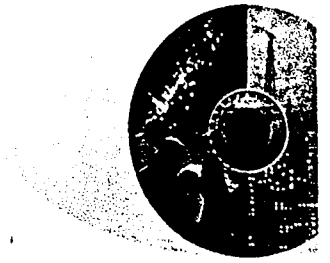
MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX
AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA
RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE


Rémy Trudel

LA VILLE DE ROUYN-NORANDA


Jean-Claude Beauchemin, maire

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE TÉMISCAMINGUE, personne morale de droit public ayant son siège social au 21-A, rue Notre-Dame-de-Lourdes, Ville-Marie, J0Z 3W0, laquelle est dûment représentée par monsieur Philippe Barette, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 15 mai 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

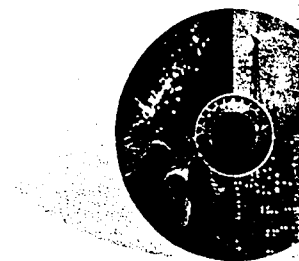
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC du Témiscamingue s'applique sur le territoire suivant :

La totalité du territoire de la MRC de Témiscamingue, comprenant les municipalités, les territoires non organisés et les communautés amérindiennes.

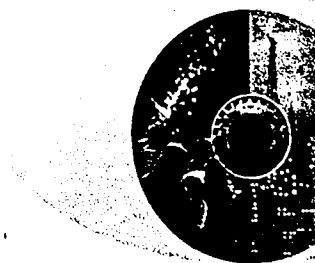
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) du Témiscamingue les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de l'Abitibi-Témiscamingue, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 895 474 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD du Témiscamingue, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

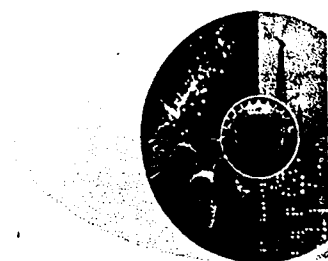
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 149 246 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 149 246 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 198 994 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 198 994 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 198 994 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

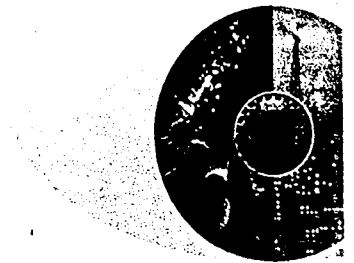


PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

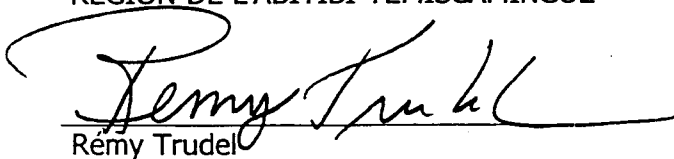
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de l'Abitibi-Témiscamingue comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 170, avenue Principale, bureau 202, Rouyn-Noranda, J9X 4P7.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

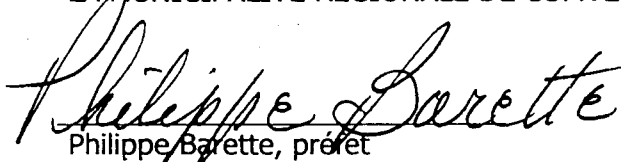
SIGNÉ À ST-BRUNO-DE-GUIGUES LE 30^e JOUR DE MAI 2002

MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX
AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA
RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE



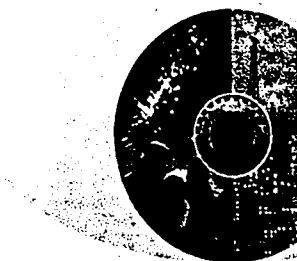
Rémy Trudel

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE TÉMISCAMINGUE



Philippe Barette, préfet

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE VALLÉE-DE-L'OR, personne morale de droit public ayant son siège social au 42, Place Hammond, Val-d'Or, J9P 3A9, laquelle est dûment représentée par monsieur Fernand Trahan, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 19 juin 2002 ;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

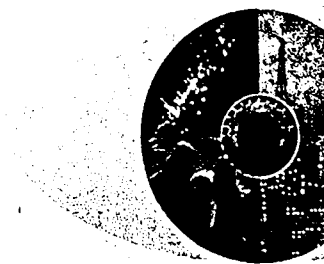
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Vallée-de-l'Or s'applique sur le territoire suivant :

Les municipalités, communautés amérindiennes et territoires non organisés suivants :

Rivière-Héva	Kitcisakik (RI)	Lac-Metei
Malartic	Lac-Granet	Belcourt
Lac-Fouillac	Senneterre (P)	Matchi-Manitou (incluant Louvicourt)
Senneterre (V)	Lac-Simon (RI)	Réservoir-Dozois
Val-Senneville	Vassan	Dubuisson

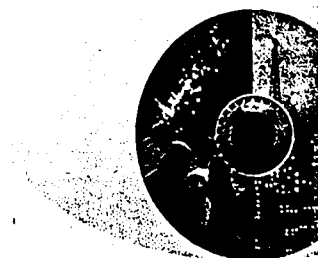
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la Vallée-de-l'Or les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de l'Abitibi-Témiscamingue, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 056 605 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la Vallée-de-l'Or, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

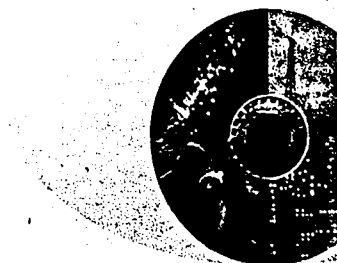
Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 176 101 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 176 101 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 234 801 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 234 801 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 234 801 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

Pacte rural

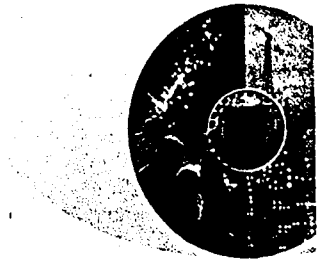


PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

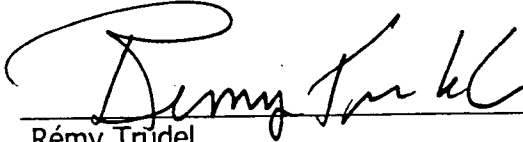
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de l'Abitibi-Témiscamingue comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 170, avenue Principale, bureau 202, Rouyn-Noranda, J9X 4P7.

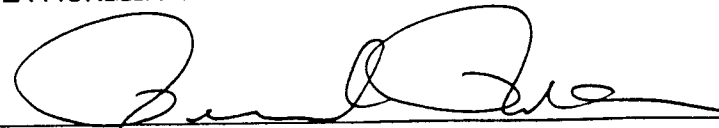
EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

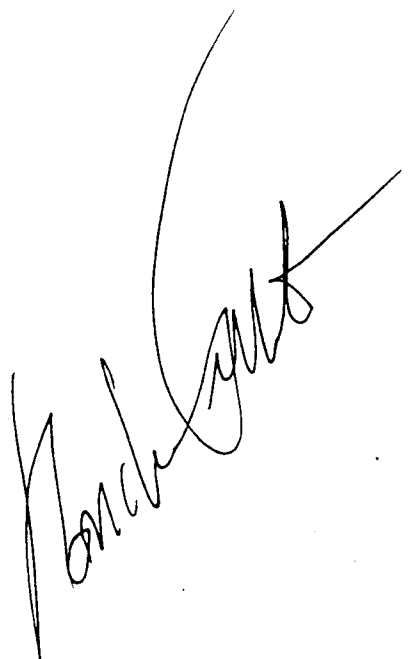
Signé à Val-d'Or le 27^e jour de juin 2002

MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX
AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA
RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

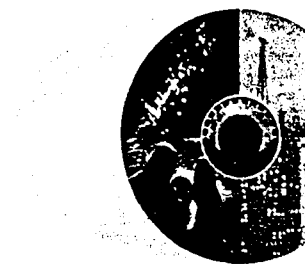

Rémy Trudel

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE VALLÉE-DE-L'OR


Fernand Trahan, préfet



Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ D'ABITIBI, personne morale de droit public ayant son siège social au 571, 1^{re} Rue Est, Amos, J9T 3A6, laquelle est dûment représentée par monsieur Marcel Massé, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 10 avril 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC d'Abitibi s'applique sur le territoire suivant :

Les municipalités, communautés amérindiennes et territoires non organisés suivants :

Champneuf	La Motte	Berry
Rochebeaucourt	Launay	Trécession
La Morandière	Sainte-Gertrude-Manneville	Landrienne
Pikogan (RI)	Lac-Chicobi	Saint-Marc-de-Figuery
Lac-Despinassy	Preissac	Saint-Mathieu-d'Harricana
La Corne	Saint-Dominique-du-Rosaire	Saint-Félix-de-Dalquier
Barraute		

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'endormir la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) d'Abitibi les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de l'Abitibi-Témiscamingue, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. **Engagements du ministre**

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 804 448 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. **Engagement conjoint**

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD d'Abitibi, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

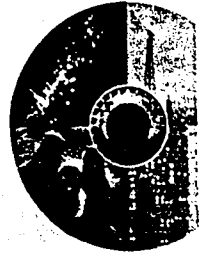
7. **Versements**

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 134 075 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 134 075 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 178 766 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 178 766 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 178 766 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

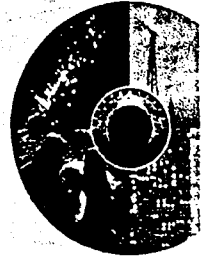


PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

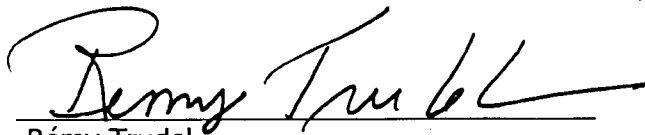
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de l'Abitibi-Témiscamingue comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 170, avenue Principale, bureau 202, Rouyn-Noranda, J9X 4P7.

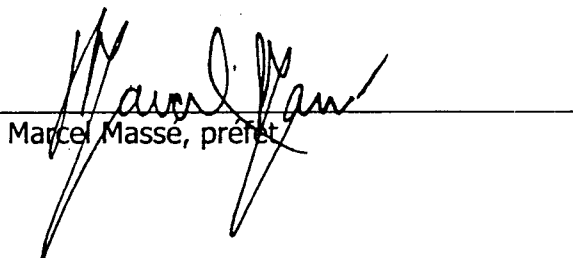
EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

SIGNÉ À ST-BRUNO-DE-GUIGUES LE 30^e JOUR DE MAI 2002

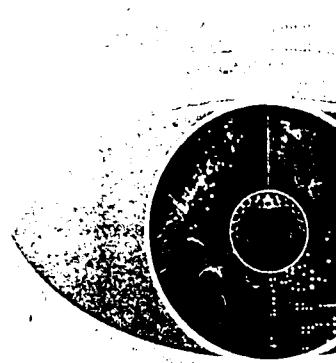
LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET
AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE,


Rémy Trudel

LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ D'ABITIBI,


Marcel Massé, préfet

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ D'ABITIBI-OUEST, personne morale de droit public ayant son siège social au 6, 8^e Avenue Est, La Sarre, J9Z 1N6, laquelle est dûment représentée par monsieur Daniel Rancourt, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 17 avril 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

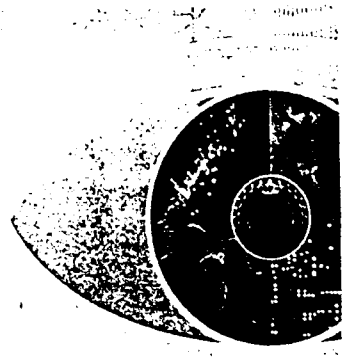
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. **Territoire**

Le Pacte rural de la MRC d'Abitibi-Ouest s'applique sur le territoire suivant :

La totalité du territoire de la MRC d'Abitibi-Ouest, comprenant les municipalités, les territoires non organisés et les communautés amérindiennes.

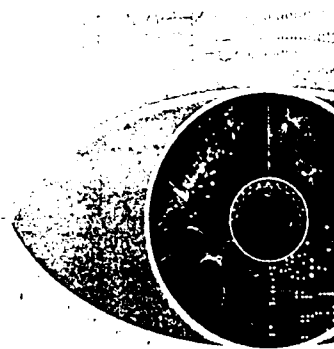
3. **Durée**

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. **Engagements de la MRC**

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) d'Abitibi-Ouest les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de l'Abitibi-Témiscamingue, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 340 450 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD d'Abitibi-Ouest, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

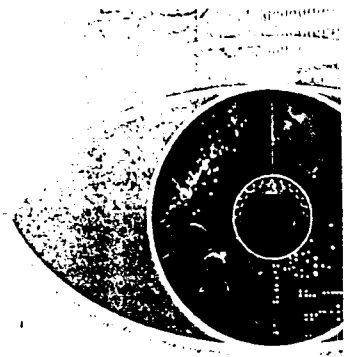
Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 223 408 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 223 408 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 297 878 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 297 878 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 297 878 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

Pacte rural



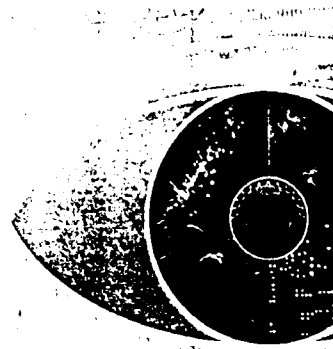
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

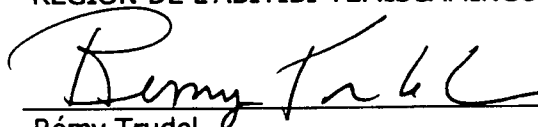
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de l'Abitibi-Témiscamingue comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 170, avenue Principale, bureau 202, Rouyn-Noranda, J9X 4P7.

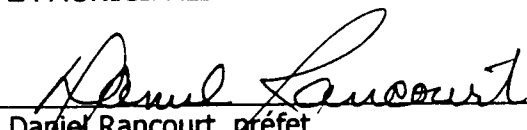
EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

SIGNÉ À PALMAROLLE LE 26^e JOUR D'AOÛT 2002


MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX
AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA
RÉGION DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE


Rémy Trudel

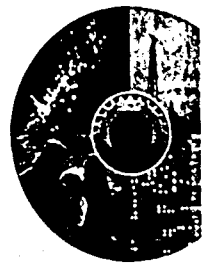
LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ D'ABITIBI-OUEST


Daniel Rancourt, préfet

TÉMOIN :


François Gendron
Ministre des Ressources naturelles
Député d'Abitibi-Ouest

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté de Manicouagan, personne morale de droit public ayant son siège social au 768 rue Bossé, Baie-Comeau (Québec), G5C 1L6, laquelle est dûment représentée par monsieur Georges-Henri Gagné en vertu de la résolution adoptée le 10 avril 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

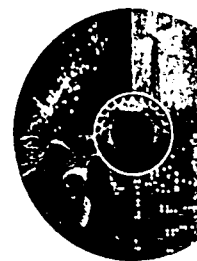
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Manicouagan s'applique sur le territoire suivant :

Ragueneau
Chute-Aux-Outardes
Pointe-Aux-Outardes
Pointe-Lebel
Franquelin
Godbout
Baie-Trinité
Betsiamites (RI)
Rivière aux Outardes (TNO)

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Manicouagan les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Côte-Nord à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 804 907 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Manicouagan dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

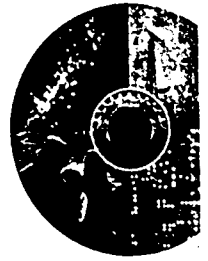
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 134 151 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
- 134 151 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 178 868 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 178 868 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 178 868 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Côte-Nord comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, 625, boul. Laflèche, bureau RC 711, Baie-Comeau (Québec), G5C 1C5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Baie-Comeau le 14^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
ET MINISTRE DÉLÉGUÉ AU DÉVELOPPEMENT DU NORD
QUÉBÉCOIS, MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION
DE LA CÔTE-NORD ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA
RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC, MICHEL LÉTOURNEAU

Par : Michel Léto

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE MANICOUAGAN, MONSIEUR GEORGES-
HENRI GAGNÉ

Par : Georges-Henri Gagné

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté de Minganie, personne morale de droit public ayant son siège social au 788, boul. de l'Escale, Havre-St-Pierre, Québec, G0G 1P0, laquelle est dûment représentée par M. Julien Boudreau en vertu de la résolution adoptée le 17 mai 2002 ;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Minganie s'applique sur le territoire suivant :

Aguanish
Baie-Johan-Beetz
Havre-St-Pierre
Lac-Jérôme (Territoire non organisé)
L'île d'Anticosti
Longue-Pointe-de-Mingan
Natashquan
Natashquan (RI)
Petit-Mécatina (Territoire non organisé)
Rivière-au-Tonnerre
Rivière-St-Jean
Ekuanitshit (RI)

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l'identification des champs d'intervention prioritaires;
- l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Minganie les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

Pacte rural



- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Côte-Nord, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 627 579 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Minganie, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

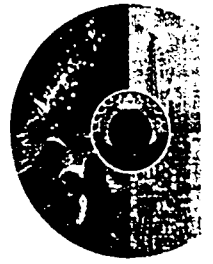
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 104 596 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de 522 983 \$:
- 104 596 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 139 462 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 139 462 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 139 463 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région Côte-Nord comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, 625, boul. Laflèche, bureau RC 711, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à QUÉBEC le 13^e jour de JUIN 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à HAVRE-ST-PIERRE le 17^e jour de JUIN 2002

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
ET MINISTRE DÉLÉGUÉ AU DÉVELOPPEMENT DU NORD
QUÉBÉCOIS, MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION
DE LA CÔTE-NORD ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA
RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC, MICHEL LÉTOURNEAU

Par : Michel Léto

Signé à HAVRE ST-PIERRE le 17^e jour de JUIN 2002

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE MINGANIE, MONSIEUR JULIEN BOUDREAU

Par : Julien Boudreau

Quinquar

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté de Sept-Rivières, personne morale de droit public ayant son siège social au 106, rue Napoléon, bureau 200, Sept-Iles, Québec, G4R 3L7, laquelle est dûment représentée par M. Ghislain Lévesque en vertu de la résolution adoptée le 21 mai 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Sept-Rivières s'applique sur le territoire suivant :

Gallix
Lac Walker
Moisie
Port-Cartier
Rivière Nipississ (territoire non-organisé)
Rivière-Pentecôte
Uashat Mak Mani-Utenam (RI)

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Sept-Rivières les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Côte-Nord, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 661 351 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Sept-Rivières, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

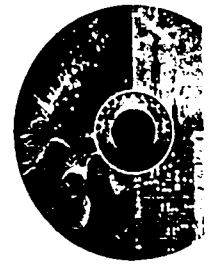
Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 110 225 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de 551 126 \$:
- 110 225 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 146 967 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 146 967 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 146 967 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

Pacte rural



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région Côte-Nord comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, 625, boul. Laflèche, bureau RC 711, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Baie-Comeau le 14^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par :

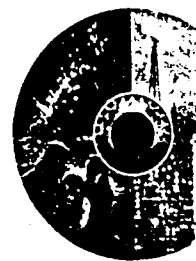
LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
ET MINISTRE DÉLÉGUÉ AU DÉVELOPPEMENT DU NORD
QUÉBÉCOIS, MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION
DE LA CÔTE-NORD ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA
RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC, MICHEL LÉTOURNEAU

Par :

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE SEPT-RIVIÈRES, MONSIEUR GHISLAIN
LÉVESQUE

Par :

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté de Caniapiscau, personne morale de droit public ayant son siège social au 100, Place Daviault, Fermont, Québec, G0G 1J0, laquelle est dûment représentée par M. Robin Bélanger en vertu de la résolution adoptée le 5 juin 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

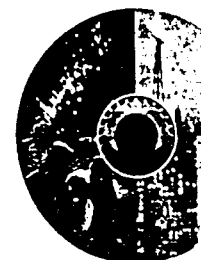
1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Caniapiscau s'applique sur le territoire suivant :

Caniapiscau	(TNO)
Fermont	
Lac Juillet	(TNO)
Lac Vacher	(TNO)
Rivière Mouchelagane	(TNO)
Schefferville	
Matimekosh-Lac-Saint-John	(RI)
Kawawachikamach	(RI)

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MkC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Caniapiscau les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Côte-Nord , à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 491 446 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Caniapiscau, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 81 908 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de 409 538 \$:
- 81 908 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 109 210 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 109 210 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 109 210 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région Côte-Nord comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, 625, boul. Laflèche, bureau RC 711, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Baie-Comeau le 14^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par :

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
ET MINISTRE DÉLÉGUÉ AU DÉVELOPPEMENT DU NORD
QUÉBÉCOIS, MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION
DE LA CÔTE-NORD ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA
RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC, MICHEL LÉTOURNEAU

Par :

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE CANIAPISCAU, MONSIEUR ROBIN P.
BÉLANGER

Par :



Pacte rural

Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté de la Haute-Côte-Nord, personne morale de droit public ayant son siège social au 9, rue Roussel, app. 1, Les Escoumins G0T 1K0, laquelle est dûment représentée par monsieur Jean-Marie Delaunay, en vertu de la résolution adoptée le 16 avril 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de La Haute-Côte-Nord s'applique sur le territoire suivant :

Municipalité de Tadoussac
Municipalité de Sacré-Cœur
Municipalité de Les Bergeronnes
Municipalité de Les Escoumins
Municipalité de Longue-Rive
Municipalité de Sainte-Anne-de-Portneuf
Municipalité de Forestville
Municipalité de Ste-Thérèse- de- Colombier
Lac aux Brochets (TNO)
Réserve indienne Essipit

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l'identification des champs d'intervention prioritaires;
- l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de La Haute-Côte-Nord les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Côte-Nord, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 063 242 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la Haute-Côte-Nord, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 177 207 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 177 207 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 236 276 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 236 276 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 236 276 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région Côte-Nord, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, 625, boul. Laflèche, bureau RC 711, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Baie-Comeau le 14^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Rémy Trudel

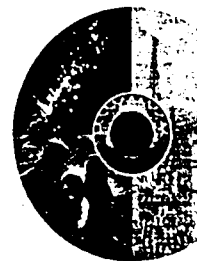
LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
ET MINISTRE DÉLÉGUÉ AU DÉVELOPPEMENT DU NORD
QUÉBÉCOIS, MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION
DE LA CÔTE-NORD ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA
RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC, MICHEL LÉTOURNEAU

Par : Michel Létoirneau

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE LA HAUTE CÔTE-NORD, MONSIEUR
JEAN-MARIE DELAUNAY

Par : JM Delaunay

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : Le Conseil des maires de la Basse-Côte-Nord, organisme non incorporé ayant son siège social à Chevery (Québec) G0G 1G0, lequel réunit les municipalités de Côte-Nord-du-Golfe-du-St-Laurent, Gros-Mécatina, Saint-Augustin, Bonne-Espérance et Blanc-Sablon, dûment représentées respectivement par monsieur Richmond Monger, monsieur Brian Evans, monsieur Camil Fequet, monsieur Lionel Roberts et monsieur Antonio Cormier en vertu de résolutions adoptées par leurs municipalités respectives;

ci-après appelée le Conseil.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le territoire de la Basse-Côte-Nord n'est pas constitué en MRC;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire, conclure un pacte rural et allouer une aide financière pour le réaliser.

Le ministre et le Conseil des maires conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et du Conseil relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;



Pacte rural

- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

2. Territoire

Le Pacte rural de la Basse-Côte-Nord s'applique sur le territoire suivant :

Municipalité de Blanc-Sablon
Municipalité de Bonne-Espérance
Municipalité de Saint-Augustin
Municipalité de Gros Mécatina
Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent
Réserve indienne de La Romaine
Réserve indienne de Pakuashipi

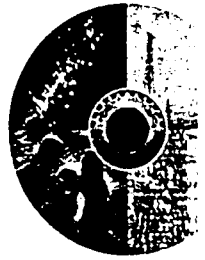
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements du Conseil

- A- Dans le cadre de ses compétences, le Conseil s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, il verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la Basse-Côte-Nord;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- Le Conseil doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la Basse-Côte-Nord et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- Le Conseil s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Tout en conservant l'entière responsabilité de la mise en œuvre du Pacte rural sur le territoire de la Basse-Côte-Nord, le Conseil s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la Basse-Côte-Nord l'exécution des mandats qui en découlent ainsi que la gestion de l'enveloppe financière allouée pour les fins du Pacte dans le respect des responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

Pacte rural



- E- Le Conseil s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Côte-Nord, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- Le Conseil s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- Le Conseil produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer au CLD de la Basse-Côte-Nord une aide financière maximale de 689 254 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, le Conseil des maires de la Basse-Côte-Nord, les CLD et le CRD de la Côte-Nord, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre des Pactes.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et le Conseil conviennent de transmettre au CLD de la Basse-Côte-Nord, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, le Conseil et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé au CLD de la Basse-Côte-Nord selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 114 876 \$ est effectué au CLD, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 114 876 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 153 168 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 153 168 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 153 168 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



L'aide financière accordée au Conseil est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises au Conseil.

PARTIE II

8. Modalités administratives

Le Conseil doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, il doit veiller à ce que le CLD de la Basse-Côte-Nord :

- a) utilise les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Il doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'il subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utilise l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tient des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourse au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoit que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par le Conseil et le ministre;
- f) souligne la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) invite d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, le Conseil informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produise pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournisse au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permette au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner ses registres, dossiers et comptes et prenne copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rende compte à la population des résultats de l'action conjointe du Conseil et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. Le CLD transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autorise le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participe, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par le Conseil pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assume seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assume seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'il entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tienne indemne et prend fait et

Pacte rural



cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;

- o) permette au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque le Conseil fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant le Conseil;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre au Conseil de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque le Conseil est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région Côte-Nord comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, 625, boul. Laflèche, bureau RC 711, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Québec le 13^e jour de Juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à Chevery le 17^e jour de Juin 2002

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
ET MINISTRE DÉLÉGUÉ AU DÉVELOPPEMENT DU NORD
QUÉBÉCOIS, MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION
DE LA CÔTE-NORD ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA
RÉGION DU NORD-DU-QUÉBEC, MICHEL LÉTOURNEAU

Par : Michel Létoirneau

Pacte rural



Signé à CHEVERY le 17^e jour de Juin 2002

LA MUNICIPALITÉ DE CÔTE-NORD-DU-GOLFE-ST-LAURENT

Par :

Signé à Chevery le 17^e jour de Juin 2002

LA MUNICIPALITÉ DE GROS-MÉCATINA

Par :

Signé à _____ le _____ jour de _____ 2002

LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-AUGUSTIN

Par :

Signé à S.T. Augustine le 26 jour de June 2002

LA MUNICIPALITÉ DE BONNE-ESPÉRANCE

Par :

Signé à Chevery le 17^e jour de Juin 2002

LA MUNICIPALITÉ DE BLANC-SABLON

Par :

Signé à Chevery le 17^e jour de Juin 2002

LE CLD DE LA BASSE-CÔTE-NORD

Par :

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : La municipalité de la Baie James, personne morale de droit public ayant son siège social au 110, boul. Matagami, à Matagami (Québec) J0Y 2A0, laquelle est dûment représentée par monsieur Gerald Lemoyne, maire, en vertu de la résolution SE-CM-4632, adoptée le 29 avril 2002;
ci-après appelée la municipalité.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la municipalité pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la municipalité, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la municipalité pour le réaliser.

Le ministre et la municipalité conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

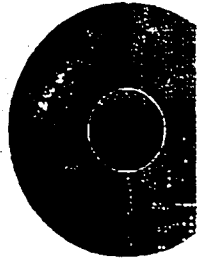
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la municipalité relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la municipalité de la Baie James s'applique sur le territoire des localités suivantes :

Villebois et Val-Canton.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la municipalité

- A- Dans le cadre de ses compétences, la municipalité s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la municipalité;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La municipalité doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la municipalité et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La municipalité s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la municipalité s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la Baie James les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La municipalité s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Baie James, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La municipalité s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La municipalité produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la municipalité une aide financière maximale de 448 842 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région Nord-du-Québec de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région Nord-du-Québec d'organiser chaque année une rencontre entre la municipalité, le CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la municipalité conviennent de transmettre au CLD de la Baie James, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la municipalité et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

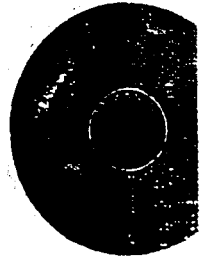
Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la municipalité selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 74 807 \$ est effectué à la municipalité, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de 374 035 \$:
- 74 807 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 99 743 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 99 743 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 99 743 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la municipalité est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la municipalité.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

Pacte rural



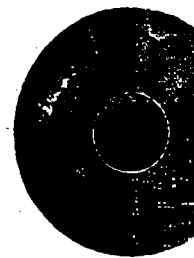
PARTIE II

8. Modalités administratives

La municipalité doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la municipalité doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la municipalité et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la municipalité informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la municipalité et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe de la municipalité et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La municipalité transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la municipalité pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la municipalité fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la municipalité;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la municipalité de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la municipalité est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région Nord-du-Québec comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 511, Route 167, Case postale 70, Chibougamau (Québec) G8P 2K5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Villebois le 4^e jour de juillet 2002

RÉMY TRUDEL, MINISTRE DES RÉGIONS

Par : Remy Trudel

Signé à Villebois le 4^e jour de juillet 2002

MICHEL LÉTOURNEAU,
MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION
NORD-DU-QUÉBEC

Par : Gerald Lemoine

Signé à Villebois le 4^e jour de juillet 2002

GÉRALD LEMOYNE, MAIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE LA
BAIE JAMES

Par : Gerald Lemoine

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté de Bonaventure, personne morale de droit public ayant son siège social au 51, rue Notre-Dame, New Carlisle (Québec) G0C 1Z0, laquelle est dûment représentée par le Préfet Monsieur Jean-Guy Poirier en vertu de la résolution adoptée le 10 avril 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

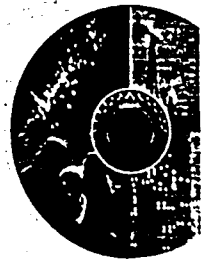
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Bonaventure s'applique sur le territoire suivant :

L'ensemble du territoire de la MRC de Bonaventure qui comprend les municipalités de Cascapédia-Saint-Jules, New Richmond, Caplan, Saint-Alphonse, Saint-Elzéar, Saint-Siméon, Bonaventure, New Carlisle, Paspébiac, Hope, Hope Town, Saint-Godefroi et Shigawake.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC Bonaventure les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 373 697 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRCD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de Bonaventure, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 228 950 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 228 950 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 305 266 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 305 266 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 305 265 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



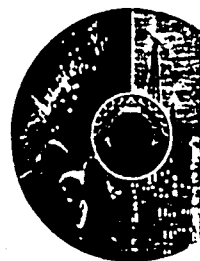
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

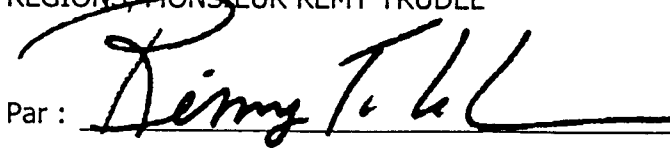
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 500, avenue Daigneault, bureau 10-A, Chandler (Québec) G0C 1K0.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

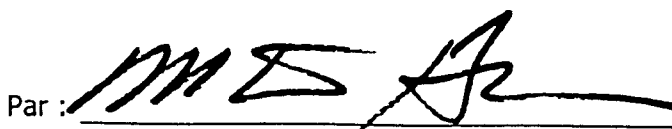
Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : 

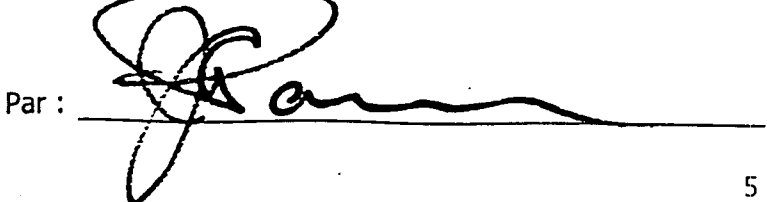
Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION GASPÉSIE-
ÎLES-DE-LA-MADELEINE, MONSIEUR MAXIME
ARSENEAU

Par : 

Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE BONAVENTURE, MONSIEUR JEAN-GUY
POIRIER

Par : 

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté de La Haute-Gaspésie, personne morale de droit public ayant son siège social au 464, boul. Sainte-Anne Ouest, Sainte-Anne-des-Monts (Québec) G4V 1T5, laquelle est dûment représentée par le Préfet Monsieur Laval Lévesque en vertu de la résolution adoptée le 8 avril 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de La Haute-Gaspésie s'applique sur le territoire suivant :

L'ensemble du territoire de la MRC de La Haute-Gaspésie qui comprend les municipalités Cap-Chat, Ste-Anne-des-Monts, La Martre, Marsoui, Rivière-à-Claude, Mont-St-Pierre, St-Maxime-du-Mont-Louis, Ste-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine ainsi que le territoire non organisé de Cap-Seize.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de La Haute-Gaspésie les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 085 231 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRCD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de La Haute-Gaspésie, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

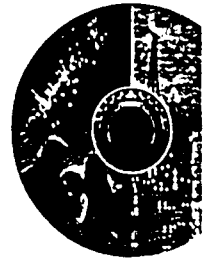
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 180 872 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 180 872 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 241 163 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 241 163 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 241 161 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 500, avenue Daigneault, bureau 10-A, Chandler (Québec) G0C 1K0.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

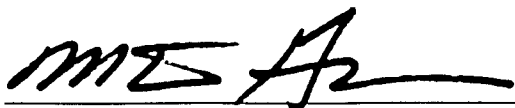
Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : 


Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION GASPÉSIE-
ÎLES-DE-LA-MADELEINE, MONSIEUR MAXIME
ARSENEAU

Par : 

Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE LA HAUTE-GASPÉSIE, MONSIEUR LAVAL
LÉVESQUE

Par : 



Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté de La Côte-de-Gaspé, personne morale de droit public ayant son siège social au 187, boul. Renard Ouest, C.P. 57, Rivière-au-Renard (Québec) G4X 5B1, laquelle est dûment représentée par le Préfet Monsieur Noël-Marie Clavet en vertu de la résolution adoptée le 10 avril 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

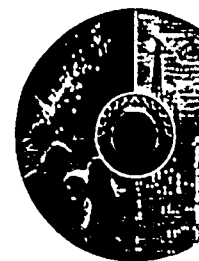
1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de La Côte-de-Gaspé s'applique sur le territoire suivant :

L'ensemble du territoire de la MRC de La Côte-de-Gaspé qui comprend les municipalités de Grande-Vallée, Petite-Vallée, Cloridorme, Murdochville et de Gaspé

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de La Côte-de-Gaspé les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 382 463 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRCD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de La Côte-de-Gaspé, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 230 411 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 230 411 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 307 214 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 307 214 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 307 213 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 500, avenue Daigneault, bureau 10-A, Chandler (Québec) G0C 1K0.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : 

Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION GASPÉSIE-
ÎLES-DE-LA-MADELEINE, MONSIEUR MAXIME
ARSENEAU

Par : 

Signé à Quebec le 27^e jour de mai 2002

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE LA CÔTE-DE-GASPÉ, MONSIEUR NOËL-
MARIE CLAVET

Par : 

Pacte rural



entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité des Îles-de-la-Madeleine, personne morale de droit public ayant son siège social au 460, chemin Principal, C.P. 1460, Cap-aux-Meules (Québec) G0B 1B0, laquelle est dûment représentée par le Maire monsieur Claude Vigneau en vertu de la résolution adoptée le 9 avril 2002;

ci-après appelée la Municipalité.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la Municipalité pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la Municipalité, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la Municipalité pour le réaliser.

Le ministre et la Municipalité conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la Municipalité relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine s'applique sur le territoire suivant :

L'ensemble du territoire de la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la Municipalité

- A- Dans le cadre de ses compétences, la Municipalité s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la Municipalité;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La Municipalité doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la Municipalité et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La Municipalité s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la Municipalité s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) des Îles-de-la-Madeleine les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La Municipalité s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La Municipalité s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La Municipalité produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.



Pacte rural

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la Municipalité une aide financière maximale de 922 695 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre la Municipalité et les MRC, les CLD et le CRCDD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la Municipalité conviennent de transmettre au CLD de la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la Municipalité et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la Municipalité selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 153 782 \$ est effectué à la Municipalité, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 153 782 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 205 043 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 205 044 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 205 044 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la Municipalité est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la Municipalité.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



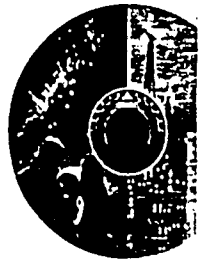
PARTIE II

8. Modalités administratives

La Municipalité doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la Municipalité doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la Municipalité et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la Municipalité informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la Municipalité et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe de la Municipalité et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La Municipalité transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la Municipalité pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la Municipalité fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la Municipalité;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la Municipalité de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la Municipalité est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

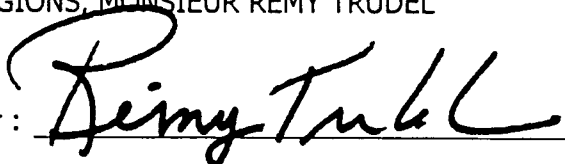
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 500, avenue Daigneault, bureau 10-A, Chandler (Québec) G0C 1K0.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

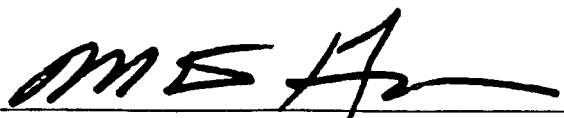
Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : 

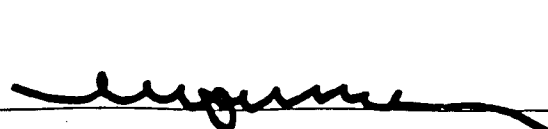
Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION GASPÉSIE-
ÎLES-DE-LA-MADELEINE, MONSIEUR MAXIME
ARSENEAU

Par : 

Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE MAIRE DE LA MUNICIPALITÉ DES ÎLES-DE-LA-
MADELEINE, MONSIEUR CLAUDE VIGNEAU

Par : 

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté du Rocher-Percé, personne morale de droit public ayant son siège social au 129, boul. René-Lévesque Ouest, C.P. 128, Chandler (Québec) G0C 1K0, laquelle est dûment représentée par le Préfet Monsieur Edmond Sirois en vertu de la résolution adoptée le 20 mars 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

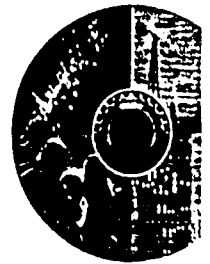
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC du Rocher-Percé s'applique sur le territoire suivant :

L'ensemble du territoire de la MRC du territoire du Rocher-Percé comprend les municipalités de Percé, Sainte-Thérèse-de-Gaspé, Grande-Rivière, Chandler et Port-Daniel—Gascons.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) du territoire du Rocher-Percé les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCDD) de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 410 453 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CLD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC du territoire du Rocher-Percé, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 235 075 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 235 075 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 313 434 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 313 434 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 313 435 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 500, avenue Daigneault, bureau 10-A, Chandler (Québec) G0C 1K0.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : 

Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION GASPÉSIE-
ÎLES-DE-LA-MADELEINE, MONSIEUR MAXIME
ARSENEAU

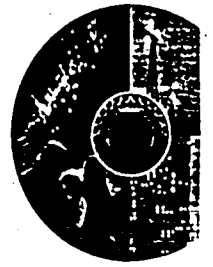
Par : 

Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DU ROCHER-PERCÉ, MONSIEUR EDMOND
SIROIS

Par : 

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté d'Avignon, personne morale de droit public ayant son siège social au 470, rue Francoeur, C.P. 128, Nouvelle (Québec) G0C 2E0, laquelle est dûment représentée par le Préfet suppléant Monsieur Isidore Charest en vertu de la résolution adoptée le 21 mai 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

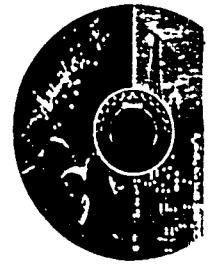
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC d'Avignon s'applique sur le territoire suivant :

L'ensemble du territoire de la MRC d'Avignon qui comprend les municipalités de Maria, Carleton-St-Omer, Nouvelle, Escuminac, Pointe-à-la-Croix, Ristigouche-Partie-Sud-Est, Saint-André-de-Restigouche, Saint-Alexis-de-Matapédia, Matapédia, St-François d'Assise, l'Ascension-de-Patapédia ainsi que les territoires autochtones de Listuguj et de Gesgapegiag

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
 - à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
 - la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) d'Avignon les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 001 455 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRCD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC d'Avignon, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 166 909 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 166 909 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 222 545 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 222 545 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 222 547 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

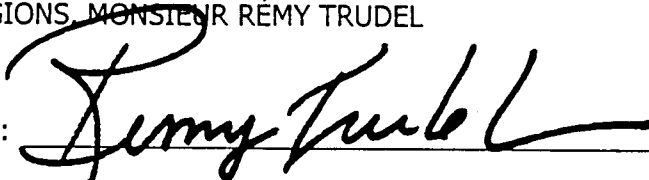
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 500, avenue Daigneault, bureau 10-A, Chandler (Québec) G0C 1K0.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

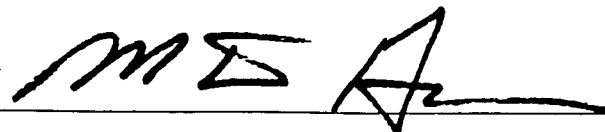
Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : 

Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION GASPÉSIE-
ÎLES-DE-LA-MADELEINE, MONSIEUR MAXIME
ARSENEAU

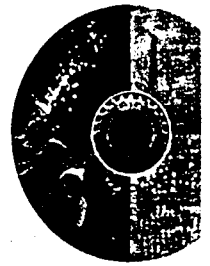
Par : 

Signé à Gaspé, le 27^e jour de mai 2002

LE PRÉFET SUPPLÉANT DE LA MUNICIPALITÉ
RÉGIONALE DE COMTÉ D'AVIGNON, MONSIEUR
ISIDORE CHAREST

Par : 

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'AMIANTE, personne morale de droit public ayant son siège social au 320, boulevard Frontenac, Black Lake (Québec), G6H 2L8, laquelle est dûment représentée par monsieur Marcel Roy en vertu de la résolution adoptée le 14 août 2002.

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application.

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*.

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population.

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux.

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux.

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

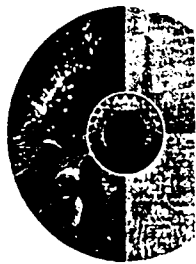
1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*.

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel.

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- Stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales.
- Assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction.
- Soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de l'Amiante s'applique sur le territoire suivant :

Toutes les municipalités, localités et territoires non organisés situés sur le territoire de la MRC de l'Amiante soit : Garthby-Beaulac, Disraëli (v) , Disraëli (p), Saint-Julien , Saint-Jacques-le-Majeur-De-Wolfestown, Irlande, Saint-Joseph-de-Coleraine, Sainte-Praxède, Sainte-Clothilde-de-Beauce, Saint-Adrien-d'Irlande, Saint-Jean-de-Brébeuf, Kinnear's Mills, East-Broughton, Sacré-Cœur-de-Jésus, Saint-Pierre-de-Broughton, Saint-Jacques-de-Leeds, Saint-Fortunat et Adstock.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- À entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC.
- À appuyer les opérations menant à la réalisation de projets.
- À identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- La démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux.
- La description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural.
- L'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux.
- L'identification des champs d'intervention prioritaires.
- L'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation.
- L'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de l'Amiante, les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de Chaudière-Appalaches, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) Attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 020 985 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7.
- b) Demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes.
- c) Demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de l'Amiante, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- Pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 170 164 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail.
- Pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 170 164 \$ pour l'exercice financier 2003-2004.
 - 226 886 \$ pour l'exercice financier 2004-2005.
 - 226 886 \$ pour l'exercice financier 2005-2006.
 - 226 885 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) Utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts.
- b) Utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider.
- c) Tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière.
- d) Rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée.
- e) Prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre.
- f) Souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte.
- g) Inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- h) Produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière.
- i) Fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière.
- j) Permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire.
- k) Rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées.
- l) Autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière.
- m) Participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention.
- n) D'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention.
- o) Permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) Réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC.
- b) Suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut.
- c) Résilier l'aide financière pour les versements non effectués.
- d) Exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

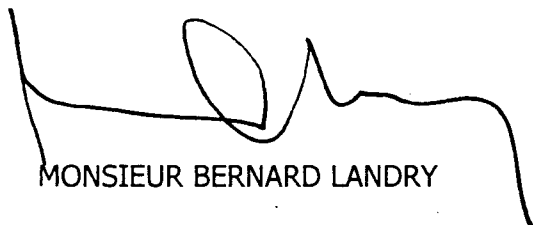
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région, monsieur Serge Paré, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : ministère des Régions, bureau régional de la Chaudière-Appalaches, 1055, boulevard Vachon Nord, bureau 1, Sainte-Marie (Québec), G6E 1M4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à SACRÉ-COEUR-DE-JÉSA le DIXIÈME jour d'octobre 2002

LE PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC,

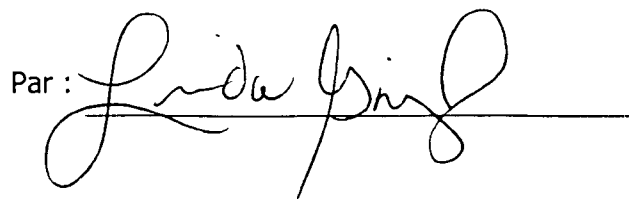


MONSIEUR BERNARD LANDRY

Par : _____

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA SOLIDARITÉ SOCIALE, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE, MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES ET DÉPUTÉE DE LÉVIS

MADAME LINDA GOUPIL

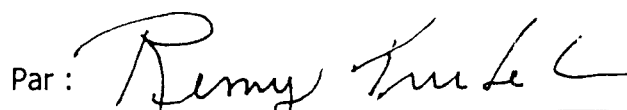
Par : 

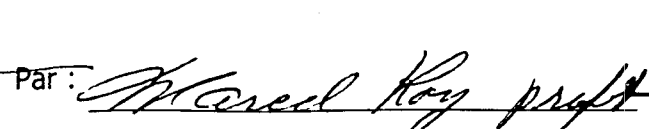
LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

MONSIEUR RÉMY TRUDEL

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'AMIANTE

MONSIEUR MARCEL ROY

Par : 

Par : 

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE BEAUCE-SARTIGAN, personne morale de droit public ayant son siège social au 2727, 6^E Avenue, Saint-Georges (Québec), G5Y 3Y1, laquelle est dûment représentée par monsieur Luc Lemieux en vertu de la résolution adoptée le 26 juin 2002.

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application.

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*.

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population.

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux.

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux.

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*.

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel.

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- Stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales.
- Assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction.
- Soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Beauce-Sartigan s'applique sur le territoire suivant :

Toutes les municipalités, localités et territoires non organisés situés sur le territoire de la MRC de Beauce-Sartigan soit : Saint-Benoît-Labre, Saint-Éphrem-de-Beauce, Notre-Dame-des-Pins, Saint-Simon-les-Mines, Saint-René, Saint-Côme-Linière, Saint-Philibert, lac-Poulin, Saint-Évariste-de-Forsyth, La Gaudeloupe, Saint-Honoré-de-Shenley, Saint-Martin, Saint-Théophile, Saint-Gédéon-De-Beauce, Saint-Gédéon (p), Saint-Hilaire-de-Dorset.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- À entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC.
- À appuyer les opérations menant à la réalisation de projets.
- À identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

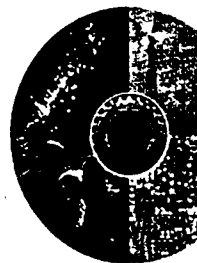
- La démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux.
- La description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural.
- L'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux.
- L'identification des champs d'intervention prioritaires.
- L'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation.
- L'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Beauce-Sartigan, les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de Chaudière-Appalaches, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. **Engagements du ministre**

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) Attribuer à la MRC une aide financière maximale de 866 107 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7.
- b) Demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes.
- c) Demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. **Engagement conjoint**

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Beauce-Sartigan, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

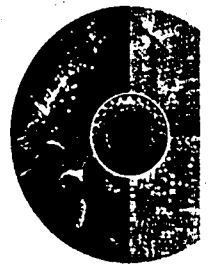
7. **Versements**

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- Pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 144 351 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail.
- Pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 144 351 \$ pour l'exercice financier 2003-2004.
 - 192 468 \$ pour l'exercice financier 2004-2005.
 - 192 468 \$ pour l'exercice financier 2005-2006.
 - 192 469 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) Utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts.
- b) Utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider.
- c) Tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière.
- d) Rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée.
- e) Prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre.
- f) Souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte.
- g) Inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- h) Produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière.
- i) Fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière.
- j) Permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire.
- k) Rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées.
- l) Autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière.
- m) Participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention.
- n) D'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention.
- o) Permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) Réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC.
- b) Suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut.
- c) Résilier l'aide financière pour les versements non effectués.
- d) Exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région, monsieur Serge Paré, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : ministère des Régions, bureau régional de la Chaudière-Appalaches, 1055, boulevard Vachon Nord, bureau 1, Sainte-Marie (Québec), G6E 1M4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à SACRÉ-CŒUR-DE-JÉSUS le DIXIÈME jour d'octobre 2002

LE PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC,

MONSIEUR BERNARD LANDRY

Par : _____

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA SOLIDARITÉ SOCIALE, À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE, MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES ET DÉPUTÉE DE LÉVIS

MADAME LINDA GOUPIL

Par :

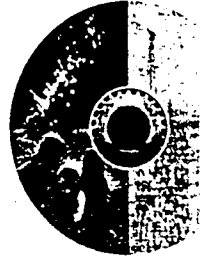
LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

MONSIEUR RÉMY TRUDEL

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE BEAUCE-SARTIGAN

MONSIEUR LUC LEMIEUX

Par : Par :



Pacte rural

Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE BELLECHASSE, personne morale de droit public ayant son siège social au 100, rue Mgr Bilodeau, Saint-Lazare-de-Bellechasse (Québec), GOR 3JO, laquelle est dûment représentée par monsieur Réal Lapierre en vertu de la résolution adoptée le 15 mai 2002.

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application.

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*.

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population.

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux.

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux.

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*.

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel.

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- Stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales.
- Assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction.
- Soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Bellechasse s'applique sur le territoire suivant :

Toutes les municipalités, localités et territoires non organisés situés sur le territoire de la MRC De Bellechasse

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- À entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC.
- À appuyer les opérations menant à la réalisation de projets.
- À identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- La démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux.
- La description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural.
- L'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux.
- L'identification des champs d'intervention prioritaires.
- L'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation.
- L'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de Bellechasse, les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de Chaudière-Appalaches, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) Attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 184 765 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7.
- b) Demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes.
- c) Demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de Bellechasse, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

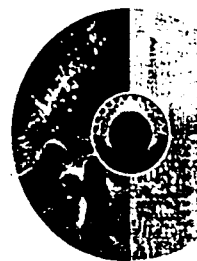
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- Pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 197 461 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail.
- Pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 197 461 \$ pour l'exercice financier 2003-2004.
- 263 281 \$ pour l'exercice financier 2004-2005.
- 263 281 \$ pour l'exercice financier 2005-2006.
- 263 281 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) Utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts.
- b) Utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider.
- c) Tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière.
- d) Rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée.
- e) Prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre.
- f) Souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte.
- g) Inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- h) Produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière.
- i) Fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière.
- j) Permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire.
- k) Rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées.
- l) Autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière.
- m) Participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention.
- n) D'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention.
- o) Permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) Réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC.
- b) Suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut.
- c) Résilier l'aide financière pour les versements non effectués.
- d) Exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région, monsieur Serge Paré, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : ministère des Régions, bureau régional de la Chaudière-Appalaches, 1055, boulevard Vachon Nord, bureau 1, Sainte-Marie (Québec), G6E 1M4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à S. Raphaël le 21 jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA SOLIDARITÉ SOCIALE, À LA
FAMILLE ET À L'ENFANCE, MINISTRE RESPONSABLE DE
LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES ET
DÉPUTÉE DE LÉVIS, MADAME LINDA GOUPIL

Par : Linda Goupil

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE BELLECHASSE, MONSIEUR RÉAL LAPIERRE

Par : Réal Lapierre

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LES ETCHEMINS, personne morale de droit public ayant son siège social au 93, route 277, Sainte-Germaine-Station (Québec), GOR 3B0 laquelle est dûment représentée par monsieur Gilles Boivin en vertu de la résolution adoptée le 10 avril 2002.

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application.

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*.

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population.

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux.

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux.

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

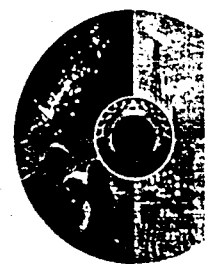
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*.

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel.

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- Stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales.
- Assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction.
- Soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Les Etchemins s'applique sur le territoire suivant :

Toutes les municipalités, localités et territoires non organisés situés sur le territoire de la MRC de Les Etchemins

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- À entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC.
- À appuyer les opérations menant à la réalisation de projets.
- À identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- La démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux.
- La description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural.
- L'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux.
- L'identification des champs d'intervention prioritaires.
- L'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation.
- L'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de les Etchemins, les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de Chaudière-Appalaches, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. **Engagements du ministre**

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) Attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 060 166 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7.
- b) Demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes.
- c) Demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. **Engagement conjoint**

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC des Etchemins, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. **Versements**

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- Pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 176 694 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail.
- Pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 176 694 \$ pour l'exercice financier 2003-2004.
 - 235 593 \$ pour l'exercice financier 2004-2005.
 - 235 593 \$ pour l'exercice financier 2005-2006.
 - 235 592 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

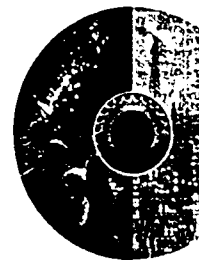


PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) Utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts.
- b) Utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider.
- c) Tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière.
- d) Rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée.
- e) Prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre.
- f) Souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte.
- g) Inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- h) Produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière.
- i) Fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière.
- j) Permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire.
- k) Rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées.
- l) Autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière.
- m) Participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention.
- n) D'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention.
- o) Permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) Réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC.
- b) Suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut.
- c) Résilier l'aide financière pour les versements non effectués.
- d) Exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région, monsieur Serge Paré, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : ministère des Régions, bureau régional de la Chaudière-Appalaches, 1055, boulevard Vachon Nord, bureau 1, Sainte-Marie (Québec), G6E 1M4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à

le

27

jour de

juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par :

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA SOLIDARITÉ SOCIALE, À LA
FAMILLE ET À L'ENFANCE, MINISTRE RESPONSABLE DE
LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES ET
DÉPUTÉE DE LÉVIS, MADAME LINDA GOUPIL

Par :

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE LES ETCHÉMIN, MONSIEUR GILLES BOIVIN

Par :

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'ISLET, personne morale de droit public ayant son siège social au 364, rue Verreault, Saint-Jean-Port-Joli (Québec), GOR 3G0, laquelle est dûment représentée par monsieur Réal Laverdière en vertu de la résolution adoptée le 13 mai 2002.

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application.

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*.

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population.

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux.

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux.

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*.

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel.

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- Stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales.
- Assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction.
- Soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de L'Islet s'applique sur le territoire suivant :

Toutes les municipalités, localités et territoires non organisés situés sur le territoire de la MRC de L'Islet

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- À entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC.
- À appuyer les opérations menant à la réalisation de projets.
- À identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- La démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux.
- La description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural.
- L'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux.
- L'identification des champs d'intervention prioritaires.
- L'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation.
- L'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de L'Islet, les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de Chaudière-Appalaches, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. **Engagements du ministre**

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) Attribuer à la MRC une aide financière maximale de 986 565 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7.
- b) Demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes.
- c) Demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. **Engagement conjoint**

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de L'Islet, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. **Versements**

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- Pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 164 428 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail.
- Pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 164 428 \$ pour l'exercice financier 2003-2004.
 - 219 237 \$ pour l'exercice financier 2004-2005.
 - 219 237 \$ pour l'exercice financier 2005-2006.
 - 219 235 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) Utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts.
- b) Utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider.
- c) Tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière.
- d) Rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée.
- e) Prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre.
- f) Souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte.
- g) Inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- h) Produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière.
- i) Fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière.
- j) Permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire.
- k) Rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées.
- l) Autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière.
- m) Participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention.
- n) D'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention.
- o) Permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) Réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC.
- b) Suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut.
- c) Résilier l'aide financière pour les versements non effectués.
- d) Exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région, monsieur Serge Paré, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : ministère des Régions, bureau régional de la Chaudière-Appalaches, 1055, boulevard Vachon Nord, bureau 1, Sainte-Marie (Québec), G6E 1M4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à

le 27^e

jour de

juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par :

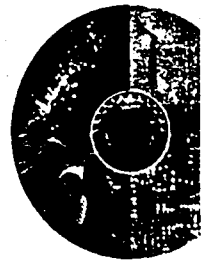
LA MINISTRE D'ÉTAT À LA SOLIDARITÉ SOCIALE, À LA
FAMILLE ET À L'ENFANCE, MINISTRE RESPONSABLE DE
LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES ET
DÉPUTÉE DE LÉVIS, MADAME LINDA GOUPIL

Par :

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE L'ISLET, MONSIEUR RÉAL LAVERDIÈRE

Par :

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LOTBINIÈRE, personne morale de droit public ayant son siège social au 6375, rue Garneau, Sainte-Croix (Québec), G0S 2H0, laquelle est dûment représentée par monsieur Rénald Mongrain en vertu de la résolution adoptée le 12 juin 2002.

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application.

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*.

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population.

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux.

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux.

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit :

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*.

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel.

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- Stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales.
- Assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction.
- Soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Lotbinière s'applique sur le territoire suivant :

Toutes les municipalités, localités et territoires non organisés situés sur le territoire de la MRC de Lotbinière.

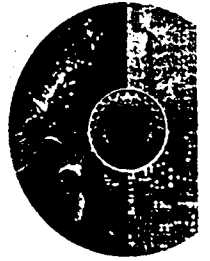
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- À entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC.
 - À appuyer les opérations menant à la réalisation de projets.
 - À identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- La démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher La corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux.
 - La description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural.
 - L'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux.
 - L'identification des champs d'intervention prioritaires.
 - L'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation.
 - L'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de Lotbinière les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de Chaudière-Appalaches, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) Attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 037 818 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7.
- b) Demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes.
- c) Demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC Robert-Cliche, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

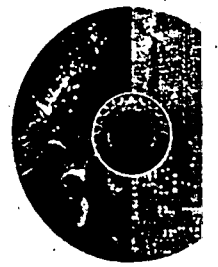
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- Pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 172 970 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail.
- Pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 172 970 \$ pour l'exercice financier 2003-2004.
 - 230 626 \$ pour l'exercice financier 2004-2005.
 - 230 626 \$ pour l'exercice financier 2005-2006.
 - 230 626 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

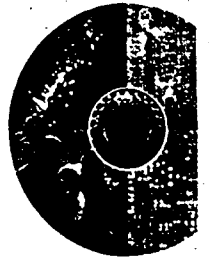


PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) Utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts.
- b) Utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider.
- c) Tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière.
- d) Rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée.
- e) Prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre.
- f) Souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte.
- g) Inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- h) Produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière.
- i) Fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière.
- j) Permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire.
- k) Rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées.
- l) Autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière.
- m) Participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention.
- n) D'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention.
- o) Permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) Réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC.
- b) Suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut.
- c) Résilier l'aide financière pour les versements non effectués.
- d) Exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région, monsieur Serge Paré, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : ministère des Régions, bureau régional de la Chaudière-Appalaches, 1055, boulevard Vachon Nord, bureau 1, Sainte-Marie (Québec), G6E 1M4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à *H. Raphaël* le 27 jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : *Remy Trudel*

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA SOLIDARITÉ SOCIALE, À LA
FAMILLE ET À L'ENFANCE, MINISTRE RESPONSABLE DE
LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES ET
DÉPUTÉE DE LÉVIS, MADAME LINDA GOUPIL

Par : *Linda Goupil*

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ LOTBINIÈRE, MONSIEUR RÉNALD MONGRAIN

Par : *R*

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MONTMAGNY, personne morale de droit public ayant son siège social au 159, rue Saint-Louis, Montmagny (Québec), G5V 1N5, laquelle est dûment représentée par monsieur Pierre Lachance en vertu de la résolution adoptée le 9 avril 2002.

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application.

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*.

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population.

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux.

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux.

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

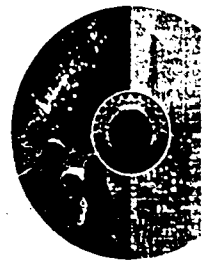
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*.

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel.

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- Stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales.
- Assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction.
- Soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Montmagny s'applique sur le territoire suivant :

Toutes les municipalités, localités et territoires non organisés situés sur le territoire de la MRC de Montmagny

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- À entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC.
 - À appuyer les opérations menant à la réalisation de projets.
 - À identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- La démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux.
 - La description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural.
 - L'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux.
 - L'identification des champs d'intervention prioritaires.
 - L'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation.
 - L'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de Montmagny les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de Chaudière-Appalaches, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) Attribuer à la MRC une aide financière maximale de 930 950 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7.
- b) Demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes.
- c) Demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de Montmagny, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- Pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 155 158 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail.
- Pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 155 158 \$ pour l'exercice financier 2003-2004.
 - 206 878 \$ pour l'exercice financier 2004-2005.
 - 206 878 \$ pour l'exercice financier 2005-2006.
 - 206 878 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) Utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts.
- b) Utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider.
- c) Tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière.
- d) Rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée.
- e) Prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre.
- f) Souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte.
- g) Inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- h) Produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière.
- i) Fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière.
- j) Permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire.
- k) Rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées.
- l) Autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière.
- m) Participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention.
- n) D'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention.
- o) Permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) Réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC.
- b) Suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut.
- c) Résilier l'aide financière pour les versements non effectués.
- d) Exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région, monsieur Serge Paré, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, bureau régional de la Chaudière-Appalaches, 1055, boulevard Vachon Nord, bureau 1, Sainte-Marie (Québec), G6E 1M4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à

H. Lapthail

le

27^e

jour de

juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par :

Remy Trudel

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA SOLIDARITÉ SOCIALE, À LA
FAMILLE ET À L'ENFANCE, MINISTRE RESPONSABLE DE
LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES ET
DÉPUTÉE DE LÉVIS, MADAME LINDA GOUPIL

Par :

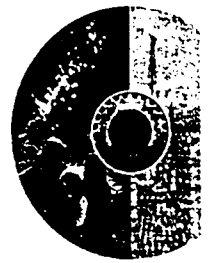
Linda Goupil

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE MONTMAGNY, MONSIEUR
PIERRE LACHANCE

Par :

Chachaney

Pacte rural



- Entre :** LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,
- Et :** La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA NOUVELLE-BEAUCE, personne morale de droit public ayant son siège social au 700, rue Notre-Dame Nord, Sainte-Marie (Québec), G6E 2K9, laquelle est dûment représentée par monsieur Richard Lehoux en vertu de la résolution adoptée le 16 avril 2002.
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application.

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*.

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population.

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux.

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux.

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*.

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel.

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- Stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales.
- Assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction.
- Soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de La Nouvelle-Beauce s'applique sur le territoire suivant :

Toutes les municipalités, localités et territoires non organisés situés sur le territoire de la MRC de La Nouvelle-Beauce

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- À entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC.
- À appuyer les opérations menant à la réalisation de projets.
- À identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- La démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'encourager la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux.
- La description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural.
- L'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux.
- L'identification des champs d'intervention prioritaires.
- L'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation.
- L'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de La Nouvelle-Beauce, les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de Chaudière-Appalaches, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) Attribuer à la MRC une aide financière maximale de 882 833 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7.
- b) Demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes.
- c) Demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de La Nouvelle-Beauce, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

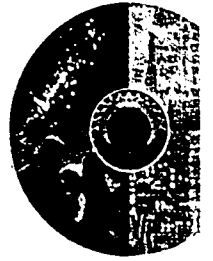
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- Pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 147 139 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail.
- Pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 147 139 \$ pour l'exercice financier 2003-2004.
 - 196 185 \$ pour l'exercice financier 2004-2005.
 - 196 185 \$ pour l'exercice financier 2005-2006.
 - 196 185 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



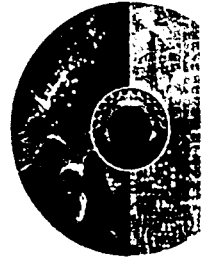
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) Utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts.
- b) Utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider.
- c) Tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière.
- d) Rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée.
- e) Prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre.
- f) Souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte.
- g) Inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- h) Produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière.
- i) Fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière.
- j) Permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire.
- k) Rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées.
- l) Autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière.
- m) Participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention.
- n) D'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention.
- o) Permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) Réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC.
- b) Suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut.
- c) Résilier l'aide financière pour les versements non effectués.
- d) Exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région, monsieur Serge Paré, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : ministère des Régions, bureau régional de la Chaudière-Appalaches, 1055, boulevard Vachon Nord, bureau 1, Sainte-Marie (Québec), G6E 1M4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à St-Raphaël le 27^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET
AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA SOLIDARITÉ SOCIALE, À LA
FAMILLE ET À L'ENFANCE, MINISTRE RESPONSABLE DE LA
RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES ET DÉPUTÉE DE
LÉVIS, MADAME LINDA GOUPIL

Par : Linda Goupil

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
DE LA NOUVELLE-BEAUCE, MONSIEUR RICHARD LEHOUX

Par : Richard Lehoux

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE ROBERT-CLICHE, personne morale de droit public ayant son siège social au 111-A, 107^e Rue, Beauceville (Québec), G5X 2P9, laquelle est dûment représentée par monsieur H.-Marcel Veilleux en vertu de la résolution adoptée le 8 mai 2002.

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application.

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*.

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population.

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux.

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux.

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*.

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel.

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- Stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales.
- Assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction.
- Soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Robert-Cliche s'applique sur le territoire suivant :

Toutes les municipalités, localités et territoires non organisés situés sur le territoire de la MRC de Robert-Cliche

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :

- À entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC.
- À appuyer les opérations menant à la réalisation de projets.
- À identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- La démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher La corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux.
- La description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural.
- L'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux.
- L'identification des champs d'intervention prioritaires.
- L'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation.
- L'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de Robert-Cliche les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement (CRCD) de Chaudière-Appalaches, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) Attribuer à la MRC une aide financière maximale de 853 805 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7.
- b) Demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes.
- c) Demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC Robert-Cliche, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

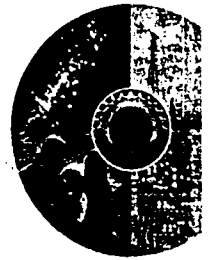
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- Pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 142 301 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail.
- Pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 142 301 \$ pour l'exercice financier 2003-2004.
 - 189 734 \$ pour l'exercice financier 2004-2005.
 - 189 734 \$ pour l'exercice financier 2005-2006.
 - 189 735 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) Utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts.
- b) Utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider.
- c) Tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière.
- d) Rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée.
- e) Prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre.
- f) Souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte.
- g) Inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises.
- h) Produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière.
- i) Fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière.
- j) Permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire.
- k) Rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées.
- l) Autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière.
- m) Participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention.
- n) D'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention.
- o) Permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) Réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC.
- b) Suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut.
- c) Résilier l'aide financière pour les versements non effectués.
- d) Exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région, monsieur Serge Paré, comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : ministère des Régions, bureau régional de la Chaudière-Appalaches, 1055 boulevard Vachon Nord, bureau 1, Sainte-Marie (Québec), G6E 1M4.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à St-Raphaël le 27^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

LA MINISTRE D'ÉTAT À LA SOLIDARITÉ SOCIALE, À LA
FAMILLE ET À L'ENFANCE, MINISTRE RESPONSABLE DE
LA RÉGION DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES ET
DÉPUTÉE DE LÉVIS, MADAME LINDA GOUPIL

Par : Linda Goupil

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE ROBERT-CLICHE, MONSIEUR
H.-MARCEL VEILLEUX

Par : H.-Marcel Veilleux

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE D'AUTRAY, personne morale de droit public ayant son siège social au 550, rue Montcalm, C.P. 1500, Berthierville (Québec) J0K 1A0, laquelle est dûment représentée par M. François Benjamin, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 10 juillet 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

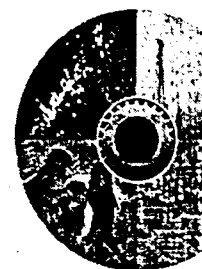
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de D'Au-tray s'applique sur le territoire suivant :

Toutes les municipalités du territoire de la MRC.

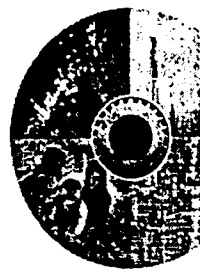
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de D'Au-tray les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) Lanaudière, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 439 857 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de D'Autray, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

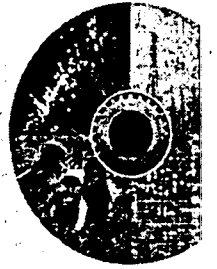
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 239 976 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 239 976 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 319 968 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 319 968 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 319 969 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



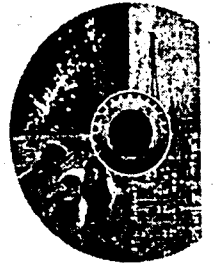
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de Lanaudière comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, 138, rue Saint-Paul, Joliette (Québec) J6E 5G3.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à St Charles-Barrémée le 12^e jour de septembre 2012

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par :

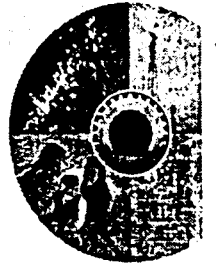
LE MINISTRE D'ÉTAT À LA SANTÉ ET AUX SERVICES
SOCIAUX, MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE
LANAUDIÈRE, MONSIEUR FRANÇOIS LEGAULT

Par :

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE D'AUTRAY, MONSIEUR FRANÇOIS BENJAMIN

Par :

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE JOLIETTE, personne morale de droit public ayant son siège social au 632, rue de Lanaudière, Joliette (Québec) J6E 3M7, laquelle est dûment représentée par M. André Héneault, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 18 juin 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

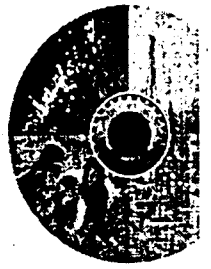
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Joliette s'applique sur le territoire suivant :

Les municipalités de Notre-Dame-de-Lourdes, Sainte-Mélanie, Saint-Thomas, Saint-Ambroise-de-Kildare, Crabtree, Saint-Pierre et Saint-Paul.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Joliette les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) Lanaudière, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 674 318 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRC région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Joliette, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

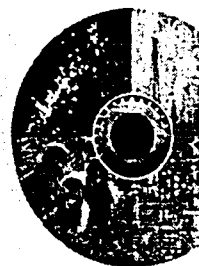
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 112 386 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 112 386 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 149 848 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 149 848 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 149 850 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de Lanaudière comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, 138, rue Saint-Paul, Joliette (Québec) J6E 5G3.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à St-Charles-Borromée le 12^e jour de septembre 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA SANTÉ ET AUX SERVICES
SOCIAUX, MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE
LANAUDIÈRE, MONSIEUR FRANÇOIS LEGAULT

Par : François Legault

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE JOLIETTE, MONSIEUR ANDRÉ HÉNEAULT

Par : André Héneault

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS, ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE L'ASSOMPTION, personne morale de droit public ayant son siège social au 300 A, rue Dorval, L'Assomption (Québec) J5W 3A1, laquelle est dûment représentée par M^{me} Chantal Deschamps, préfète, en vertu de la résolution adoptée le 28 janvier 2003; ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

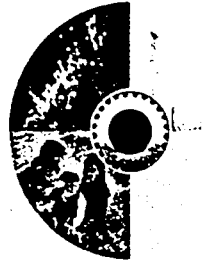
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de L'Assomption s'applique sur le territoire suivant :

Les municipalités de L'Épiphanie (v) et L'Épiphanie (p) ainsi que sur la portion de la ville de L'Assomption couvrant l'ancien territoire de Saint-Gérard-Magella.

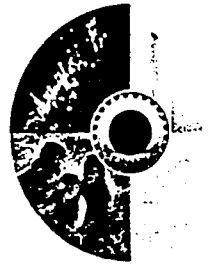
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de L'Assomption les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) Lanaudière, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 302 982 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de L'Assomption, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

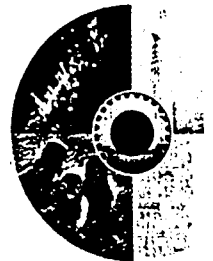
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2003-2004, un premier versement de 50 497 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
- 50 497 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 67 329 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 67 329 \$ pour l'exercice financier 2006-2007;
- 67 330 \$ pour l'exercice financier 2007-2008.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



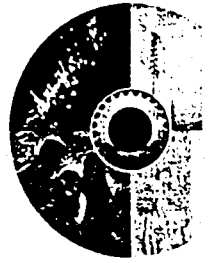
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de Lanaudière comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, 138, rue Saint-Paul, Joliette (Québec) J6E 5G3.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Joliette le 28^e jour de Mars 2003

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET
AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA SANTÉ ET AUX SERVICES
SOCIAUX, MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE
LANAUDIÈRE, MONSIEUR FRANÇOIS LEGAULT

Par : F. Legault

LA PRÉFÈTE DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE
L'ASSOMPTION, MADAME CHANTAL DESCHAMPS

Par : Chantal Deschamps

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MATAWINIE, personne morale de droit public ayant son siège social au 3184, 1^{re} Avenue, Rawdon (Québec) J0K 1S0, laquelle est dûment représentée par M. Réjean Neveu, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 10 juillet 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

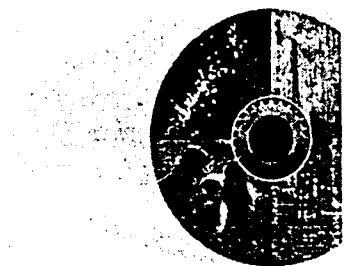
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Matawinie s'applique sur le territoire suivant :

Toutes les municipalités et les territoires non organisés de la MRC ainsi que la communauté amérindienne de Manawan.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

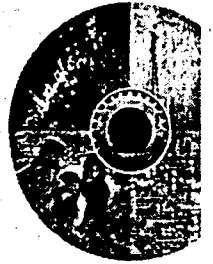
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l'identification des champs d'intervention prioritaires;
- l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la Matawinie les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) Lanaudière, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 2 192 202 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la Matawinie, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 365 367 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 365 367 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 487 156 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 487 156 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 487 156 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



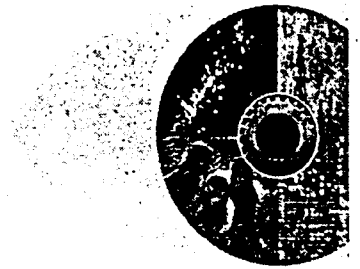
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de Lanaudière comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, 138, rue Saint-Paul, Joliette (Québec) J6E 5G3.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à St-Charles-Borromée le 12^e Jour de septembre 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

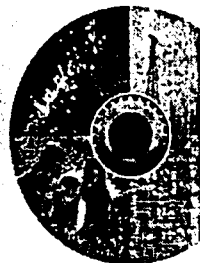
LE MINISTRE D'ÉTAT À LA SANTÉ ET AUX SERVICES
SOCIAUX, MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE
LANAUDIÈRE, MONSIEUR FRANÇOIS LEGAULT

Par : François Legault

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE MATAWINIE, MONSIEUR RÉJEAN NEVEU

Par : Réjean Neveu

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MONTCALM, personne morale de droit public ayant son siège social au 1540, rue Albert, Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0, laquelle est dûment représentée par M. Roger Gaudet, préfet, en vertu de la résolution n° 023613 adoptée le 11 juin 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

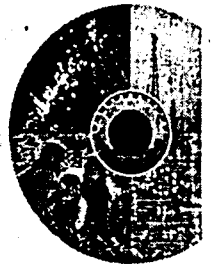
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Montcalm s'applique sur le territoire suivant :

Les municipalités de Saint-Alexis village et paroisse, Saint-Calixte, Saint-Esprit, Saint-Jacques,
Saint-Liguori, Saint-Lin-Laurentides, Saint-Roch-de-l'Achigan, Saint-Roch-Ouest, Sainte-Julienne
et Sainte-Marie-Salomé.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de Montcalm les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) Lanaudière, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 458 326 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de Montcalm, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

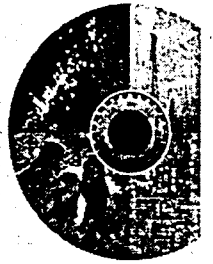
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 243 054 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 243 054 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 324 072 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 324 072 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 324 074 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de Lanaudière comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : Ministère des Régions, 138, rue Saint-Paul, Joliette (Québec) J6E 5G3.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à St-Charles-Borromée le 12^e Jour de septembre 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA SANTÉ ET AUX SERVICES
SOCIAUX, MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DE
LANAUDIÈRE, MONSIEUR FRANÇOIS LEGAULT

Par : F. Legault

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE MONTCALM, MONSIEUR ROGER GAUDET

Par : R. Gaudet



EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL

Trois cent dix-septième assemblée du conseil de la Municipalité régionale de comté de Montcalm tenue à la salle du conseil, au 1540 rue Albert à Sainte-Julienne, le 11 juin 2002 à 9 h 00, et à laquelle étaient présents son Honneur le Préfet, Monsieur Roger Gaudet, et les conseillers de comté suivants :

M. Maurice Richard
M. Robert Perreault
M. Clément Charest
M. Marcel Lescarbeault
M^{me} Danielle H. Allard

M. Yvon Lajoie
M. André Auger
M. Marcel Jetté
M. Jean-Charles Mercier

M. Gaétan Hudon, secrétaire-trésorier, et M^{me} Angèle Ayotte, adjointe administrative, étaient présents à cette session.

RÉSOLUTION NUMÉRO : 023613

PACTE RURAL

- CONSIDÉRANT QUE** le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le Ministre des Régions est chargé de son application;
- CONSIDÉRANT QUE** cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;
- CONSIDÉRANT QUE** le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires locaux;
- CONSIDÉRANT QUE** le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser;
- EN CONSÉQUENCE,** il est proposé par M. Yvon Lajoie, appuyé par M. Robert Perreault et résolu à l'unanimité que le conseil de la MRC de Montcalm autorise le préfet, M. Roger Gaudet, à signer le Pacte rural entre le gouvernement du Québec et la MRC de Montcalm.

Copie conforme extraite du Livre des délibérations, faite à Sainte-Julienne, ce dix-huitième jour du mois de juin de l'an deux mil deux.

GAÉTAN HUDON
Secrétaire-trésorier

Le procès-verbal n'a pas été adopté.

MONTCALM

PRÈS DE TOUT - PRÈS DE VOUS

1540, rue Albert, Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0

☎ 450 831-2182 -- Télécopieur 450 831-2647 -- Courriel: mrcmontcalm@montcalm.com

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ D'ANTOINE-LABELLE, personne morale de droit public ayant son siège social au 400, boulevard Albiny-Paquette, Mont-Laurier (Québec) J9L 1J9, laquelle est dûment représentée par Monsieur André Brunet, préfet en vertu de la résolution adoptée le 27 mars 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC d'Antoine-Labelle s'applique à toutes les municipalités, les communautés amérindiennes et les territoires non organisés de la MRC d'Antoine-Labelle.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat; d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'encourager la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l'identification des champs d'intervention prioritaires;
- l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC d'Antoine-Labelle les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) des Laurentides, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

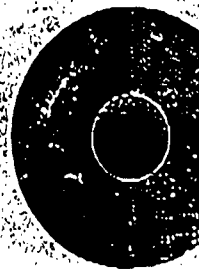
F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

Pacte rural



- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 788 445 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC d'Antoine-Labelle, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 298 074 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 298 074 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 397 432 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 397 432 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 397 433 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

Pacte rural



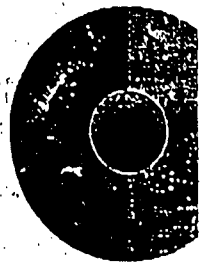
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région des Laurentides comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 10, rue St-Joseph, bureau 306, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 7G7.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Québec le 5^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à Sainte-Adèle le 10^{ème} jour de juin 2002

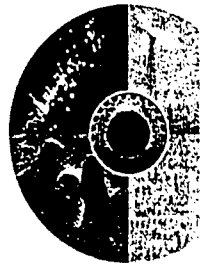
LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA JEUNESSE, DU
TOURISME, DU LOISIR ET DU SPORT, MINISTRE
RESPONSABLE DE LA FAUNE ET DES PARCS ET
MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DES
LAURENTIDES, MONSIEUR RICHARD LEGENDRE

Par : Richard Legendre

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ D'ANTOINE-LABELLE, MONSIEUR ANDRÉ
BRUNET

Par : André Brunet

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ D'ARGENTEUIL, personne morale de droit public ayant son siège social au 430, rue Grace, Lachute (Québec) J8H 1M6, laquelle est dûment représentée par Monsieur A.T. Joe Gilmore, préfet en vertu de la résolution adoptée le 9 octobre 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC d'Argenteuil s'applique sur le territoire suivant :

Les municipalités de Wentworth, Mille-Isles, Saint-André-Est, Carillon, Harrington, Grenville
Canton, Brownsburg, Chatham, Calumet, Saint-André-d'Argenteuil, Gore et Grenville Village.

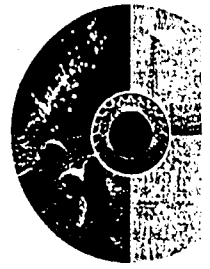
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) du territoire de la MRC d'Argenteuil les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) des Laurentides, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 859 050 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD du territoire de la MRC d'Argenteuil, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministre des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 143 175 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 143 175 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 190 900 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 190 900 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 190 900 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



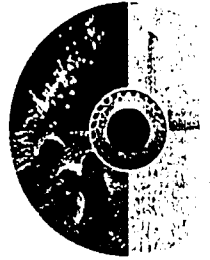
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région des Laurentides comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 10, rue St-Joseph, bureau 306, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 7G7.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à _____ le _____ jour de _____

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX
AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS, MONSIEUR
RÉMY TRUDEL

Par : Rémy Trudel

Signé à _____ le _____ jour de _____

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA JEUNESSE, DU TOURISME, DU
LOISIR ET DU SPORT, MINISTRE RESPONSABLE DE LA FAUNE ET
DES PARCS ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DES
LAURENTIDES, MONSIEUR RICHARD LEGENDRE

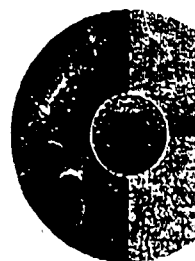
Par : R. Legendre

Signé à Lachute le 16ième jour de janvier 2003

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
D'ARGENTEUIL, MONSIEUR A. T. JOE GILMORE

Par : A. T. Joe Gilmore

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région des Laurentides comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 10, rue St-Joseph, bureau 306, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 7G7.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Québec le 12^{ième} jour de décembre 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX
AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS, MONSIEUR
RÉMY TRUBEL

Par : Rémy Trubel
Signé à Blainville le 12^{ième} jour de janvier 2003

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA JEUNESSE, DU TOURISME, DU
LOISIR ET DU SPORT, MINISTRE RESPONSABLE DE LA FAUNE ET
DES PARCS ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DES
LAURENTIDES, MONSIEUR RICHARD LEGENDRE

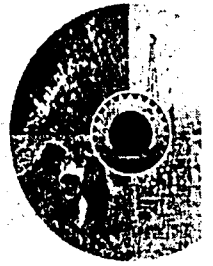
Par : R. Legendre

Signé à Lachute le 16^{ième} jour de janvier 2003

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
D'ARGENTEUIL, MONSIEUR A. T. JOE GILMORE

Par : A. T. Joe Gilmore

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE DEUX-MONTAGNES, personne morale de droit public ayant son siège social au 400, boulevard Deux-Montagnes, bureau 201, Deux-Montagnes (Québec) J7R 7C2 laquelle est dûment représentée par Monsieur Michel Leroux, préfet en vertu de la résolution adoptée le 28 mai 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

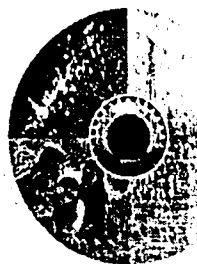
1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Deux-Montagnes s'applique sur le territoire suivant :

Les municipalités de Saint-Joseph-du-Lac, Oka (paroisse), Oka (village) et Saint-Placide ainsi que la communauté amérindienne de Kanesatake.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

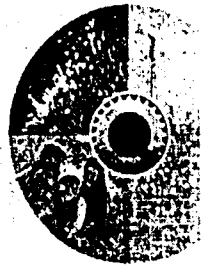
B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l'identification des champs d'intervention prioritaires;
- l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la Municipalité régionale de comte (MRC) de Deux-Montagnes les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

Pacte rural



- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) des Laurentides, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 339 999 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de La Municipalité régionale de comté (MRC) de Deux-Montagnes, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

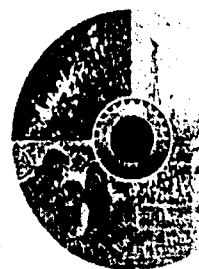
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 56 666 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
 - 56 666 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 75 555 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 75 555 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 75 557 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région des Laurentides comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 10, rue St-Joseph, bureau 306, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 7G7.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Québec le 5^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à Sainte-Adèle le 10^{ème} jour de juin 2002

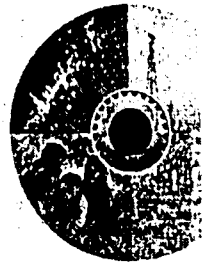
LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA JEUNESSE, DU
TOURISME, DU LOISIR ET DU SPORT, MINISTRE
RESPONSABLE DE LA FAUNE ET DES PARCS ET
MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DES
LAURENTIDES, MONSIEUR RICHARD LEGENDRE

Par : Richard Legendre

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE DEUX-MONTAGNES, MONSIEUR MICHEL
LEROUX

Par : Michel Leroux

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA RIVIÈRE-DU-NORD, personne morale de droit public ayant son siège social au 236, rue du Palais, Saint-Jérôme (Québec), J7Z 1X8 laquelle est dûment représentée par Monsieur Yves St-Onge, préfet en vertu de la résolution adoptée le 17 avril 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

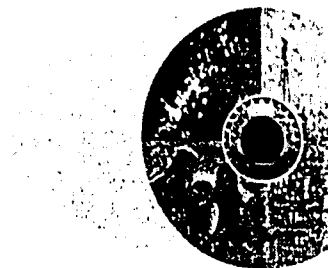
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*,

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de La Rivière-du-Nord s'applique sur le territoire suivant :

Les municipalités de Saint-Colomban, New-Glasgow, Sainte-Sophie, Prévost et Saint-Hippolyte.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation des projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

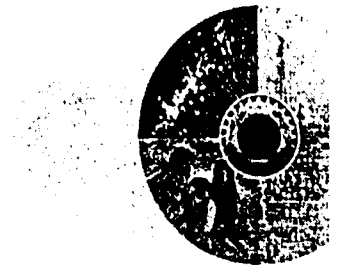
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l'identification des champs d'intervention prioritaires;
- l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) Rivière-du-Nord (SODESJ) les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) des Laurentides, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 802 917 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD Rivière-du-Nord (SODESJ), dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 133 820 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
- 133 820 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 178 426 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 178 426 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 178 425 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural

9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région des Laurentides comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 10, rue St-Joseph, bureau 306, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 7G7.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Québec le 5^e jour de juin 2002.

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à Sainte-Adèle le 10^{ème} jour de juin 2002

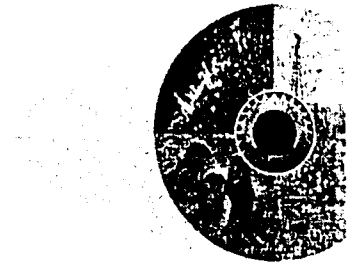
LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA JEUNESSE, DU
TOURISME, DU LOISIR ET DU SPORT, MINISTRE
RESPONSABLE DE LA FAUNE ET DES PARCS ET
MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DES
LAURENTIDES, MONSIEUR RICHARD LEGENDRE

Par : Richard Legendre

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE LA RIVIÈRE-DU-NORD, MONSIEUR YVES ST-ONGE

Par : Yves St-Onge

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES LAURENTIDES, personne morale de droit public ayant son siège social au 1111, chemin du Lac-Colibri, Saint-Faustin-Lac-Carré (Québec) J0T 1J2, laquelle est dûment représentée par monsieur Laurent Lachaine, préfet en vertu de la résolution adoptée le 9 mai 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

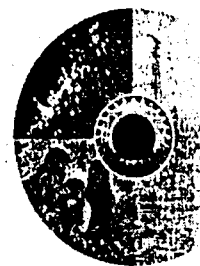
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC des Laurentides s'applique à toutes les municipalités, les communautés amérindiennes et les territoires non organisés de la MRC des Laurentides.

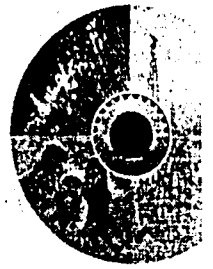
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC des Laurentides les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) des Laurentides, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 497 808 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC des Laurentides, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

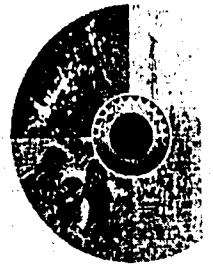
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 249 635 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
 - 249 635 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 332 846 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 332 846 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 332 846 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.



Pacte rural

9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région des Laurentides comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 10, rue St-Joseph, bureau 306, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 7G7.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Québec le 5^e jour de juin 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à Sainte-Adèle le 10^{ème} jour de juin 2002

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA JEUNESSE, DU
TOURISME, DU LOISIR ET DU SPORT, MINISTRE
RESPONSABLE DE LA FAUNE ET DES PARCS ET
MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DES
LAURENTIDES, MONSIEUR RICHARD LEGENDRE

Par : Richard Legendre

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DES LAURENTIDES, MONSIEUR LAURENT
LACHAINE

Par : Laurent Lachaine

Extrait du procès-verbal de la séance
du conseil de la municipalité régionale de
comté des Laurentides tenue le neuvième jour
du mois de mai de l'an deux mille deux

Rés. 2002.05.2882

Signature du pacte rural

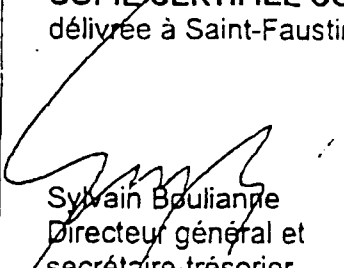
CONSIDÉRANT que pour initier la mise en application de la Politique nationale de la ruralité, il y a lieu de procéder à la signature du pacte rural pour concrétiser les engagements du ministre des Régions et la MRC des Laurentides relativement au partenariat qu'ils désirent établir;

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Gilbert Forget, appuyé par le conseiller André Lord et résolu à l'unanimité

QUE le préfet, monsieur Laurent Lachaine, soit et est autorisé à signer, pour et au nom de la MRC des Laurentides, le pacte rural à intervenir avec le gouvernement du Québec via le ministre des Régions, monsieur Rémy Trudel.

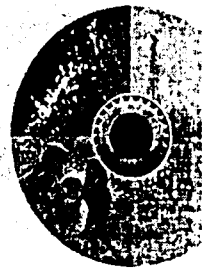
ADOPTÉE

COPIE CERTIFIÉE CONFORME,
délivrée à Saint-Faustin-Lac-Carré, ce 15 mai 2002.


Sylvain Boulianne
Directeur général et
secrétaire-trésorier

P.S. Veuillez noter que conformément aux dispositions du Code municipal la présente résolution est valide même si le procès-verbal dont elle est extraite sera approuvé ultérieurement.

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LES PAYS-D'EN-HAUT, personne morale de droit public ayant son siège social au 1320, boul. de Sainte-Adèle, Sainte-Adèle (Québec) J8B 2N5, laquelle est dûment représentée par monsieur Charles Garnier, préfet en vertu de la résolution adoptée le 14 mai 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

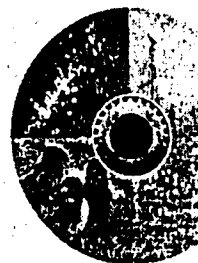
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC les Pays-d'en-Haut s'applique à « *Toutes les municipalités, les communautés amérindiennes et les territoires non organisés* » de la MRC les Pays-d'en-Haut.

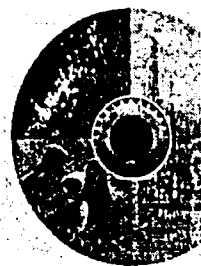
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier à la Société de développement économique des Pays-d'en-Haut (CLD) les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) des Laurentides, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 860 258 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre à la Société de développement économique des Pays-d'en-Haut (CLD), dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

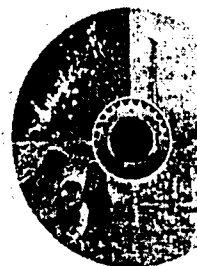
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 143 376 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
- 143 376 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 191 168 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 191 168 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 191 170 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



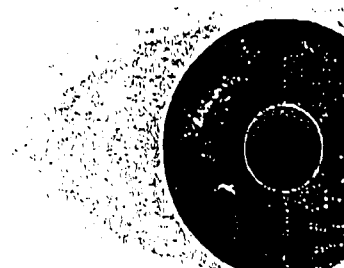
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région des Laurentides comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 10, rue St-Joseph, bureau 306, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 7G7.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Québec le 5^e jour de juin 2002.

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à Sainte-Adèle le 10^{ème} jour de juin 2002

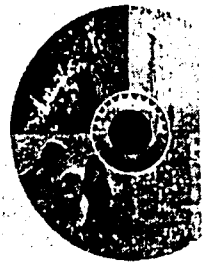
LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA JEUNESSE, DU
TOURISME, DU LOISIR ET DU SPORT, MINISTRE
RESPONSABLE DE LA FAUNE ET DES PARCS ET
MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DES
LAURENTIDES, MONSIEUR RICHARD LEGENDRE

Par : Richard Legendre

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ LES PAYS-D'EN-HAUT, MONSIEUR CHARLES
GARNIER

Par : Charles Garnier

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par Monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : La MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE MIRABEL, personne morale de droit public ayant son siège social au 14111, rue Saint-Jean, Mirabel (Québec) J7J 1Y3, laquelle est dûment représentée par monsieur Hubert Meilleur, préfet en vertu de la résolution adoptée le 2 avril 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

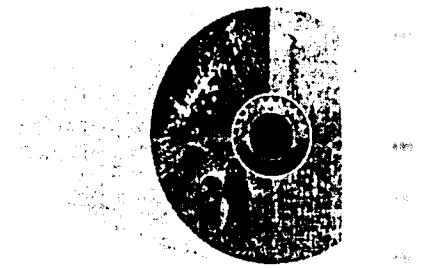
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Mirabel s'applique à tout le territoire de la MRC de Mirabel.

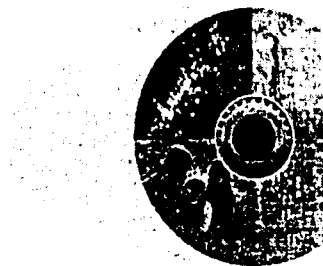
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Mirabel les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) des Laurentides, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 534 200 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Mirabel, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

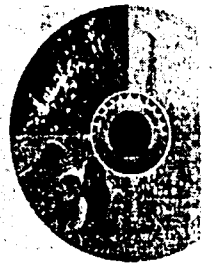
Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 89 033 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
 - 89 033 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 118 711 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 118 711 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 118 712 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

Pacte rural



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière..

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région des Laurentides comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 10, rue St-Joseph, bureau 306, Saint-Jérôme (Québec) J7Z 7G7.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Québec le 5^e jour de juin 2002.

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS, MONSIEUR RÉMY TRUDEL

Par : Remy Trudel

Signé à Sainte-Adèle le 10^{ème} jour de juin 2002

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA JEUNESSE, DU
TOURISME, DU LOISIR ET DU SPORT, MINISTRE
RESPONSABLE DE LA FAUNE ET DES PARCS ET
MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉGION DES
LAURENTIDES, MONSIEUR RICHARD LEGENDRE

Par : Richard Legendre

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE MIRABEL, MONSIEUR HUBERT MEILLEUR

Par : Hubert Meilleur



Pacte rural

Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ D'ACTON, personne morale de droit public ayant son siège social au 1037, rue Beaugrand, case postale 1590, Acton Vale (Québec) J0H 1A0, laquelle est dûment représentée par M. Richard Gauthier, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 12 juin 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

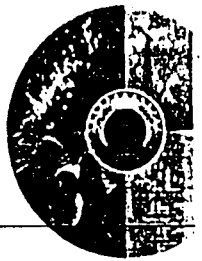
Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC d'Acton s'applique sur le territoire suivant :

Pacte rural



toutes les municipalités incluses dans la MRC d'Acton.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l'identification des champs d'intervention prioritaires;
- l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la région d'Acton les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Montérégie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

Pacte rural



- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 832 185 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la région d'Acton, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 138 698 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
- 138 698 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 184 930 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 184 930 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 184 929 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural

9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Montérégie comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 201, place Charles-Le Moyne, bureau 4.05, Longueuil (Québec) J4K 2T5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à SAINT-MATHIEU-DE-LE le 27^e jour de juin 2002
(B-21000)

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS,


Monsieur Rémy Trudel

LA MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES,
MINISTRE DES FINANCES, ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE LA MONTERÉGIE


Madame Pauline Marois

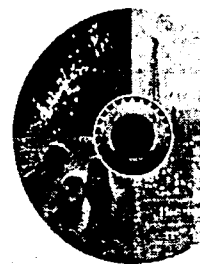
LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ D'ACTON,


Monsieur Richard Gauthier

TÉMOIN

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES, MINISTRE
RESPONSABLE DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS
DÉMOCRATIQUES ET DÉPUTÉ DE BORDUAS


Monsieur Jean-Pierre Charbonneau



Pacte rural

Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE BEAUHARNOIS-SALABERRY, personne morale de droit public ayant son siège social au 660, rue Ellice, suite 200, Beauharnois (Québec) J6N 1Y1, laquelle est dûment représentée par M. Yves Daoust, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 19 juin 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

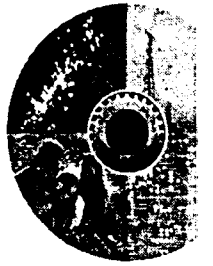
1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Beauharnois-Salaberry s'applique sur le territoire suivant :

Saint-Urbain-Premier;
Sainte-Martine;
Saint-Louis-de-Gonzague;
Saint-Étienne-de-Beauharnois;
Saint-Stanislas-de-Kostka.

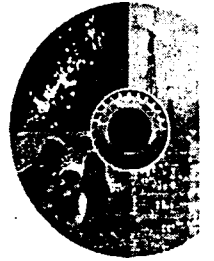
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) Beauharnois-Salaberry les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Montérégie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 531 243 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD Beauharnois-Salaberry, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

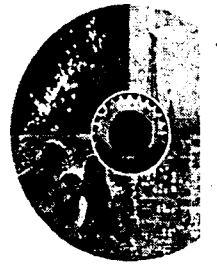
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 88 541 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
- 88 541 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 118 054 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 118 054 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 118 053 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Montérégie comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 201, Place Charles-Le Moyne, bureau 4.05, Longueuil (Québec) J4K 2T5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Beloeil le dix-septième jour de septembre 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS


Monsieur Remy Trudel

LA MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES,
MINISTRE DES FINANCES, ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE LA MONTERÉGIE


Madame Pauline Marois

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE BEAUHARNOIS-SALABERRY


Monsieur Yves Daoust



Pacte rural

- Entre :** LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE DE L'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,
- Et :** LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE BROME-MISSISQUOI, personne morale de droit public ayant son siège social au 749, rue Principale, Cowansville (Québec) J2K 1J8, laquelle est dûment représentée par M. Arthur Fauteux, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 18 juin 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Brome-Missisquoi s'applique sur le territoire suivant :

Pacte rural



Brigham; Bolton-Ouest; Sutton (CT); Saint-Ignace-de-Stanbridge; Brome; Dunham;
Notre-Dame-de-Stanbridge; East Farnham; Abercorn; Farnham; Lac-Brome; Frelighsburg;
Saint-Pierre-de-Véronne-à-Pike-River; Bedford (V); Saint-Armand; Bedford (CT);
Stanbridge Station; Sutton (V); Stanbridge East; Sainte-Sabine.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l'identification des champs d'intervention prioritaires;
- l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) Brome-Missisquoi les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Montérégie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

Pacte rural



- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 197 364 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD Brome-Missisquoi, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 199 561 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de :
- 199 561 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 266 081 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 266 081 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 266 080 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural

9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Montérégie comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 201, Place Charles-Le Moyne, bureau 4.05, Longueuil (Québec) J4K 2T5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Saint-Nathaniel-de-Beloeil le 27^e jour de juin 2002

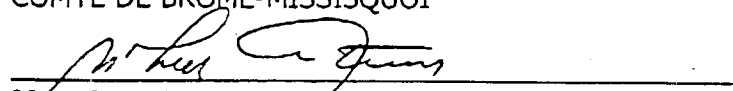
LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS


Monsieur Remy Trudel

LA MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES,
MINISTRE DES FINANCES, ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE LA MONTERÉGIE

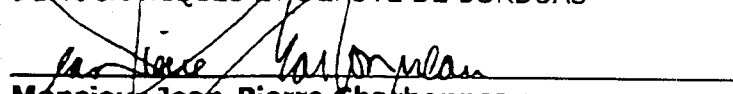

Madame Pauline Marois

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE BROME-MISSISQUOI

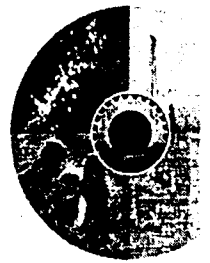

Monsieur Arthur Fauteux

TÉMOIN

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES, MINISTRE
RESPONSABLE DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS
DÉMOCRATIQUES ET DÉPUTÉ DE BORDUAS


Monsieur Jean-Pierre Charbonneau

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LA HAUTE-YAMASKA, personne morale de droit public ayant son siège social 142, rue Dufferin, bureau 100, Granby (Québec) J2G 4X1, laquelle est dûment représentée par M. Gilles Groulx, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 11 juillet 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

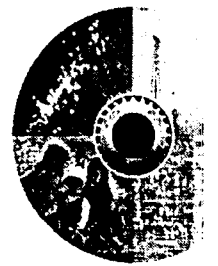
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de La Haute-Yamaska s'applique sur le territoire suivant :

Saint-Alphonse; Shefford; Sainte-Cécile-de-Milton;
Waterloo; Saint-Joachim-de-Shefford; Bromont;
Warden; Roxton Pond.

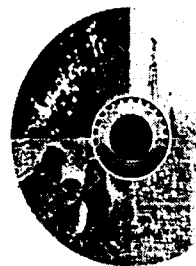
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) Haute-Yamaska les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Montérégie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 885 172 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD Haute-Yamaska, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

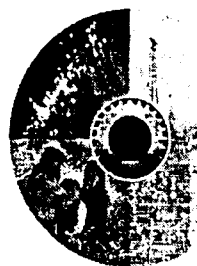
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 147 529 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
- 147 529 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 196 705 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 196 705 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 196 704 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



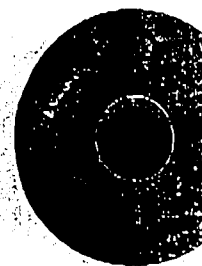
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Montérégie comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 201, Place Charles-Le Moyne, bureau 4.05, Longueuil (Québec) J4K 2T5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Beloeil le dix-septième jour de septembre 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS


Monsieur Remy Trudel

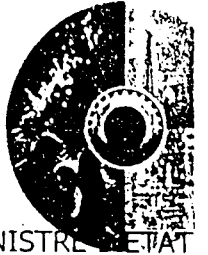
LA MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES,
MINISTRE DES FINANCES, ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE LA MONTERÉGIE


Madame Pauline Marois

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ LA HAUTE-YAMASKA


Monsieur Gilles Groulx

COPIE



Pacte rural

Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LAJEMMERAIS, personne morale de droit public ayant son siège social au 609, rue Marie-Victorin, Verchères (Québec) J0L 2R0, laquelle est dûment représentée par M. Yvon Major, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 13 juin 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des initiatives innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Lajemmerais s'applique sur le territoire suivant :



Pacte rural

Calixa-Lavallée.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.

B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :

- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
- la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
- l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
- l'identification des champs d'intervention prioritaires;
- l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
- l'identification des résultats attendus.

C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.

D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de Lajemmerais les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.

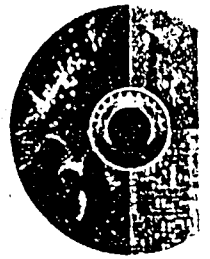
E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Montérégie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pacte rural



Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 208 941 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Lajemmerais, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 34 823 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
 - 34 823 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 46 431 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 46 431 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 46 433 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural

9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Montérégie comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 201, Place Charles-Le Moyne, bureau 4.05, Longueuil (Québec) J4K 2T5.


EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Saint-Mathieu-de-Beloeil le 27^e jour de juin 2002


LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS


Monsieur Rémy Trudel

LA MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES,
MINISTRE DES FINANCES, ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE LA MONTERÉGIE


Madame Pauline Marois

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ LAJEMMERAIS


Monsieur Yvon Major Jacques Moreau
Préfet suppléant

TÉMOIN

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES, MINISTRE
RESPONSABLE DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS
DÉMOCRATIQUES ET DÉPUTÉ DE BORDUAS


Monsieur Jean-Pierre Charbonneau



Pacte rural

Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LA VALLÉE-DU-RICHELIEU, personne morale de droit public ayant son siège social au 630, rue Richelieu, Beloeil (Québec) J3G 5E8, laquelle est dûment représentée par M. Pierre Bourbonnais, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 6 juin 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

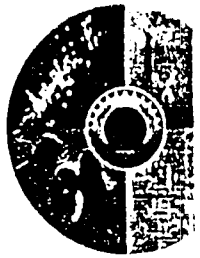
Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

2. Territoire

Pacte rural



Le Pacte rural de la MRC de La Vallée-du-Richelieu s’applique sur le territoire suivant :

Saint-Marc-sur-Richelieu; Saint-Charles-sur-Richelieu; Saint-Antoine-sur-Richelieu;
Saint-Mathieu-de-Beloeil; Saint-Denis-sur-Richelieu; Saint-Jean-Baptiste.

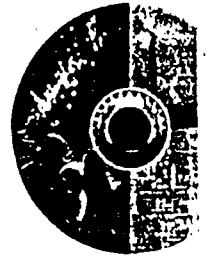
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s’engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l’article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d’animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d’organisation et d’action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d’enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l’identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l’identification des champs d’intervention prioritaires;
 - l’identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l’identification des résultats attendus.
- C- La MRC s’engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s’engage à confier au Centre local de développement (CLD) Vallée-du-Richelieu les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s’engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Montérégie, à l’identification des enjeux ainsi qu’à la mise en œuvre de projets ou d’ententes à caractère régional.
- F- La MRC s’engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d’activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l’article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 384 173 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD Vallée-du-Richelieu, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 64 029 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
 - 64 029 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 85 372 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 85 372 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 85 371 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



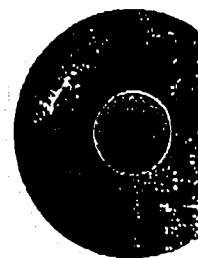
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

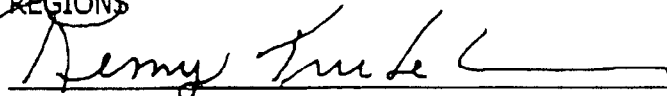
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Montérégie comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 201, Place Charles-Le Moyne, bureau 4.05, Longueuil (Québec) J4K 2T5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à SAINT-MATHIEU-DE- le 27^e jour de Juin 2002
Beloeil

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS


Monsieur Remy Trudel

LA MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES,
MINISTRE DES FINANCES, ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE LA MONTERÉGIE



Madame Pauline Marois

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ LA VALLÉE-DU-RICHELIEU

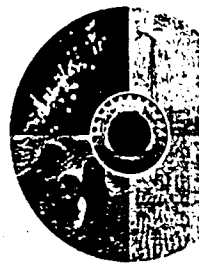

Monsieur Pierre Bourbonnais

TÉMOIN

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES, MINISTRE
RESPONSABLE DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS
DÉMOCRATIQUES ET DÉPUTÉ DE BORDUAS


Monsieur Jean-Pierre Charbonneau

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LE BAS-RICHELIEU, personne morale de droit public ayant son siège social 1275, chemin des Patriotes, Sorel-Tracy (Québec) J3P 2N4, laquelle est dûment représentée par M. Olivar Gravel, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 8 janvier 2003;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

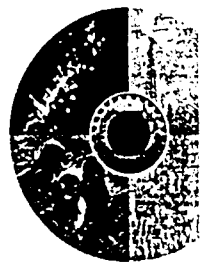
1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Le Bas-Richelieu s'applique sur le territoire suivant :

Saint-David; Saint-Ours; Massueville;
Saint-Roch-de-Richelieu; Saint-Gérard-Majella;
Saint-Aimé; Sainte-Victoire-de-Sorel;
Saint-Robert; Yamaska (Yamaska, Yamaska-Est, Saint-Michel-d'Yamaska).

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) du Bas-Richelieu les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Montérégie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 822 122 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD du Bas-Richelieu, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

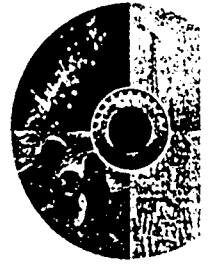
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 137 020 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
- 137 020 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 182 694 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 182 694 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 182 694 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



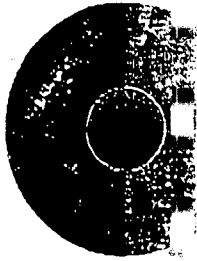
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Montérégie comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 201, Place Charles-Le Moyne, bureau 4.05, Longueuil (Québec) J4K 2T5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Sorel-Tracy le 24^e jour de Fevrier 2003

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS

Monsieur Remy Trudel

LA MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES
MINISTRE DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ÉNERGIE,
RECHERCHE, ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA
RÉGION MONTERÉGIE

Madame Pauline Marois

TÉMOIN

LE MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉDUCATION ET À L'EMPLOI
MINISTRE DE L'ÉDUCATION ET DÉPUTÉ DE RICHELIEU

Monsieur Sylvain Simard

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ LE BAS-RICHELIEU

Monsieur Olivar Gravel

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LE HAUT-RICHELIEU, personne morale de droit public ayant son siège social 380, 4^e Avenue, case postale 90, Iberville (Québec) J2X 1W9, laquelle est dûment représentée par Mme Christiane Marcoux, préfète, en vertu de la résolution adoptée le 11 septembre 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

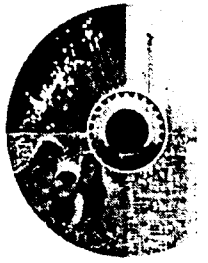
1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.



Pacte rural

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Le Haut-Richelieu s'applique sur le territoire suivant :

Venise-en-Québec; Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix; Sainte-Anne-de-Sabrevois;
Sainte-Brigide-d'Iberville; Henryville; Saint-Blaise-sur-Richelieu;
Noyan; Saint-Sébastien; Mont-Saint-Grégoire;
Saint-Georges-de-Clarenceville; Saint-Alexandre;
Saint-Valentin; Lacolle.

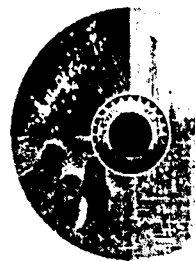
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Conseil économique du Haut-Richelieu (CLD) les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Montérégie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 880 116 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au Conseil économique du Haut-Richelieu (CLD), dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

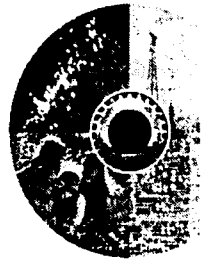
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 146 686 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
- 146 686 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 195 581 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 195 581 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 195 582 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Montérégie comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 201, Place Charles-Le Moyne, bureau 4.05, Longueuil (Québec) J4K 2T5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Beloeil le dix-septième jour de septembre 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS

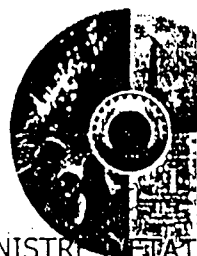

Monsieur Remy Trudel

LA MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES,
MINISTRE DES FINANCES, ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE LA MONTERÉGIE


Madame Pauline Marois

LA PRÉFÈTE DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ LE HAUT-RICHELIEU


Madame Christiane Marcoux



Pacte rural

Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE DE L'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ LE HAUT-SAINT-LAURENT, personne morale de droit public ayant son siège social au 10, rue King, suite 400, Huntingdon (Québec) J0S 1H0, laquelle est dûment représentée par M. Paul-Maurice Patenaude, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 12 juin 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC Le Haut-Saint-Laurent s'applique sur le territoire suivant :

Pacte rural



toutes les municipalités, communautés amérindiennes et territoires non organisés de la MRC Le Haut-Saint-Laurent.

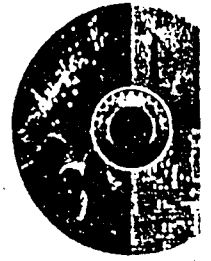
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) du Haut-Saint-Laurent les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Montérégie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 867 674 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD du Haut-Saint-Laurent, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 144 612 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
 - 144 612 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 192 816 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 192 816 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 192 818 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural

9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Montérégie comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 201, Place Charles-Le Moyne, bureau 4.05, Longueuil (Québec) J4K 2T5.


EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Saint-Mathieu-de-Belleville 27^e jour de juin 2002

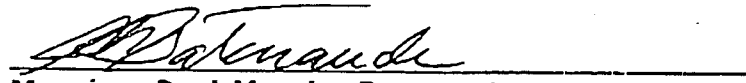
LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS


Monsieur Remy Trudel

LA MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES,
MINISTRE DES FINANCES, ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE LA MONTERÉGIE

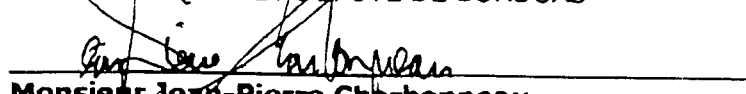

Madame Pauline Marois

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ LE HAUT-SAINT-LAURENT

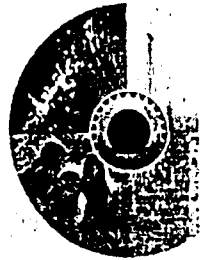

Monsieur Paul-Maurice Patenaude

TÉMOIN

LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES, MINISTRE
RESPONSABLE DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS
DÉMOCRATIQUES ET DÉPUTÉ DE BORDUAS


Monsieur Jean-Pierre Charbonneau

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DES JARDINS-DE-NAPIERVILLE, personne morale de droit public ayant son siège social au 361, rue Saint-Jacques, case postale 1030, Napierville (Québec) J0J 1L0, laquelle est dûment représentée par M. Marcel Roy, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 8 mai 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

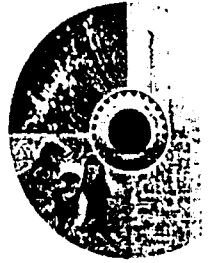
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC des Jardins-de-Napierville s'applique sur le territoire suivant :

toutes les municipalités incluses dans la MRC des Jardins-de-Napierville.

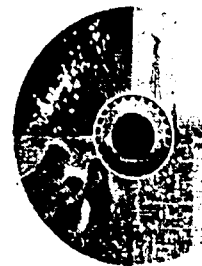
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) des Jardins-de-Napierville les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de développement (CRD) de la Montérégie, à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 802 030 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC, les CLD et le CRD de la région, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de Vaudreuil-Soulanges, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

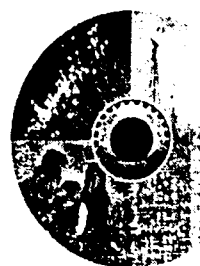
Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 133 672 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, un versement de:
- 133 672 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
- 178 229 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
- 178 229 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
- 178 228 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

Pacte rural



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

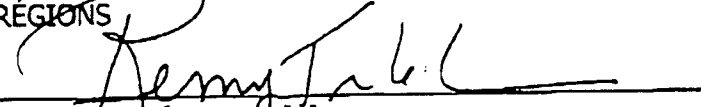
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région de la Montérégie comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 201, Place Charles-Le Moyne, bureau 4.05, Longueuil (Québec) J4K 2T5.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Beloeil le dix-septième jour de septembre 2002

LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS
ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, MINISTRE DES
RÉGIONS


Monsieur Remy Trudel

LA MINISTRE D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE ET AUX FINANCES
MINISTRE DES FINANCES, ET MINISTRE RESPONSABLE
DE LA RÉGION DE LA MONTERÉGIE


Madame Pauline Marois

LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE D
COMTÉ VAUDREUIL-SOULANGES


Monsieur Normand Ménard



Pacte rural

Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté d'Arthabaska, personne morale de droit public ayant son siège social au 40, route de la Grande-Ligne, Victoriaville (Québec), G6P 6R9, laquelle est dûment représentée par Monsieur Claude Bachand, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 17 avril 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC d'Arthabaska s'applique sur le territoire suivant :

- le territoire de 23 des 24 municipalités de la MRC d'Arthabaska énumérées ci-après : Saints-Martyrs-Canadiens, Ham-Nord, Notre-Dame-de-Ham, Saint-Rémi-de-Tingwick, Tingwick, Chesterville, Chester-Est, Saint-Norbert-d'Arthabaska, Norbertville, Warwick, Saint-Albert, Saint-Christophe-d'Arthabaska, Sainte-Élisabeth-de-Warwick, Kingsey Falls, Sainte-Séraphine, Sainte-Clotilde-de-Horton, Saint-Samuel, Saint-Valère, Saint-Rosaire, Sainte-Anne-du-Sault, Daveluyville, Maddington et Saint-Louis-de-Blandford;

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC d'Arthabaska les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement du Centre-du-Québec (CRCDCQ), à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 965 463 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC et les CLD de la région, le CRCDCQ, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC d'Arthabaska, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

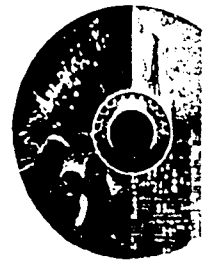
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 160 911 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, des versements totalisant 804 552 \$, dont :
 - 160 911 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 214 547 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 214 547 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 214 547 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



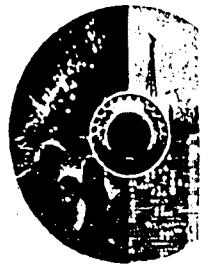
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Centre-du-Québec comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 62, rue Saint-Jean-Baptiste, 1^{er} étage, Victoriaville (Québec), G6P 4E3.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Princerville le 17^e jour de juin 2002

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX
RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
ET MINISTRE DES RÉGIONS**

Monsieur Remy Trudel

**LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX TRANSPORTS ET
À LA POLITIQUE MARITIME ET MINISTRE
RESPONSABLE DE LA RÉGION DU
CENTRE-DU-QUÉBEC**

Monsieur Jacques Baril

**LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ D'ARTHABASKA**

Monsieur Claude Bachand

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté de Bécancour, personne morale de droit public ayant son siège social au 3689, boulevard Bécancour, bureau 1, Bécancour (Québec), G9H 3W7, laquelle est dûment représentée par Monsieur Maurice Richard, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 10 avril 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

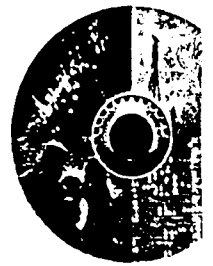
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Bécancour s'applique sur le territoire suivant :

- le territoire de chacune des 12 municipalités de la MRC de Bécancour énumérées ci-après :
Saint-Sylvere, Bécancour, Sainte-Marie-de-Blandford, Lemieux, Manseau, Sainte-Françoise, Sainte-Sophie-de-Lévrard, Fortierville, Sainte-Cécile-de-Lévrard, Saint-Pierre-les-Becquets, Parisville et Deschaillons-sur-Saint-Laurent;
- et s'applique également au territoire de la communauté abénaquise de Wôlinak.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de Bécancour les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement du Centre-du-Québec (CRCDCCQ), à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

Pacte rural



G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 907 339 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC et les CLD de la région, le CRCDCQ, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de Bécancour, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 151 223 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, des versement totalisant 756 116 \$, dont :
 - 151 223 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 201 631 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 201 631 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 201 631 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

Pacte rural



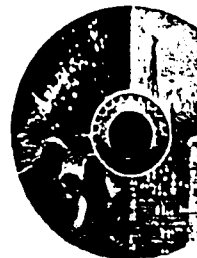
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Centre-du-Québec comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 62, rue Saint-Jean-Baptiste, 1^{er} étage, Victoriaville (Québec), G6P 4E3.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Princville le 17^e jour de juin 2002

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX
RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
ET MINISTRE DES RÉGIONS**

Monsieur Remy Trudel

**LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX TRANSPORTS ET
À LA POLITIQUE MARITIME ET MINISTRE
RESPONSABLE DE LA RÉGION
DU CENTRE-DU-QUÉBEC**

Monsieur Jacques Baril

**LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE BÉCANCOUR**

Monsieur Maurice Richard

Pacte rural



- Entre :** LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,
- Et :** La Municipalité régionale de comté de Drummond, personne morale de droit public ayant son siège social au 436, rue Lindsay, Drummondville (Québec), J2B 1G6, laquelle est dûment représentée par Madame Francine Ruest-Jutras, préfète, en vertu de la résolution adoptée le 1^{er} mai 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*,

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Drummond s'applique sur le territoire suivant :

- le territoire de 18 des 21 municipalités de la MRC de Drummond énumérées ci-après :
Saint-Félix-de-Kingsey, Saint-Guillaume, Lefebvre, L'Avenir, Saint-Lucien, Saint-Bonaventure, Saint-Cyrille-de-Wendover, Notre-Dame-du-Bon-Conseil (VL), Notre-Dame-du-Bon-Conseil (P), Sainte-Brigitte-des-Saults, Saint-Joachim-de-Courval, Saint-Eugène, Durham-Sud, Wickham, Saint-Edmond-de-Grantham, Sainte-Majorique-de-Grantham, Saint-Germain-de-Grantham et Saint-Pie-de-Guire;

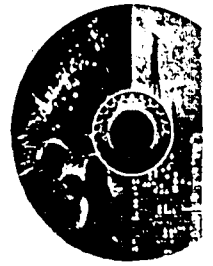
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier à la Société de développement économique de Drummondville (Centre local de développement (CLD) Drummond) les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement du Centre-du-Québec (CRCD CQ), à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 953 231 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC et les CLD de la région, le CRCDCQ, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre à la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond), dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 158 872 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, des versements totalisant 794 359 \$, dont :
 - 158 872 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 211 829 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 211 829 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 211 829 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.

Pacte rural



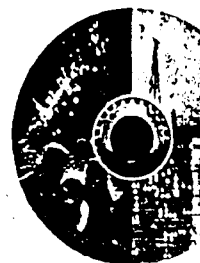
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.


10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Centre-du-Québec comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 62, rue Saint-Jean-Baptiste, 1^{er} étage, Victoriaville (Québec), G6P 4E3.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Princerville le 17^e jour de juin 2002

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX
RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
ET MINISTRE DES RÉGIONS**


Monsieur Remy Trudel

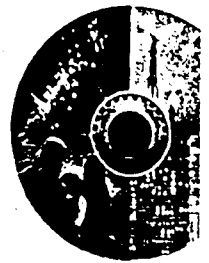
**LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX TRANSPORTS ET
À LA POLITIQUE MARITIME ET MINISTRE
RESPONSABLE DE LA RÉGION
DU CENTRE-DU-QUÉBEC**


Monsieur Jacques Baril

**LA PRÉFÈTE DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE DRUMMOND**


Madame Francine Ruest-Jutras

Pacte rural



Entre : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS,

ci-après appelé le ministre,

Et : La Municipalité régionale de comté de l'Érable, personne morale de droit public ayant son siège social au 1783, Avenue Saint-Édouard, bureau 300, Plessisville (Québec), G6L 2K8, laquelle est dûment représentée par Monsieur Laurent Carignan, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 10 avril 2002;

ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

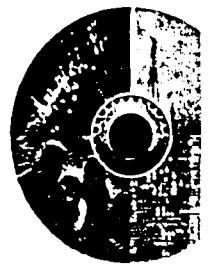
Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*:

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de l'Érable s'applique sur le territoire suivant :

- le territoire de chacune des 11 municipalités de la MRC de l'Érable énumérées ci-après : Saint-Ferdinand, Sainte-Sophie-d'Halifax, Princeville, Plessisville (V), Plessisville (P), Inverness, Saint-Pierre-Baptiste, Lyster, Laurierville, Notre-Dame-de-Lourdes et Villeroy.

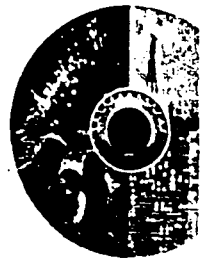
3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment :
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de l'Érable les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement du Centre-du-Québec (CRCDCQ), à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.
- F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.
- G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

Pacte rural



5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 121 295 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC et les CLD de la région, le CRCDCQ, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de l'Érable, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 186 883 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, des versement totalisant 934 412 \$, dont :
 - 186 883 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 249 177 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 249 177 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 249 175 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Centre-du-Québec comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 62, rue Saint-Jean-Baptiste, 1^{er} étage, Victoriaville (Québec), G6P 4E3.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Princville le 17^e jour de juin 2002

**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX
RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
ET MINISTRE DES RÉGIONS**

Monsieur Rémy Trudel

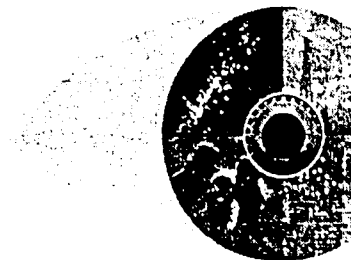
**LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX TRANSPORTS ET
À LA POLITIQUE MARITIME ET MINISTRE
RESPONSABLE DE LA RÉGION
DU CENTRE-DU-QUÉBEC**

Monsieur Jacques Baril

**LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE L'ÉRABLE**

Monsieur Laurent Carignan

Pacte rural



ANNEXE A RÈGLES ET MODALITÉS D'ATTRIBUTION DES AIDES CONSENTIES POUR LA MISE EN OEUVRE DU PACTE RURAL

Cadre général d'application

La *Politique nationale de la ruralité* vise à :

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie des collectivités rurales et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens au développement de leur communauté et assurer la pérennité du monde rural.

Pour ce faire, le gouvernement du Québec et les Municipalités régionales de comté (MRC) et territoires assimilés visés par la politique s'engagent notamment, par le Pacte rural :

- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation, et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
- à appuyer les opérations nécessaires à la réalisation de projets;
- à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire rural de la MRC.

Règles et modalités d'utilisation des sommes

Organismes admissibles

- toute municipalité, organisme municipal et MRC, ainsi que les conseils de bande des communautés autochtones identifiés dans le Pacte rural;
- organismes à but non lucratif et incorporés, les coopératives de solidarité et les coopératives de consommateurs;
- organismes des réseaux de l'éducation, de la santé ou des services sociaux couvrant en tout ou en partie le territoire identifié dans le Pacte rural.

Dépenses admissibles

- les traitements et les salaires des employés, des stagiaires et autres employés assimilés, y inclus les charges sociales de l'employeur et les avantages sociaux;
- les coûts d'honoraires professionnels;
- les dépenses en capital telles que terrain, bâtisse, équipement, machinerie, matériel roulant, frais d'incorporation et toute autre dépense de même nature;
- l'acquisition de technologies de logiciels ou progiciels, de brevets et toute autre dépense de même nature; les besoins de fonds de roulement calculés pour la première année d'opération;
- les autres coûts inhérents à l'élaboration et à la réalisation des projets.

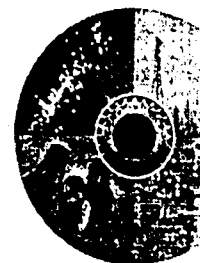
Restrictions

Les dépenses allouées à la réalisation d'un projet qui sont antérieures à la signature du Pacte rural ne sont pas admissibles. L'aide financière consentie ne peut servir au financement du service de la dette, au remboursement d'emprunts à venir ou au financement d'un projet déjà réalisé. Cette aide intervient en complément des autres aides gouvernementales.

Nature de l'aide détermination du montant et modalités de versement

Le montant de l'aide financière sera déterminé par la MRC et versé sous forme de subventions. Les projets autorisés feront l'objet d'un protocole d'entente entre la MRC et l'organisme admissible. Ce protocole définira les conditions de versement de l'aide financière et les obligations des parties.

Pacte rural



Cumul des aides consenties

Le cumul des aides du gouvernement du Québec et du fédéral, y inclus l'aide provenant du Pacte rural, ne pourra excéder, par MRC, 80 % des coûts de l'ensemble des projets (ce taux devra être atteint au cours de la troisième année d'application du Pacte rural). Par ailleurs, le taux d'aide sera limité à 70 % pour les dépenses en capital et pourra être majoré de 10 % pour les projets situés dans les municipalités rurales en difficulté identifiées dans le plan de travail du Pacte rural de la MRC.

Modalités particulières à l'aide aux entreprises

Si elle le souhaite, la MRC pourra financer le CLD à même l'enveloppe du Pacte rural pour les projets de démarrage d'entreprises individuelles ou collectives, y inclus le micro crédit et le « seed-money », issus de la problématique et de la démarche de réflexion, d'organisation et d'action initiée par les communautés rurales et ayant fait l'objet d'un consensus dans le processus du Pacte rural.

Cette aide sera versée par le CLD comme complément aux programmes existants et dans le respect des normes des activités du CLD.



Pacte rural

- Entre :** LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Rémy Trudel, MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET MINISTRE DES RÉGIONS,
ci-après appelé le ministre,
- Et :** La Municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska, personne morale de droit public ayant son siège social au 275-1, rue de Mgr-Courchesne, Nicolet (Québec), J3T 1B6, laquelle est dûment représentée par Monsieur Raymond Bilodeau, préfet, en vertu de la résolution adoptée le 21 mars 2002;
ci-après appelée la MRC.

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté la *Politique nationale de la ruralité* et que le ministre des Régions est chargé de son application;

ATTENDU QUE cette politique s'inscrit dans le prolongement, et comme complément, de la *Politique de soutien au développement local et régional*;

ATTENDU QUE cette politique axée sur l'engagement et l'innovation entend offrir aux collectivités rurales les moyens de se mobiliser dans une véritable corvée afin d'initier des projets en vue d'améliorer les conditions de vie de leur population;

ATTENDU QUE cette corvée vise aussi à mettre en place des approches innovantes qui font appel à la mise en valeur du potentiel du développement local, et qui se fondent sur la valorisation des ressources humaines, naturelles et patrimoniales des milieux;

ATTENDU QUE le gouvernement a identifié la MRC pour assurer l'engagement de la collectivité et des partenaires du milieu dans la dynamisation des territoires ruraux;

ATTENDU QUE le gouvernement entend soutenir, accompagner et stimuler la capacité de développement du territoire de la MRC, conclure un pacte rural et allouer une aide financière à la MRC pour le réaliser.

Le ministre et la MRC conviennent de ce qui suit:

PARTIE I

1. Objet du Pacte rural

Le Pacte rural a pour objet de fixer les engagements du ministre et de la MRC relativement au partenariat qu'ils désirent établir en vue de la mise en application de la *Politique nationale de la ruralité*;

Le Pacte rural est un dispositif qui permet à l'État et à la collectivité de joindre leurs forces pour agir de manière globale, cohérente et à long terme sur le territoire rural en tenant compte de ses particularités, de ses forces et de son potentiel;

Le Pacte rural vise à promouvoir le développement du milieu rural en fonction des trois orientations de la *Politique nationale de la ruralité*.

- stimuler et soutenir le développement durable et la prospérité des collectivités rurales;
- assurer la qualité de vie de ces collectivités et renforcer leur pouvoir d'attraction;
- soutenir l'engagement des citoyens et des citoyennes envers le développement de leur communauté.

Pacte rural



2. Territoire

Le Pacte rural de la MRC de Nicolet-Yamaska s'applique sur le territoire suivant :

- le territoire de chacune des 16 municipalités de la MRC de Nicolet-Yamaska énumérées ci-après :
Sainte-Eulalie, Aston-Jonction, Saint-Wenceslas, Saint-Célestin (VL), Saint-Célestin (M), Nicolet, Saint-Léonard-d'Aston, Sainte-Perpétue, Sainte-Monique, Grand-Saint-Esprit, Saint-Elphège, La Visitation-de-Yamaska, Saint-Zéphirin-de-Courval, Baie-du-Febvre, Saint-François-du-Lac et Pierreville;
- et s'applique également au territoire de la communauté abénaquise d'Odanak.

3. Durée

Le Pacte rural a une durée de cinq ans à compter de la date de signature et il ne peut être reconduit tacitement.

4. Engagements de la MRC

- A- Dans le cadre de ses compétences, la MRC s'engage à contribuer à la mise en œuvre de la *Politique nationale de la ruralité*, à promouvoir le développement du territoire visé à l'article 2 et à mettre en place les conditions favorables de partenariat, d'animation et de soutien. Pour réaliser ces engagements, elle verra notamment:
- à entreprendre une démarche de réflexion, d'organisation et d'action au sein de chaque communauté rurale et au niveau de la MRC;
 - à appuyer les opérations menant à la réalisation de projets;
 - à identifier et à établir les initiatives pour soutenir les actions des communautés du territoire visé.
- B- La MRC doit déposer auprès du ministre, au plus tard 90 jours après la signature du Pacte, un plan de travail qui tient compte des planifications existantes aux paliers de la MRC et de la région et qui regroupe six éléments :
- la démarche privilégiée visant à mobiliser chaque communauté rurale en vue d'enclencher la corvée rurale en faisant appel au leadership des élus locaux;
 - la description de la structure organisationnelle devant assurer la mise en œuvre du Pacte rural;
 - l'identification et la participation des différents partenaires, y compris des comités de relance locaux;
 - l'identification des champs d'intervention prioritaires;
 - l'identification des parties dévitalisées de leur territoire et des actions nécessaires pour améliorer leur situation;
 - l'identification des résultats attendus.
- C- La MRC s'engage à adopter et à déposer, chaque année, auprès du ministre, un plan de travail actualisé.
- D- Dans la mise en œuvre du Pacte rural, la MRC s'engage à confier au Centre local de développement (CLD) de la MRC de Nicolet-Yamaska les responsabilités relatives au mandat de cet organisme prévu à la *Loi sur le ministère des Régions*.
- E- La MRC s'engage à collaborer avec le Conseil régional de concertation et de développement du Centre-du-Québec (CRCD CQ), à l'identification des enjeux ainsi qu'à la mise en œuvre de projets ou d'ententes à caractère régional.

Pacte rural



F- La MRC s'engage à rendre publics annuellement les activités et les résultats atteints en vertu du Pacte rural.

G- La MRC produira un rapport d'activités comprenant les retombées de la mise en œuvre du pacte, tel que prévu au paragraphe « k » de l'article 8.

5. Engagements du ministre

Pour réaliser les objets du Pacte rural, le ministre s'engage à :

- a) attribuer à la MRC une aide financière maximale de 1 123 240 \$. Cette aide financière est versée sur une période de cinq ans selon les modalités prévues à l'article 7;
- b) demander au sous-ministre adjoint de la région de s'assurer de la collaboration des membres de la Conférence administrative régionale (CAR), dans le cadre de la mise en œuvre de la *Politique nationale de ruralité* et du Pacte rural en mettant notamment à contribution leurs connaissances et leur expertise, de même que leurs mesures et leurs programmes;
- c) demander également au sous-ministre adjoint de la région d'organiser chaque année une rencontre entre les MRC et les CLD de la région, le CRCDCQ, le ministre responsable de la région et les membres de la CAR, concernés par la Politique, pour faire état de la mise en œuvre du Pacte.

6. Engagement conjoint

Le ministre des Régions et la MRC conviennent de transmettre au CLD de la MRC de Nicolet-Yamaska, dans le cadre du protocole d'entente convenu entre le ministère des Régions, la MRC et le CLD, l'attente signifiée suivante : le CLD devra affecter son agent rural pour appuyer la mise en œuvre du Pacte rural.

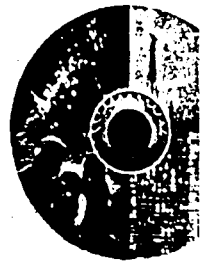
7. Versements

Le montant de l'aide financière¹ octroyée par le ministre est versé à la MRC selon les modalités qui suivent :

- pour l'exercice financier 2002-2003, un premier versement de 187 207 \$ est effectué à la MRC, à la suite de l'accord des parties sur le plan de travail;
- pour les années subséquentes, à la suite du dépôt du rapport d'activités de l'année précédente et du plan de travail actualisé, des versement totalisant 936 033 \$, dont :
 - 187 207 \$ pour l'exercice financier 2003-2004;
 - 249 609 \$ pour l'exercice financier 2004-2005;
 - 249 609 \$ pour l'exercice financier 2005-2006;
 - 249 608 \$ pour l'exercice financier 2006-2007.

L'aide financière accordée à la MRC est sujette aux prescriptions du Conseil du trésor qui identifie les dépenses admissibles et les modalités concernant le cumul des subventions, telles que transmises à la MRC.

¹ Le versement de l'aide financière est conditionnel au vote des crédits budgétaires nécessaires chaque année par l'Assemblée nationale.



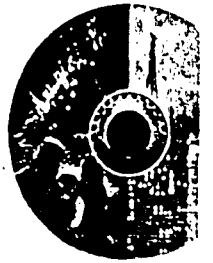
PARTIE II

8. Modalités administratives

La MRC doit gérer l'aide financière qui lui est octroyée pour réaliser les obligations prévues à cette convention. Pour ce faire, la MRC doit :

- a) utiliser les règles usuelles d'une saine gestion, ses représentants et employés ne pouvant se placer dans une situation de conflit d'intérêts. Elle doit aussi s'assurer que les organismes ou entreprises qu'elle subventionne ou aide ne se placent pas dans une situation de conflit d'intérêts;
- b) utiliser l'aide financière octroyée dans le cadre du présent pacte aux fins qui y sont prévues, cette aide ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant l'embauche d'une firme qui fait du démarchage pour son compte ou celui des organismes ou entreprises qu'elle désire subventionner ou aider;
- c) tenir des comptes et des registres appropriés concernant l'utilisation de l'aide financière;
- d) rembourser au ministre, à l'expiration de la présente convention, tout surplus non utilisé de l'aide financière octroyée;
- e) prévoir que la signature du Pacte rural fasse l'objet d'une annonce publique dont les modalités doivent être déterminées conjointement par la MRC et le ministre;
- f) souligner la contribution du gouvernement du Québec au Pacte rural en apposant la signature officielle du gouvernement du Québec, selon les spécifications techniques fournies par le ministre sur tous les communiqués ou documents d'information et lors de toutes les activités publiques liées au Pacte rural ou aux projets financés par le Pacte;
- g) inviter d'office le ministre à participer à toutes les activités de presse ou de relations publiques visant à faire connaître les projets soutenus dans le cadre du Pacte rural et, à cet égard, la MRC informera le ministre par écrit, au moins 10 jours avant la date d'une telle activité, pour que les dispositions nécessaires à cette participation soient prises;
- h) produire pour le ministre, dans les 90 jours de l'expiration de la convention, un rapport final sur l'utilisation de l'aide financière;
- i) fournir au ministre tout document pertinent à l'utilisation de l'aide financière;
- j) permettre au ministre, ou à toute personne qu'il autorise, d'examiner les registres, dossiers et comptes de la MRC et prendre copie de tout document jugé nécessaire;
- k) rendre compte à la population des résultats de l'action conjointe des MRC et du gouvernement du Québec dans le cadre du Pacte rural. La MRC transmettra chaque année, selon un format convenu entre les parties, un rapport d'activités faisant état de l'utilisation des sommes allouées dans le cadre du Pacte. Ce rapport précisera notamment la liste des projets et initiatives soutenus et, pour chacun, le nom des promoteurs, les sommes accordées, les objectifs visés et l'impact du projet sur le milieu ou auprès des clientèles concernées;
- l) autoriser le ministre à transmettre, sur une base confidentielle, toute information ou tout document concernant cette convention aux ministères et organismes du gouvernement qui peuvent être concernés par l'octroi de l'aide financière;
- m) participer, à la demande du ministre, à l'évaluation des actions entreprises par la MRC pour réaliser cette convention;
- n) d'une part, assumer seule toute responsabilité légale à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande relativement aux actions qu'elle entreprend en vertu de la présente convention et, d'autre part, tenir indemne et prendre fait et cause pour le ministre ou le gouvernement du Québec advenant toute réclamation pouvant découler de cette convention;
- o) permettre au Vérificateur général d'effectuer, en vertu des dispositions de sa loi, toute vérification qu'il jugera utile.

Pacte rural



9. Défaut

Le ministre peut refuser de verser l'aide financière lorsque la MRC fait défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à la présente convention.

S'il y a défaut, le ministre peut se prévaloir séparément ou cumulativement des recours suivants :

- a) réviser le niveau de l'aide financière en avisant la MRC;
- b) suspendre le versement de l'aide financière pour permettre à la MRC de remédier au défaut;
- c) résilier l'aide financière pour les versements non effectués;
- d) exiger le remboursement de l'aide financière.

Lorsque la MRC est en défaut, le ministre l'avise par écrit en lui indiquant les motifs du défaut et le ou les moyens qu'il entend utiliser.

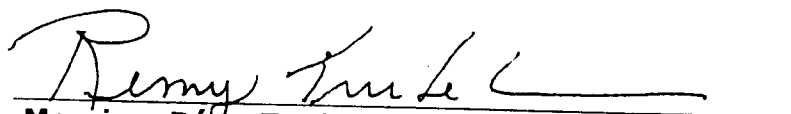
10. Dispositions finales

Le ministre désigne le sous-ministre adjoint de la région du Centre-du-Québec comme son représentant aux fins de l'exécution des présentes, et tout document ou avis exigé en vertu de la présente convention doit lui être remis ou transmis à l'adresse suivante : 62, rue Saint-Jean-Baptiste, 1^{er} étage, Victoriaville (Québec), G6P 4E3.

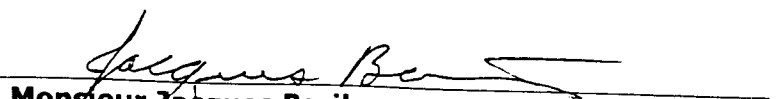
EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des conditions de ce protocole et les représentants dûment autorisés ont apposé leur signature.

Signé à Princville le 17^e jour de juin 2002

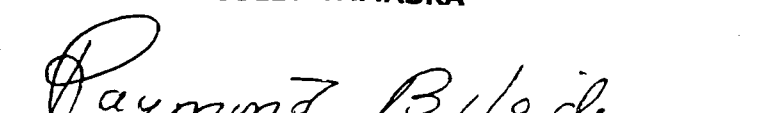
**LE MINISTRE D'ÉTAT À LA POPULATION, AUX
RÉGIONS ET AUX AFFAIRES AUTOCHTONES ET
MINISTRE DES RÉGIONS**


Monsieur Rémy Trudel

**LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX TRANSPORTS ET
À LA POLITIQUE MARITIME ET MINISTRE
RESPONSABLE DE LA RÉGION
DU CENTRE-DU-QUÉBEC**


Monsieur Jacques Baril

**LE PRÉFET DE LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE
COMTÉ DE NICOLET-YAMASKA**


Monsieur Raymond Bilodeau